

RAPPORTS INTERNATIONAUX



MISE EN FORME
L'EUROPE
PRAGMATIQUEMENT

RAPPORTS INTERNATIONAUX

4 | 2023

Éditorial

Chers lecteurs,

Les signaux d'alarme n'ont pas manqué pour l'Europe ces dernières années : la Russie a d'abord annexé la Crimée, puis envahi l'ensemble de l'Ukraine, lançant ainsi une attaque frontale contre la paix en Europe telle que nous la connaissons. De l'autre côté de l'Atlantique, Donald Trump a remporté la présidence en 2016 – un homme qui remettait en question les garanties de sécurité apportées par les États-Unis à ses alliés européens. Dans notre voisinage, au Moyen- Orient, les terroristes islamistes et leurs partisans régionaux cherchent à détruire Israël, la seule démocratie de la région. Et les États autoritaires qui cherchent à réécrire le système juridique international établi après 1945 recherchent des alliances même avec des pays que nous considérons plus alignés sur nos valeurs.

La conclusion à tirer de ce panorama – à savoir que l'Europe devrait développer une plus grande capacité d'action et d'affirmation de soi à l'extérieur – est si évidente qu'elle est difficile à ignorer pour les acteurs politiques. La perspicacité ne manque donc pas : « L'Europe doit apprendre le langage de la puissance » – c'est l'une des expressions qui ont tendance à être utilisées dans ce contexte.

Et la réalité ? Selon une récente enquête de la Konrad-Adenauer-Stiftung, moins de quatre Allemands sur dix associent l'Union européenne à la notion de « force mondiale ». Ce n'est pas une coïncidence. La réaction de l'UE à l'attaque russe contre l'Ukraine a peut-être été heureusement unifiée, mais près de deux ans après le début de la guerre, l'Europe n'est toujours pas en mesure d'honorer ses promesses en termes de soutien militaire à Kiev, par exemple en ce qui concerne les livraisons de munitions . . Et si Trump devait être réélu, nous ne serions pas beaucoup mieux préparés que la première fois.

Cela tient également au fait que le débat politique européen tend à rester vague, composé de visions de l'avenir belles mais souvent irréalistes, ainsi que d'invocations presque implorantes selon lesquelles l'Europe devrait enfin – et cette fois réellement – parler d'une seule voix. Il n'y a rien de mal à s'engager dans un débat à long terme sur des questions fondamentales et à définir de grandes ambitions. Mais cela ne doit pas faire oublier ce qui doit être prioritaire au vu de la situation mondiale précaire : une politique axée sur des solutions pragmatiques et sur les problèmes qui peuvent être traités rapidement.

Cela vaut dans le domaine de la politique de défense. Des idées telles que la création d'une armée européenne sont si ambitieuses qu'elles ont peu de chances de se concrétiser dans un avenir proche, mais il existe certains domaines dans lesquels des améliorations concrètes pourraient être apportées. Un exemple est l'augmentation de la puissance militaire des États individuels. Par exemple, l'Allemagne n'a toujours ni les capacités nécessaires pour remplir son rôle clé dans la défense conventionnelle de l'Europe, ni un plan fiable sur la manière d'y parvenir à l'avenir. Un autre exemple est celui de la coopération en matière de défense : ici, il appartient également aux gouvernements nationaux de jouer un rôle de facilitateur – sinon en menant à bien un grand projet paneuropéen, du moins en faisant avancer des projets d'armement communs entre un nombre limité d'États.

Des progrès concrets sur ces questions sont également importants car ils contribueraient à couper le souffle à ces voix en Amérique qui voient avant tout les liens étroits entretenus par les États-Unis avec le « Vieux Monde » comme un coût inutile. On ne le répétera jamais assez : maintenir les États-Unis « en Europe » restera le moyen le plus efficace d'assurer notre sécurité dans un avenir proche.

Dans le domaine de la politique étrangère en général également, il ne sert à rien d'attendre éternellement le moment où une politique européenne unifiée sera soudainement diffusée dans le monde. La politique étrangère européenne est et reste avant tout la politique étrangère des États européens – même si un président de la Commission déterminé a su renforcer le rôle de Bruxelles en matière de politique étrangère ces dernières années, comme le montre Felix Müller dans ce numéro d'International Reports.

Dans de nombreux cas, une politique étrangère européenne commune est vouée à l'échec simplement parce que les intérêts et les positions des 27 États membres actuels sont trop hétérogènes. C'est pourquoi l'introduction d'un processus de décision majoritaire dans ce domaine est depuis longtemps en discussion. Une telle procédure faciliterait en effet la prise de décisions. Néanmoins, tous les États membres – y compris ceux qui ont bloqué à plusieurs reprises les accords européens dans un passé récent – devraient accepter ce changement de procédure, raison pour laquelle il est peu probable qu'il se produise dans un avenir proche. Et même si cela se produisait : le gouvernement allemand veut-il vraiment risquer d'être mis en minorité sur des questions de politique étrangère telles que sa position sur la guerre au Moyen-Orient ?

Nous devons d'abord consacrer notre énergie à parvenir à un maximum d'accords grâce à un dialogue constant au sein de l'Europe – tout en agissant de concert avec les pays avec lesquels il existe le plus grand accord.

Un autre domaine dans lequel une action rapide est nécessaire est celui de la politique d'élargissement de l'UE. En tant qu'espace dans lequel la liberté et la justice sont défendues, l'Union européenne continue de séduire de nombreux citoyens de son voisinage, même – ou peut-être surtout – si leur gouvernement suit une voie complètement opposée, comme l'illustre Jakob Wöllenstein dans son article sur la Biélorussie. Mais il n'est pas nécessaire de chercher aussi loin que les pays où l'adhésion à l'UE ne sera pas un problème dans un avenir proche. Le nombre de candidats à l'adhésion est déjà considérable. Les six États des Balkans occidentaux sont en attente depuis près de 20 ans, tandis que la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine ont également demandé leur adhésion en 2022. Le processus avance désormais à un rythme accéléré, en particulier dans le cas de ces deux derniers pays, et à juste titre. donc. Mais ce type d'approche résolue est également nécessaire dans les Balkans occidentaux. Alors que ces pays poursuivent leur chemin vers l'UE, il est incontestable que les critères stricts d'adhésion ne doivent pas être assouplis de telle manière que nous finirions par devenir une communauté plus grande mais plus faible. Mais une autre chose est également claire

Dans le cadre du processus d'élargissement des années à venir, les considérations géostratégiques devraient jouer un rôle plus important que par le passé, car notre objectif doit être de contrer l'influence d'États comme la Russie et la Chine dans notre voisinage immédiat.

La force économique de l'Europe – domaine dans lequel nous jouons toujours dans la même ligue que les États-Unis et la Chine – est également significative en termes de potentiel d'action. L'objectif premier de la politique économique européenne devrait donc être de garantir que notre continent reste compétitif. Comme le souligne Tim Peter dans son article, l'idée largement répandue, notamment à gauche, selon laquelle seule une dette toujours croissante – et de préférence commune – permettra une restructuration durable de l'économie européenne est trompeuse. La stabilité financière à long terme est plutôt la condition préalable pour pouvoir réaliser les investissements nécessaires dans la transformation écologique et numérique de notre continent. Et en fin de compte, comme dans bien d'autres domaines, cela dépend aussi des États membres : cela fait une différence de savoir qui est au pouvoir dans les capitales européennes. Marian Wendt et Eleftherios Petropoulos le démontrent de manière impressionnante dans leur article consacré à l'exemple de la Grèce, qui ces dernières années s'est débarrassée de son rôle d'enfant à problèmes économiques.

La politique énergétique européenne a connu des bouleversements majeurs depuis 2022. En raison de la perte des approvisionnements en gaz russe, l'Europe a été confrontée au défi de devoir répondre à ses besoins énergétiques par d'autres moyens, tout en poursuivant ses projets de décarbonation de l'énergie. secteur. Même si l'UE dans son ensemble a jusqu'à présent mieux surmonté cette crise qu'on ne le craignait au départ, elle reste souvent un obstacle pour elle-même en raison d'un manque de flexibilité, comme le soulignent Veronika Ertl et Philipp Dienstbier dans leur article sur les projets de coopération énergétique entre l'UE et les États du Golfe. La réticence actuelle des Européens à considérer l'approvisionnement en gaz naturel comme faisant partie d'une telle coopération à long terme et à faire des concessions dans leurs définitions ambitieuses de l'hydrogène à faible teneur en carbone n'a pas encore réussi à amener un seul mètre cube supplémentaire de carburant durable du Golfe vers Mais cela menace de pousser des pays comme l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis à se concentrer davantage sur le marché énergétique asiatique.

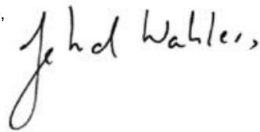
Peu de questions en Europe sont actuellement aussi politiquement explosives que la politique migratoire. Comme le souligne à juste titre Lars Hänsel dans ce numéro, il sera crucial à l'avenir d'assurer une gestion plus efficace des mouvements migratoires vers l'Europe, notamment parce que nous avons trop souvent constaté ces dernières années que l'une des réalisations ultimes de l'Europe L'intégration – c'est-à-dire la liberté de circulation des personnes au sein de l'Europe – disparaîtra progressivement. Nous ne devrions pas nous habituer à ce que les trains doivent s'arrêter à la première gare après la frontière germano-autrichienne tant que la police fédérale n'a pas vérifié les papiers de tous les voyageurs. C'est un bon signe que les négociations sur une réforme du droit européen en matière d'asile aient récemment progressé après des années d'impasse. Un acte de foi est désormais requis de la part des forces politiques en particulier qui ont jusqu'à présent donné la priorité à leur paix idéologique.

de l'esprit plutôt qu'une considération de la réalité. Après tout, à qui profite le fait que les partis du centre politique ignorent le problème jusqu'à ce que les acteurs de Bruxelles et des États membres qui n'ont aucun intérêt à trouver un équilibre entre humanité et contrôle deviennent encore plus forts ? Les sondages suggèrent actuellement que les forces à droite du Parti populaire européen sont toujours en hausse, comme le souligne Olaf Wientzek dans son article.

Tout cela ne signifie pas qu'il ne faut pas réfléchir aux réformes institutionnelles à long terme de l'Union européenne et aux moyens de parvenir à une Europe plus unifiée. Mais jusqu'à ce que nous trouvions la solution premium – si jamais cela devait se produire – nous devons nous concentrer sur de nombreuses petites choses, moins glamour, mais rapidement réalisables, qui nous permettront de survivre dans un environnement mondial inconfortable. L'Europe restera un continent de diversité – et cela signifie également une diversité d'intérêts. Le débat sur la manière dont nous pouvons gérer ces différences de manière constructive et sur les domaines dans lesquels nous pouvons simplement les laisser de côté au lieu de rechercher des normes uniformes sera également crucial dans la perspective des élections au Parlement européen au début de l'été 2024.

J'espère que vous trouverez ce rapport une lecture stimulante.

Le vôtre,

A handwritten signature in black ink, reading "Gerhard Wahlers". The signature is written in a cursive, slightly slanted style.

[Dr Gerhard Wahlers](#) est rédacteur en chef d'International Reports, secrétaire général adjoint et chef du département Coopération européenne et internationale de la Konrad-Adenauer-Stiftung (gerhard.wahlers@kas.de).

Contenu

MISE EN FORME L'EUROPE PRAGMATIQUEMENT



En savoir plus sur le 2024
Élections européennes



Large spectre : Au Parlement européen, les eurosceptiques de gauche et de droite, dont certains préféreraient la dissolution de l'UE, siègent aux côtés de la majorité des forces pro-européennes. Cependant, aucun des deux ne forme un bloc unifié.
Photo : © Philipp von Ditfurth, dpa, photo alliance.

8 *under discussion*

« Peut-être avons-nous besoin de ce
Choc de prendre des mesures audacieuses »
La politique européenne en temps de crise et
L'avenir de l'UE au-delà des populistes de gauche et
de droite

[Entretien avec Lars Hänsel](#)

18

À la recherche de majorités
Le positionnement et l'avenir de l'Europe
Le Parti populaire dans un système de partis en mutation
[Olaf Wientzek](#)

30

L'UE, puissance mondiale ?
La « Commission géopolitique » entre ambition et
réalité
[Félix Manuel Müller](#)

38

Grands projets, progrès limités
Partenariats énergétiques de l'UE avec le Golfe
[Philipp Dienstbier / Veronika Ertl](#)

50

Résolution européenne
La Biélorussie dépend actuellement de Moscou – mais
l'opposition démocrate veut diriger le pays vers l'ouest

[Jakob Wöllenstein](#)

62

De l'enfant à problèmes à l'élève modèle
Le nouveau rôle de la Grèce en Europe
[Marian Wendt / Eleftherios Petropoulos](#)

70

Une union de stabilité ou une union de la dette ?
Une décision stratégique pour l'Europe
[Tim Pierre](#)



under discussion

Façonner l'Europe de manière pragmatique

"Peut-être avons-nous besoin de ça Choc géopolitique Prenez des mesures audacieuses »

La politique européenne en temps de crise et l'avenir de la
L'UE au-delà des populistes de gauche et de droite

Entretien avec Lars Hänsel

Lars Hänsel, chef du département Europe et Amérique du Nord à la Konrad-Adenauer-Stiftung, parle à International Reports de la réponse de l'Europe à la guerre d'agression russe, du nouvel intérêt pour l'Europe de l'Est et de la nécessité d'une UE dotée d'une plus grande capacité de agir – et il explique ce qui constitue la politique européenne chrétienne-démocrate.

International Reports (IR) : Dr Hänsel, quelle est la première chose qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez le mot « Europe » ?

Lars Hänsel : Pour moi, l'Europe, et en particulier l'Union européenne, signifie un espace de liberté. Je suis originaire de Saxe et pour moi personnellement, la porte de l'Europe s'est ouverte lors de la chute du mur de Berlin en 1989. Je suis très reconnaissant de pouvoir vivre ce que nous vivons aujourd'hui. Connaissant le manque de liberté en RDA, j'apprécie particulièrement la liberté dont nous jouissons aujourd'hui en Europe.

De plus, je considère l'UE comme une région de paix. Ma famille a été déplacée et expulsée, et nous nous rappelons constamment à quel point cela a été une période difficile.

Je pense que beaucoup de gens tiennent désormais pour acquis ce que nous avons réalisé au sein de l'UE. Mais nous ne devrions pas.

IR : Vous avez évoqué l'Europe et l'Union européenne. Selon vous, quel est le lien entre ces deux termes ?

Hänsel : Bien entendu, tous les pays d'Europe devraient potentiellement

avoir la possibilité de faire partie de l'Union européenne. C'est le cas depuis les débuts de l'UE : après tout, l'Europe n'est pas seulement considérée comme une zone géographique mais aussi comme une région partageant une expérience historique et une tradition intellectuelle communes. Manfred Weber, le leader du Parti populaire européen, aime parler du « mode de vie européen ». Lors de la campagne électorale européenne de 2019, il a illustré cela en affirmant que partout où il fait campagne en Europe, il y a une église.

Mais cette idée d'une UE potentiellement identique à l'Europe pose évidemment des problèmes : tous les pays ne veulent pas ou ne peuvent pas faire partie de l'UE. Aucune disposition n'a non plus été prévue pour permettre aux membres de repartir, comme cela s'est produit dans le cas du Royaume-Uni.

Géographiquement, la Russie appartient également à l'Europe, du moins en partie. Mais l'espoir que la Russie puisse devenir un État qui s'intègre dans les structures européennes dans l'ère post-communiste s'est jusqu'à présent révélé être une illusion, soulevant également la question de savoir dans quelle mesure le pays est ou peut être européen en termes de sa culture et de ses valeurs. La Turquie constitue également un cas difficile à bien des égards. Et la Suisse, pays d'Europe centrale, n'a aucune envie de faire partie de l'UE. Il y aura donc toujours une différence entre « l'Europe » et « l'UE » dans un avenir prévisible.



Capacité d'action, mais pas d'isolationnisme : l'UE devrait être capable de définir et de défendre efficacement ses intérêts. Plus elle réussit dans cette tâche, plus l'Europe deviendra un partenaire attrayant pour les Etats-Unis, estime Lars Hänsel.

Photo : © Al Drago, UPI Photo, Newscom, photo alliance.

IR : Ce que beaucoup de gens associent probablement à l'Europe – ou y sont associés depuis longtemps, malgré les guerres balkaniques – est le mot « paix ». Vous l'avez mentionné vous-même. Une guerre interétatique majeure fait à nouveau rage en Europe depuis le 24 février 2022, lorsque la Russie a commencé son attaque contre l'ensemble de l'Ukraine. Quelles sont les principales mesures adoptées par l'UE en réponse à cette attaque et comment évaluez-vous cette

Hänsel : Selon moi, la principale réaction de l'UE est qu'elle a fait preuve d'unité

et de détermination. La guerre a rapproché l'Union européenne. Il existe une compréhension claire et partagée selon laquelle il faut résolument s'opposer à l'agression russe. Il ne fallait pas nécessairement s'y attendre. La Russie a été condamnée sans ambiguïté, onze paquets de sanctions ont été soutenus ensemble jusqu'à présent et le soutien à l'Ukraine est fort – politiquement et économiquement, ainsi qu'en termes d'aide humanitaire et d'assistance militaire. Un autre point important est le fait que l'Ukraine a rapidement obtenu le statut de pays candidat. Cette réponse unie ne doit en aucun cas être tenue pour acquise : après tout, les dépendances et les intérêts des États membres diffèrent considérablement.

IR : La question de la politique de sécurité et donc la question de la position de l'UE à l'égard de la Russie, mais également à l'égard de la concurrence croissante entre les États-Unis et la Chine, a été fortement mise en avant ces dernières années.

Le président français Emmanuel Macron s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur d'une « autonomie stratégique » de l'UE. Cela a l'air bien, mais pensez-vous que c'est vraiment le cas ?

Hänsel : Je pense que l'idée de Macron est fondamentalement juste. Mais le

terme « autonomie » me semble trop isolationniste. C'est pour cette raison que je préfère parler de « souveraineté stratégique » et de capacité d'action. L'UE doit développer une plus grande capacité d'action : c'est le cœur de l'idée. Cela s'applique notamment à des domaines tels que la sécurité et le commerce mondial, où la stabilité des chaînes d'approvisionnement et la disponibilité des matières premières sont en jeu.

Mais il est important que cette capacité d'action ne soit pas comprise comme étant dirigée contre nos partenaires transatlantiques. Les relations transatlantiques constituent le fondement de notre politique étrangère. Bien entendu, nos intérêts ne recoupent pas toujours ceux des États-Unis – lorsqu'il s'agit de la Chine, par exemple. Contrairement aux États-Unis, l'UE ne considère pas ses relations avec la Chine dans le contexte d'une lutte mondiale pour l'hégémonie. Mais à l'échelle mondiale, le partenaire le plus important de l'UE, sur le plan stratégique et en termes de valeurs, sont les États-Unis. Mon expérience aux États-Unis me suggère que les Américains sont mieux à même de traiter avec nous lorsque nous formulons clairement nos propres intérêts et démontrons notre capacité d'agir que lorsque nous sommes faibles. Il est important pour nous de renforcer le pilier européen de l'OTAN et d'atteindre désormais l'objectif des 2 % de manière stable.

Qui plus est, plus notre capacité d'action est grande, plus nous sommes attractifs aux yeux des États-Unis en tant que partenaire.

IR : Et nous aurions certainement besoin de ce type de partenariat dans la situation politique mondiale actuelle, n'est-ce pas ?

Hänsel : La situation géopolitique est en effet devenue plus complexe . L'expansion

des BRICS a montré que l'Occident est sous pression et n'est plus naturellement en position de leadership. Dans cette optique, nous devons non seulement préserver et renforcer le partenariat transatlantique, mais également trouver notre rôle en tant qu'UE. Nous devons repenser la façon dont nous traitons avec des États qui ne partagent pas nécessairement nos valeurs mais avec lesquels nous pouvons néanmoins poursuivre des intérêts communs. C'est là que la politique étrangère fondée sur des valeurs atteint ses limites. Il est important que l'UE présente des offres attractives, qui tiennent également davantage compte des intérêts de ses partenaires. La "coopération intelligente" est ici l'idée centrale. Cela pourrait par exemple être le cas de l'initiative Global Gateway de l'UE – comme alternative durable à l'initiative chinoise "la Ceinture et la Route" - où nous tenons également davantage compte des intérêts des pays partenaires respectifs.

IR : Étant donné que de nombreux membres de l'UE d'Europe de l'Est semblent avoir eu une évaluation plus correcte de la menace posée par la Russie que certains pays d'Europe occidentale, on parle désormais à maintes reprises d'un déplacement du centre de force de l'UE. à l'Est, et en particulier du fait que l'idée d' une double direction franco-allemande au sein de l'UE est obsolète.

Un tel changement de pouvoir a-t-il réellement lieu ?

Hänsel : Je serais prudent à ce sujet.

Oui, une plus grande attention est désormais accordée aux positions et aux intérêts des États baltes, de la République tchèque et de la Pologne, par exemple. Ils ne se sont jamais fait d'illusions sur l'agressivité de la Russie. Ici en Allemagne, cette attitude a souvent été expliquée sur la base de l'expérience historique de ces pays : elle a été relativisée ou n'a pas été prise au sérieux. Maintenant, on voit qu'ils avaient raison et qu'il vaut mieux écouter ce qu'ils ont à dire. Mais je ne vois pas ce nouvel intérêt se traduire par une influence politique concrète à Bruxelles. Il y a aussi des raisons institutionnelles à cela. La Pologne, par exemple, n'est pas membre de la zone euro et n'a donc pas sa place à la table des décisions importantes concernant l'architecture financière.

Ce dont nous avons besoin, ce sont de nouveaux stimuli européens, notamment de la part de l'Allemagne et de la France elles-mêmes , bien sûr. Mais pour aller de l'avant, nous devons également impliquer davantage les Européens de l'Est lorsqu'il s'agit de façonner l'avenir de l'UE. Nous devons prendre leurs préoccupations plus au sérieux et donner un nouveau souffle à des formats tels que le Triangle de Weimar, un forum dans lequel la France, la Pologne et l'Allemagne coopèrent.

IR : Quelles idées ces pays ont-ils sur l'avenir de l'Europe ? Ces dernières années, au moins parmi l'opinion publique allemande , l'impression a souvent prévalu que la Pologne et la Hongrie en particulier ont contrecarré les accords au niveau de l'UE plutôt que de les avoir permis ; pour exagérer quelque peu, ils semblent toujours avoir su exactement ce qu'ils ne voulaient pas, mais n'ont pas réussi à développer une vision positive pour l'Europe.

Cette impression est-elle fautive ?

Hänsel : Je ne pense pas que ce soit vrai

disent que ces pays savent seulement ce qu'ils ne veulent pas. En Pologne, il existe désormais un gouvernement qui jouera un rôle plus constructif au niveau européen. Mais les attentes à l'égard de l'Europe tendent à être différentes en Europe centrale et orientale. Ils ont une approche plus pragmatique de la politique européenne. À cet égard, la question se pose de savoir jusqu'où l'UE veut aller dans certains domaines politiques dans lesquels les Européens centraux et orientaux sont plutôt sceptiques quant à de nouvelles initiatives , comme les droits LGBTI ou la politique éducative et familiale.

Mais il existe également des domaines dans lesquels les idées de l'Europe de l'Est sont plus proches des nôtres que de celles des pays de l'Europe du Sud, par exemple. Il est possible de construire des ponts ici. C'est le cas par exemple dans le domaine de la politique économique. Les Européens du Sud ont beaucoup plus intérêt que nous à transférer des compétences au niveau européen également dans le secteur social et à accorder beaucoup plus de poids et de priorité à la question de la solidarité.

En Europe de l'Est, ils ont tendance à partager notre position prudente.



Je crois qu'en général, lorsque des États d'Europe centrale et orientale et leurs positions entrent en conflit avec « Bruxelles » ou le gouvernement allemand, le débat qui en résulte reflète souvent une question très fondamentale à laquelle nous devons répondre en ce qui concerne l'intégration européenne : où tracer la frontière entre ce que nous voulons permettre en tant qu'expression d'une diversité culturellement et historiquement déterminée au sein de l'Europe et ce qui doit être soumis à des normes et à des règles uniformes dans l'ensemble de l'UE ? Pour moi, l'essentiel dans ce contexte est que l'Europe constitue un cadre juridique. Si les règles fondamentales d'un État de droit démocratique sont violées, cela dépasse les limites.



Plus que de simples acteurs dotés d'un droit de veto : de nombreux États d'Europe centrale et orientale œuvrent pour une Union européenne plus pragmatique et limitée. Ce faisant, outre certaines différences bien connues, ils créent également des intérêts communs avec l'Allemagne, par exemple dans le domaine de la politique sociale. Photo : © Łukasz Gagulski, epa, alliance photographique.

IR : Restons en Europe de l'Est mais revenons un instant à la politique de sécurité. Même parmi nos voisins de l'Est, les attitudes à l'égard de la Russie varient. Alors qu'en Pologne ou dans les pays baltes, par exemple, il existe un très haut niveau de solidarité avec l'Ukraine et de soutien à ce pays, la Hongrie fait preuve de beaucoup plus de retenue. Comment expliquez-vous cela ?

Hänsel : Tout d'abord, il convient de noter que tous les États membres

scribe à la solidarité européenne avec l'Ukraine. Tous condamnent la guerre d'agression russe et soutiennent les sanctions. Néanmoins, l'expérience historique des différents États diffère. Ceci est frappant dans le cas de la Pologne : le pays a été plusieurs fois victime de l'agression russe et s'est senti trahi par les grandes puissances lors de son partage entre la Prusse, la Russie et l'Autriche au XVIIIe siècle par exemple, ou par le régime hitlérien. -Pacte Staline au 20ème siècle. La Pologne n'est pas seulement marquée par la période communiste et le contrôle soviétique, elle abrite également un profond sentiment anti-russe. C'est pour cette raison que le pays attache aujourd'hui de l'importance à être lui-même très fort, notamment sur le plan militaire.

En revanche, bien qu'elle ait souvent été sous influence étrangère, la Hongrie n'a jamais été autant victime que la Pologne. L'attitude envers la Russie est donc différente de celui de la Pologne ou des pays baltes. En outre, la Hongrie accuse l'Ukraine de ne pas avoir protégé sa minorité hongroise. Et la Hongrie est fortement dépendante de la Russie pour ses approvisionnements en matières premières et en énergie.

IR : L'une des questions sur lesquelles les positions de l'Allemagne et de certains États d'Europe de l'Est ont divergé à plusieurs reprises ces dernières années est celle de l'asile et de la migration. Une réforme des précédentes règles d'asile de l'UE - le règlement de Dublin - a été discutée en juin 2023 par le Conseil des ministres de l'intérieur de l'UE et fait actuellement l'objet de négociations entre les institutions de l'UE. En gros, le plan consiste à réduire l'afflux global venant de l'extérieur, mais à répartir plus équitablement ceux qui ont la perspective de rester entre les États membres. Les réformes devraient permettre aux personnes originaires de pays ayant un faible taux de reconnaissance de suivre la procédure d'asile aux frontières extérieures de l'UE et donc de ne même pas entrer dans l'UE. Tout cela va-t-il dans la bonne direction – et est-ce que cela va assez loin ?

Hänsel : Il existe un consensus sur le fait que le défi de la migration ne peut pas être

résolu au niveau national. En fin de compte, nous ne pourrions résoudre le problème qu'au niveau européen. L'UE a un besoin urgent d'une législation en matière d'asile à l'épreuve des crises, efficace et équitable. Une politique crédible en matière de réfugiés implique une protection extérieure plus efficace. Les deux sont importants : l'humanité et la réglementation. C'est le seul moyen de préserver l'une des grandes réussites de l'UE, à savoir l'espace Schengen et sa liberté de circulation.

La récente décision du Conseil en juin constitue une étape importante étant donné que le processus de discussion a été complètement paralysé pendant longtemps. Le processus obligatoire à la frontière est également un pas dans la bonne direction. Mais comme vous l'avez mentionné, le trilogue entre les institutions européennes n'est pas encore terminé et nous devons encore voir quelles mesures seront finalement mises en œuvre. Comme nous le savons, des forces politiques comme les Verts réclament déjà

plus de personnes seront exemptées du processus frontalier que prévu initialement. Toutefois, si vous faites de plus en plus d'exceptions, vous saurez la réforme et cela ne nous mènera nulle part.

IR : L'Union européenne est souvent attaquée par les populistes de gauche et de droite et accusée d'une multitude de maux. Dans son programme électoral pour les élections européennes, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) qualifie par exemple l'UE de « projet raté ». Comment répondre à des critiques aussi radicales ?

Hänsel : Qualifier l'UE de projet raté est bien sûr absolument absurde.

Le succès de l'UE commence par la question de la sécurité : l'UE est un espace de paix, ce qui n'est en aucun cas une évidence, comme je l'ai déjà mentionné. Et notre prospérité est étroitement liée à l'UE. L'Union européenne est le plus grand marché unique au monde et constitue la condition préalable pour que nous puissions tenir notre place à l'échelle mondiale. En outre, l'UE est un espace judiciaire dont bénéficient de nombreuses personnes. Prenons par exemple la protection des consommateurs : certains détails pourraient vous agacer, mais en principe, cela signifie que tout le monde dans l'UE bénéficie d'une grande protection. A titre d'exemple : lorsque les parents achètent des jouets pour enfants, ils peuvent compter sur la qualité.

Il s'agit donc aussi de choses très concrètes et tangibles : du voyage sans contrôle aux frontières et du roaming pour les téléphones portables jusqu'à la liberté d'établissement et les programmes d'études comme Erasmus. Ce n'est pas pour rien que tant de pays souhaitent rejoindre l'UE. L'Union européenne est une réussite historique : si nous ne l'avions pas, nous devrions l'inventer. Mais heureusement, des personnalités publiques telles que Konrad Adenauer, Robert Schumann et Alcide de Gasperi ont fait pour nous le travail de base.

IR : Au-delà des critiques populistes générales : quelles sont selon vous les faiblesses réelles au sein de l'UE auxquelles il faut remédier ?

Hänsel : L'UE doit accroître sa capacité d'action

– c'est à mon avis le plus grand défi. Pour ce

faire, elle doit mutualiser ses efforts, c'est-à-dire se concentrer sur les choses qui doivent vraiment être faites au niveau européen, mais ensuite les faire vraiment correctement, tout en restant à l'écart des questions qui ne sont pas si importantes. .

Grand pour les grandes choses, petit pour les petites choses – telle est la devise.

La question de l'élargissement de l'UE est importante. Nous devons résoudre ce problème. Cela fait longtemps que nous bloquons les pays des Balkans. Nous nous trouvons désormais dans une nouvelle situation géopolitique dans laquelle il est crucial que l'UE gagne en influence, notamment grâce à l'élargissement.

Mais cet élargissement doit s'accompagner de réformes institutionnelles qui renforcent la capacité d'action de l'UE. Nous avons déjà des joueurs avec droit de veto qui nous empêchent de prendre des décisions stratégiques. Mais l'idée de réformes institutionnelles est controversée : les Européens de l'Est sont par exemple opposés à une extension du vote à la majorité.

Il y a ici un dilemme : il faut procéder avec précaution, étape par étape, si l'on veut rallier tout le monde aux réformes. Et pourtant, nous n'avons pas vraiment le temps pour cela. Nous devons être capables de prendre rapidement des décisions majoritaires afin d'être plus agiles.

IR : Selon vous, quelle est la probabilité que ce dilemme soit résolu ?

Hänsel : J'ai l'impression qu'il existe une prise de conscience croissante de la nécessité d'un changement en termes de structure institutionnelle. Cela est dû au changement géopolitique et à la pression croissante exercée sur l'UE. Si nous n'agissons pas, nous deviendrons de plus en plus l'objet de l'histoire plutôt que son sujet.

Et une partie de l'histoire de l'UE est qu'il a parfois fallu des crises pour progresser. Le fait que nous ayons aujourd'hui un système bancaire plus stable remonte à la crise financière de 2008. Peut-être avons-nous besoin de ce choc géopolitique pour prendre des mesures audacieuses.

IR : Comme vous l'avez mentionné, les pays des Balkans occidentaux souhaitent depuis de nombreuses années adhérer à l'UE. L'Ukraine, la Géorgie et la République de Moldavie ont soumis leurs candidatures en 2022. Devons-nous traiter ces candidatures selon la procédure – parfois plutôt technocratique – que nous utilisons jusqu'à présent et insister strictement pour qu'elles remplissent toutes les conditions d'adhésion, ou faut-il les questions soient-elles tranchées plus rapidement, au regard du message politique qu'elles véhiculent ?

Hänsel : Depuis l'attaque russe contre l'Ukraine et d'autres changements géopolitiques, la question de l'adhésion est désormais considérée sous un nouveau jour stratégique. Les arguments géopolitiques deviennent de plus en plus importants – et ils doivent d'ailleurs le faire. La question de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux a pris un nouvel élan ; nous donnons désormais des perspectives claires à ces pays. Dans le même temps, les pays candidats doivent certainement faire progresser les réformes, notamment dans le domaine de l'État de droit – l'UE ne peut et ne doit faire aucun compromis sur ce point. Autrement, elle serait menacée de l'intérieur.

Le président de la Commission a récemment souligné une fois de plus que la porte était grande ouverte aux États des Balkans occidentaux, et le président du Conseil, Charles Michael, a évoqué l'année 2030 comme objectif pour lequel il pouvait imaginer que les deux parties soient prêtes à l'adhésion. Je pense qu'il est risqué de fixer une date car cela comporte le risque de nouvelles frustrations. L'essentiel est d'aider les pays candidats à progresser rapidement dans leurs réformes. Ils ont besoin d'une perspective réaliste et crédible pour rester sur la voie de l'UE.

IR : Les élections européennes auront lieu au début de l'été 2024. Les élections portent toujours sur des alternatives et des idées différentes sur la manière de façonner la communauté. En quoi l'idée chrétienne-démocrate de l'Union européenne diffère-t-elle de celle des partis de gauche, mais aussi de celle des populistes de droite ?

Hänsel : Il existe des positions différentes parmi les populistes de droite. Par exemple, tous ne partagent pas le point de vue de l'AfD selon lequel l'UE devrait être dissoute et refondée. En principe, je considère que les populistes de droite partagent une préférence pour une UE dans laquelle un minimum de souveraineté est transférée et où les États-nations souverains sont les acteurs centraux. L'action commune se limite alors à quelques domaines.

En revanche, l'approche démocrate-chrétienne consiste à trouver un juste équilibre entre la souveraineté européenne partagée et la souveraineté des États-nations. La subsidiarité est cruciale pour parvenir à cet équilibre. La souveraineté ne doit pas simplement être transférée à Bruxelles : il doit y avoir une définition précise de ce que chacun veut faire ensemble – et de ce qu'il ne veut pas. La souveraineté devrait être transférée si – et seulement si – cela fonctionne mieux ou si elle ne peut être efficace qu'au niveau européen.

Nous ne considérons pas l'UE comme un État fédéral ni comme une communauté d'États lâche. L'UE doit disposer d'éléments supranationaux : c'est seulement alors qu'elle sera capable d'agir à l'échelle mondiale et alors seulement qu'elle pourra jouer un rôle géopolitique pertinent. Mais contrairement à la gauche, nous ne souhaitons pas transférer davantage de compétences à tous les niveaux, y compris sur les questions sociopolitiques mais aussi en matière financière. Contrairement à la gauche, nous ne voulons pas de mutualisation de la dette. Toutefois, contrairement aux populistes de droite, nous reconnaissons la valeur de l'euro en tant que monnaie commune qui doit être préservée et renforcée.

Nous revenons essentiellement à la question que j'ai évoquée plus tôt dans notre conversation : où tracer la frontière entre ce que nous devons décider ensemble pour que l'Europe soit capable d'agir comme un espace démocratique dans un État de droit, et ce que les États individuels devraient-ils s'autoréguler dans toute leur diversité ? Ici aussi, les chrétiens-démocrates sont au centre de la politique.

L'entretien a été réalisé par Sören Soika et Fabian Wagener – traduit de l'allemand.

Lars Hänsel est chef du département Europe et Amérique du Nord de la Konrad-Adenauer-Stiftung.



Façonner l'Europe de manière pragmatique

À la recherche de majorités

Le positionnement et l'avenir de l'Union populaire européenne

Faire la fête dans un système de partis en évolution

Olaf Wientzek

Le Parti populaire européen (PPE) a joué un rôle clé dans l'élaboration de la politique européenne au cours des dernières décennies. Mais récemment, il s'est retrouvé à plusieurs reprises dans une position difficile, coincé entre les forces de gauche et les forces libérales d'un côté et les partis de droite qui se renforcent de l'autre. Quels partenaires peuvent et doivent Le PPE s'associe-t-il pour mettre en œuvre ses idées visant à façonner l'avenir de l'UE ? Et quelle sera sa place dans le paysage partisan européen du futur ?

Le PPE comme moteur de la construction européenne
Processus d'unification

Depuis sa fondation en 1976, le Parti populaire européen est l'une des deux grandes familles politiques européennes et un acteur central dans le processus d'intégration européenne.¹ Aucune autre famille de partis ne compte autant de partis nationaux différents (83, dont 49 se trouvent dans l'UE). Il a pris au moins la deuxième place lors de toutes les élections au Parlement européen et constitue le groupe le plus important au Parlement européen sans interruption depuis 1999. De nombreux chefs d'État et de gouvernement au Conseil européen sont sortis de ses rangs et continuent pour le faire (plus de la moitié à des moments particulièrement réussis). Au total, il a fourni huit présidents du Parlement européen, six dirigeants de la Commission européenne et deux des présidents du Conseil européen à ce jour. Plusieurs chefs de gouvernement de la famille PPE, comme Helmut Kohl, Wilfried Martens et Angela Merkel, ont laissé une marque durable sur l'unification européenne. Le PPE s'est toujours considéré comme une force motrice et un pilier du processus d'unification européenne.²

Le concurrent le plus important du PPE est traditionnellement le Parti socialiste européen (PSE) : à leur apogée, les deux grandes familles politiques représentaient ensemble jusqu'à deux tiers des membres du Parlement européen (MPE), et avec le groupe libéral, environ les trois quarts des sièges.³ Les grands groupes politiques européens ont dominé les élections.

Conseil européen dans une mesure similaire également. Le paysage partisan a depuis connu un changement progressif : d'abord grâce à la montée en puissance des Verts (européens), qui ont remporté plus de dix pour cent des sièges au Parlement européen pour la première fois en 2019 ; et deuxièmement, en raison du renforcement des mouvements populistes de droite et d'extrême droite aux niveaux européen et national. L'époque où une grande coalition du PPE et des sociaux-démocrates – généralement plus ou moins soutenus par les libéraux – suffisait à Bruxelles est révolue depuis longtemps (voir figure 1). Au Parlement européen, seuls 45 pour cent des députés sont actuellement issus des deux grands groupes politiques. Sur la base des sondages nationaux actuels, le PPE remporterait 23,75 pour cent des sièges aux élections du Parlement européen (en supposant 720 sièges à l'avenir) et les sociaux-démocrates environ 20 pour cent (voir figure 2).

La situation au Conseil européen a également changé. Au 13 décembre 2023, sur les 27 chefs d'État et de gouvernement siégeant au Conseil européen, 10 étaient affiliés à des partis partenaires du PPE et seulement 5 (6 si l'on inclut le Premier ministre slovaque Robert Fico, dont le parti est actuellement suspendu du Parlement). PSE) des sociaux-démocrates et des socialistes. Trois membres du Conseil européen étaient politiquement à droite du PPE.

Grâce à sa position centrale au cours des dernières décennies, des projets d'intégration clés portent également la signature du PPE, notamment le marché unique, l'union monétaire, la politique de commerce extérieur, l'espace Schengen et la politique d'asile et de migration de l'UE.

Du noyau chrétien-démocrate
à la plus grande force d'Europe

La composition du PPE et du Groupe PPE est en constante évolution depuis le début : en 1976, le PPE a été fondé par des partis démocrates-chrétiens d'Allemagne, de France, d'Italie, du Benelux et d'Irlande .
4 Aujourd'hui, seul un quart des députés européens du Groupe sont issus de ces partis fondateurs, et seuls deux chefs d'État et de gouvernement du groupe

Conseil européen. La question s'est rapidement posée de l'éventuelle admission de partis conservateurs et libéraux, comme ceux d'Espagne ou de France. Cette proposition a reçu le feu vert – soutenu entre autres par Helmut Kohl, alors leader de la CDU.

Un aspect d'une importance capitale a été la stratégie volontariste poursuivie dans les années 1990 à l'égard des nouveaux partis des pays candidats à l'adhésion à l'UE. Europe du Centre-Est et du Sud-Est qui

Fig. 1 : Part des sièges détenus par les trois plus grandes familles de partis au Parlement européen
suite aux dernières élections européennes

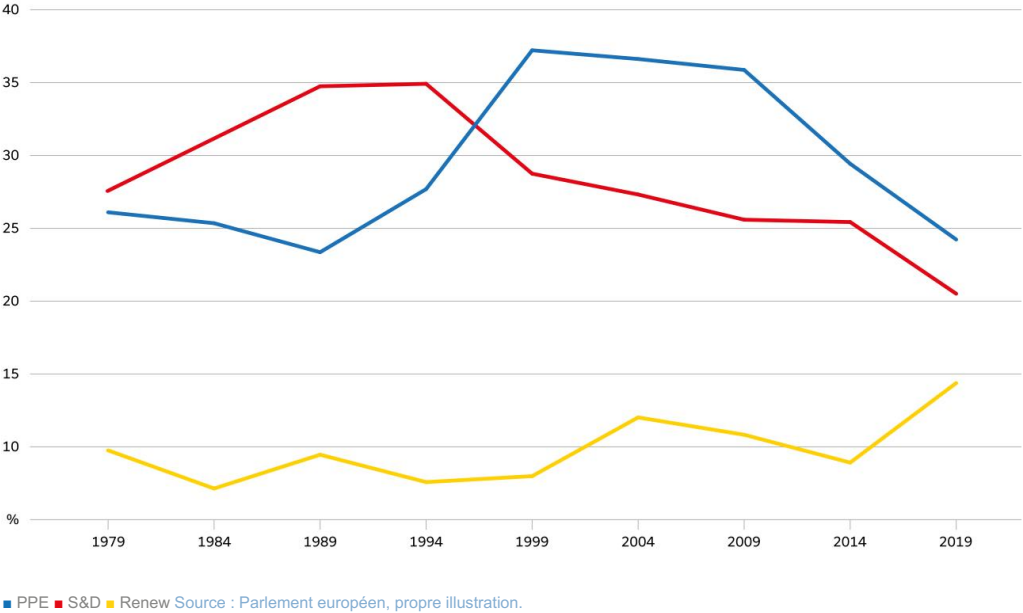
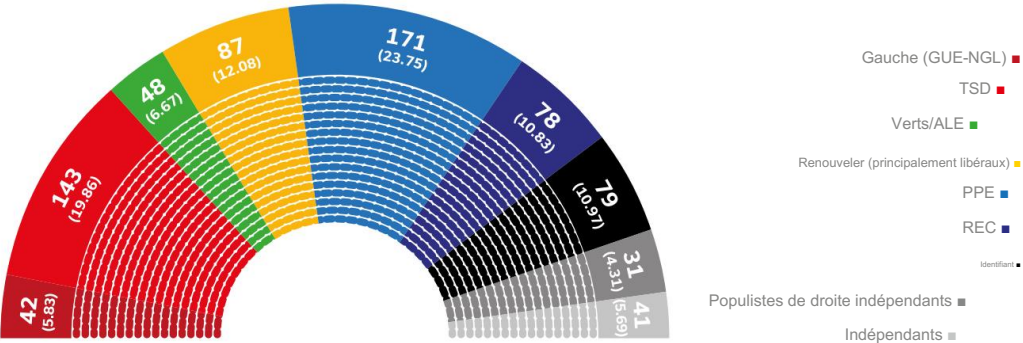


Fig. 2 : Composition des prévisions du Parlement européen sur la base des sondages actuels à prédominance nationale
(au 23 novembre 2023, part des sièges en pourcentage indiquée entre parenthèses)



Source : propre illustration basée sur le Baromètre du Parti PPE novembre 2023, Wientzek 2023, n. 11, p. 14.

Fig. 3 : Groupes parlementaires au Parlement européen et partis nationaux sélectionnés

Faction		Partis membres nationaux sélectionnés
■ ID	Identité et démocratie	Lega (Italie), Rassemblement National (France), AfD (Allemagne), FPÖ (Autriche)
■ REC	Les conservateurs européens et Réformistes	PiS (Pologne), Fratelli d'Italia (Italie), Vox (Espagne), ODS (Tchéquie), Démocrates suédois (Suède)
■ PPE	Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens)	CDU (Allemagne), Partido Popular (Espagne), PO (Pologne), Néa Dimokratia (Grèce), ÖVP (Autriche)
■ Renouveler	Renouveler l'Europe	Ciudadanos (Espagne), Mouvement démocrate (France), Renaissance (France), FDP (Allemagne)
■ Verts/ALE	Les Verts / Alliance libre européenne	Bündnis 90/Die Grünen (Allemagne), Europe Écologie – Les Verts (France), GroenLinks (Pays-Bas)
■ TSD	Socialistes & Démocrates	PSOE (Espagne), SPD (Allemagne), Partito Democratico (Italie), Parti Socialiste (France), SPÖ (Autriche)
■ GUE-NGL	Gauche Unie Européenne & Gauche Verte Nordique	Die Linke (Allemagne), La France insoumise (France), Syriza (Grèce)

Source : [propre compilation](#).

est apparue au cours du processus de transformation démocratique. La stratégie orchestrée par le secrétaire général du PPE de l'époque, Klaus Welle, et le président du PPE, Wilfried Martens, en consultation avec les partis nationaux membres, a été couronnée de succès à plusieurs égards. Par exemple, cela a joué un rôle crucial dans le remplacement définitif du PSE par le PPE en tant que force la plus importante au Parlement européen en 1999 – ce qui a encore un impact aujourd'hui : le PPE a dû sa victoire électorale en 2019 principalement à son leadership. -des performances moyennes en Europe centrale et du Sud-Est⁵. Cette stratégie a également eu un impact positif sur le processus d'intégration européenne : l'ancrage de nombreux partis des pays candidats à l'adhésion dans l'une des grandes familles politiques pro-européennes a facilité l'acceptation du processus d'intégration européenne dans ces pays. À l'initiative du secrétaire général de l'époque, le PPE a formulé au milieu des années 1990, au cours de ce processus d'élargissement, une liste de critères d'admission dans la famille politique⁶ :

1. un résultat d'au moins dix pour cent aux dernières élections générales ou d'au moins cinq pour cent aux deux dernières élections générales ;

2. aucune scission au cours des deux dernières années ;

3. appartenance au Groupe PPE au Parlement européen ou aux groupes PPE respectifs dans les assemblées parlementaires (telles que le Conseil de l'Europe) ;

4. engagement du parti envers l'Union européenne processus d'intégration (sur la base d'un modèle fédéral). Le programme du parti doit refléter la notion directrice du personnalisme (c'est-à-dire à la fois liberté et responsabilité) et reconnaître le principe de subsidiarité.

Ce dernier critère programmatique marque en particulier une nette distinction avec les forces eurosceptiques, mais c'est aussi une caractéristique qui distingue le PPE des autres groupes politiques. Dans le cadre des discussions en cours sur la manière de traiter avec les partis de droite du Parti populaire européen, le président du PPE, Manfred Weber, a précisé trois critères de « coopération » en 2023 : pro-européen, pro-Ukraine et pro-État de droit⁷. – en distinguant ici explicitement le PPE de l'AfD allemande, du Rassemblement National français et du PiS polonais. Deux autres

Certains aspects ont ensuite été évoqués par des représentants de la direction du PPE : il ne devrait pas y avoir de coopération avec de nouveaux partis si une telle coopération se heurte à l'opposition des membres actuels du PPE.

la famille politique et la proximité programmatique doivent être garanties.

Au cours de l'expansion très large du PPE, des discussions ont également eu lieu concernant sa capacité d'absorption – en termes tant d'idées que d'organisation : un document d'idées préparé par un membre d'un groupe de travail du PPE en 2010 exprimait son inquiétude quant à l'impact de l'admission nouveaux partis trop rapidement, notamment en termes de cohérence et d'image de la famille politique du PPE, et a proposé une série de mesures pour en limiter l'impact.

une sélection précise et un soutien plus fort (« parrainage ») pour les nouveaux partis par les partis partenaires établis du PPE.⁸

Comment traiter les partis à la droite du PPE ? Un regard en arrière sur le passé

Depuis plus de 20 ans, les partis membres du Le PPE est de plus en plus confronté à la question de savoir comment se positionner vis-à-vis des partis de droite conservateurs, populistes de droite et des extrémistes de droite au niveau national.



Pro-Europe, pro-Ukraine et pro-État de droit : tels sont les critères que le président du PPE Manfred Weber a cités pour une éventuelle coopération avec les partis de droite du Parti populaire européen – distinguant ainsi clairement son parti de forces politiques telles que l'AFD allemande, le Rassemblement National français et PiS polonais.

Photo : © Frank Hoermann, Sven Simon, photo alliance.

niveau. Ce faisant, ils ont adopté des stratégies très variées, notamment un virage vers la droite dans leur discours et leur politique, des coalitions minoritaires tolérées par les partis d'extrême droite et une participation au gouvernement. Cependant, dans de nombreux pays, c'est toujours l'approche inverse qui prévaut : une politique de stricte non-coopération. Certaines des stratégies choisies ont donné lieu à des controverses : en 2000, la coalition entre le conservateur autrichien ÖVP et le parti d'extrême droite FPÖ a conduit à une grave crise non seulement au sein de l'UE mais aussi au sein du PPE.⁹ Il n'existe aujourd'hui pratiquement plus aucun pays en où il n'existe pas de parti significatif à droite du PPE, et une coopération peut être observée dans plusieurs pays. Pendant longtemps, la règle a semblé être qu'un gouvernement pro-européen de centre-droit et un gouvernement pro-européen de centre-gauche alternaient dans les États membres de l'UE, garantissant un certain degré de prévisibilité mais aussi un soutien fiable et constant aux le processus d'intégration européenne, mais cela n'est plus vrai aujourd'hui non plus.

Les forces à droite du PPE devraient se renforcer lors des élections européennes de juin.

Au Parlement européen également, depuis les premières élections parlementaires de 1979, il existe également des partis à droite du PPE. Au départ, il s'agissait de partis conservateurs plutôt eurosceptiques. Mais depuis 1984, des forces anti-européennes et d'extrême droite (dont le Front National) siègent également au Parlement. Pendant longtemps, le nombre d'eurodéputés à droite du PPE a été assez modeste. Par la suite, les divergences et les animosités entre ces partis ont souvent empêché la formation d'un groupe parlementaire fort à droite du PPE. En raison de la position forte de la « grande coalition » au Parlement européen, le PPE n'avait généralement pas besoin des votes des partis à sa droite pour trouver une majorité au niveau européen.

Il est remarquable qu'au cours des cinquante dernières années, le PPE ait réussi à plusieurs reprises à convaincre – temporairement ou définitivement – les partis

avaient rejoint des alliances partisans plus conservatrices et eurosceptiques (anciennement Union pour l'Europe, puis Union pour l'Europe des nations, aujourd'hui Groupe des Conservateurs et Réformistes européens – ECR) : à la fin des années 1990, Forza Italia et le gaulliste RPR (le parti de Jacques Chirac) est passé de l'Union pour l'Europe au Groupe PPE, tout comme le petit parti conservateur chrétien portugais CDS-PP. Grâce au premier, en particulier, le PPE a acquis une position forte en France et en Italie et a favorisé la position de plus en plus modérée adoptée par ces partis sur la politique européenne en raison de la responsabilité qu'ils avaient assumée au sein du gouvernement. Dès lors, Forza Italia, qui a été intégrée avec succès au groupe PPE par le président du groupe PPE Hans-Gert Pöttering, est devenue pendant longtemps un membre très fiable en termes de comportement électoral.¹⁰

Un exemple plus récent est celui du parti conservateur slovaque OL'ANO, qui a initialement rejoint le Groupe ECR au Parlement européen en 2014 avant de passer au Groupe PPE en 2019. Un partenariat réussi seulement par intermittence a été celui entre le PPE et les Démocrates européens (ED), qui comprenait les conservateurs britanniques et l'ODS tchèque libéral-conservateur de 1999 à 2009.

Situation globale modifiée
Bruxelles et Strasbourg

Compte tenu de certains développements des quatre dernières années, le débat sur la manière dont le PPE devrait traiter les partis à sa droite se déroule dans un contexte différent à plusieurs égards : en 2019, l'élection très serrée de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a probablement eu lieu. a également réussi grâce aux votes du groupe ECR, et en 2021, après de nombreuses controverses et une suspension de son adhésion, le Fidesz hongrois a quitté le PPE.

Dans la perspective des prochaines élections européennes, certains signes indiquent que les forces à droite du PPE vont probablement se renforcer : si l'on en croit les sondages actuels, il pourrait y avoir un bassin d'environ 180 à 190 députés lors des prochaines élections européennes. Parlement qui appartiennent à des partis du droit de

le PPE. Ensemble, ils seraient donc probablement plus forts que le PPE (qui – avant l'éventuelle inclusion de partis encore non affiliés – se situerait autour de 170 contre 175, selon les sondages d'opinion actuels). Le groupe d'extrême droite Identité et Démocratie (ID) et le groupe ECR détiendraient plus de dix pour cent des sièges.¹¹ Les Verts et probablement aussi les Libéraux pourraient perdre des sièges. Renew risque même de perdre la troisième place soit au profit de l'ECR, soit de l'ID.

Tout porte à croire qu'il faudrait le soutien uni d'au moins trois grands groupes politiques pour obtenir une majorité stable au Parlement européen.

Parallèlement, les différences programmatiques entre le PPE et les trois autres groupes politiques européens se sont accentuées récemment : en 2023, par exemple, le PPE a échoué lors des votes sur certains projets liés au Green Deal européen – comme la loi restauration de la nature en juillet 2023 – de peu¹²

contre une large alliance de la gauche, des Verts et du groupe libéral en particulier. Même si, dans l'état actuel des choses, le PPE a de bonnes chances de redevenir la force la plus forte, l'expérience récente soulève des questions quant aux constellations nécessaires pour qu'il puisse mettre en œuvre ses idées, tant en termes de personnel que de personnel. programme

En conséquence, des spéculations ont été récemment répétées sur une « coopération » entre le PPE et le ECR (ou certains des partis appartenant au ECR) – sur le modèle de la coalition gouvernementale en Tchéquie, formée presque exclusivement de Partis PPE et ECR.

Tout sauf homogène :

Les partis à droite du PPE

Les partis à droite du PPE constituent un groupe très diversifié, actuellement largement divisé en deux groupes politiques au Parlement européen : l'ECR, eurosceptique et plus conservateur au niveau national (qui comprend également un certain nombre de partis populistes de droite) et la carte d'identité populiste clairement d'extrême droite. Il existe également certains partis (dont le Fidesz en Hongrie) qui sont indépendants de tout groupe parlementaire. L'éventail des partis représentés ici est énorme, ils ne peuvent donc pas être

en tant que groupe cohérent : l'ECR comprend l'ODS, qui dirige une coalition avec les partis du PPE en Tchéquie et dont l'orientation actuelle est largement compatible avec celle du PPE. Les députés libéraux-conservateurs de la N-VA, nationaliste flamande, sont également à retrouver ici. Le PPE a fait partie d'un groupe parlementaire avec l'ODS pendant dix ans (à l'époque du groupe parlementaire PPE-DE mentionné ci-dessus).

Cependant, la majorité des députés du groupe ECR appartiennent à des partis avec lesquels les chevauchements dans la politique européenne sont nettement moindres et qui ne remplissent notamment pas l'un (et dans certains cas non plus) des deux premiers des trois critères avancés par Manfred. Weber – pro UE, pro Etat de droit, pro-Ukraine – comme le populiste de droite Vox, le national conservateur polonais PiS, les Démocrates suédois, le parti finlandais et le parti néerlandais JA21. Avec son orientation pragmatique en matière de politique européenne sous la direction actuelle du leader, l'ODS est plutôt l'exception que la règle, même au sein de son propre groupe parlementaire. L'ECR comprend également Fratelli d'Italia, le parti de la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni.

La formation d'un grand groupe parlementaire à droite du PPE semble pour l'heure illusoire.

L'ID est dominé par des partis populistes de droite et d'extrême droite (dont l'AFD, le Rassemblement national, la Lega, le FPÖ et le SPD tchèque) : ici, des raisons programmatiques suffisent à elles seules pour que le PPE exclue une coopération . . Dans le passé, des efforts ont été déployés – mais sans succès – pour former une faction commune d'extrême droite composée de partis de l'ECR et de l'ID. Les chevauchements de programme entre les deux groupes parlementaires existants se retrouvent dans leur orientation eurosceptique (à des degrés divers), leurs critiques sévères à l'égard de la Commission européenne, ainsi que leurs votes et leurs positions sur la politique de migration et d'asile. ; sinon, cependant, le

les partis des deux groupes parlementaires ont peu de points communs. Ce qui pourrait être la dernière tentative majeure d'initier une telle coopération remonte au 2 juillet 2021, lorsque 16 partis des deux groupes – dont le PiS, le Rassemblement National, la Lega, le Fidesz, le FPÖ mais aussi le parti de Meloni

Fratelli d'Italia – a exprimé des critiques massives à l'égard de l'UE politique. Dans l'ensemble, cette déclaration reflète une position politique européenne incompatible avec le PPE.¹³ Un point remarquable ici est que l'AfD n'a pas été impliquée dans cette initiative. Les énormes différences entre le ECR (pro-Ukraine) et les partis de l'ID (orientation pro-russe) en relation avec la guerre en Ukraine rendent possible une coopération étroite et la formation d'un grand groupe parlementaire à droite. du PPE semblent pour l'instant illusoire. Cependant, l'initiative de 2021 ainsi que les initiatives antérieures soulignent le fait que la majorité de ces partis ont une compatibilité limitée avec le PPE en termes de position sur l'Europe.

Partenaires du Centre Politique

Lorsqu'on considère le potentiel de coopération ainsi que le potentiel d'expansion pour inclure de nouveaux partis, il faut d'abord examiner les forces qui ne sont pas encore affiliées et qui ne font pas partie du camp populiste de droite. Les partenaires proches pourraient inclure de nouvelles forces politiques aux Pays-Bas ayant des racines dans le parti partenaire du PPE (CDA) de leur pays, par exemple le nouveau parti NSC.

Le groupe parlementaire libéral Renew comprend également certains partis qui ont des chevauchements idéologiques importants avec le PPE et n'appartiennent pas au noyau libéral (de gauche) de la famille politique – le PSD portugais et le PNL roumain font partie de ceux qui sont passés au parti. PPE dans le passé. De plus, on ne sait pas ce qu'il adviendra du parti d'Emmanuel Macron – Renaissance – qui a absorbé de nombreuses personnalités du centre droit ces dernières années et constitue le groupe le plus important au sein de Renew. Ainsi, en termes d'orientation stratégique à long terme – comme dans les années 1990 – le PPE devrait tourner son regard non seulement vers les partis conservateurs mais aussi vers les partis centristes et libéraux. Il convient également de noter que le Groupe PPE a traditionnellement

c'est le plus grand chevauchement de votes avec les libéraux sur la plupart des questions au Parlement européen – dans une plus grande mesure qu'avec le groupe ECR.

Le PPE est intrinsèquement engagé en faveur du processus d'unification européenne ainsi que de la démocratie, de la liberté et de l'État de droit.

Quelle stratégie le PPE devrait-il adopter ?

Lorsqu'on parle de coopération entre les

PPE et autres partis ou groupes parlementaires, on peut distinguer trois formes

de coopération politique :

1. Le seuil le plus bas est la collaboration entre le PPE et un autre groupe du Parlement européen – qu'elle soit de nature structurelle sous la forme d'une coalition ou sur une base ad hoc sur Questions spécifiques.
2. Une forme de coopération à plus haut niveau consisterait à adhérer effectivement au Groupe PPE : les partis qui ne sont pas encore affiliés rejoignent souvent un groupe parlementaire après les élections et avant la formation des groupes parlementaires (mais sans devenir membre du parti). Mais les transferts en provenance d'autres familles politiques sont également assez courants. Il est possible d'adhérer ou de quitter un groupe parlementaire sans avoir à passer par une longue procédure. Cependant, l'admission d'un groupe plus important dans la faction parlementaire a un impact significatif sur l'équilibre des pouvoirs au sein du groupe ainsi que sur son orientation programmatique et sa stratégie. Un parti qui pourrait rassembler plus de 20 députés (comme Fratelli d'Italia, si l'on en croit les sondages actuels) revendiquerait une implication proactive dans la prise de décision et l'exercice du pouvoir.
3. La forme de coopération la plus étroite possible est l'admission d'un parti dans la famille des partis du PPE. Cela supposerait une idéologie

la cohérence et nécessite une confiance fondamentale dans la compatibilité programmatique du parti, sa fiabilité et également sa durabilité structurelle. L'admission d'un parti comme membre à part entière lui donne accès aux instances du parti avec droit de vote et donc la possibilité de laisser une marque durable dans la famille politique. Le PPE impose donc aux candidats de suivre ici un processus composé de plusieurs étapes. En outre, l'expérience passée a montré que l'éviction des partis est un processus long et se heurtant à des obstacles assez élevés, ce qui – comme dans le cas du Fidesz – peut provoquer des bouleversements considérables au sein même de la famille politique.

Le PPE ne doit pas se laisser séduire par des slogans simplistes qui invoquent à tout prix la cohésion des forces pro-européennes.

Avant d'envisager les options de coalition et une éventuelle ouverture à droite – la taille d'une famille politique n'est pas une fin en soi – la question pour le PPE est de savoir quelle vision il a pour l'UE et quelles priorités il souhaite fixer dans le cadre de l'Union européenne. législature à venir et au-delà. Si l'on examine l'ADN du PPE, ainsi que celui de l'écrasante majorité de ses partis membres, l'idée dominante est un engagement clair en faveur du processus d'unification européenne et de ses principales réalisations, ainsi qu'en faveur de la démocratie, de la liberté et de l'État de droit. Tout écart par rapport à ces valeurs fondamentales ne serait pas soutenu par la majorité de ses membres. Les principes directeurs du PPE incluent traditionnellement un engagement clair en faveur du partenariat transatlantique et de l'économie sociale de marché, fondés sur la responsabilité, la solidarité, la solidité et la subsidiarité.

Compte tenu des défis auxquels l'UE est confrontée, les points évidents à aborder seraient le renforcement de la compétitivité, une conception globale de la durabilité qui inclut non seulement les aspects environnementaux mais également les dimensions financières, économiques et sociales, le soutien à l'Ukraine, un

une politique pragmatique d'asile et de migration et un plaidoyer en faveur d'un ordre mondial libre et démocratique. Un document du Centre Martens, affilié au PPE, identifie ici les « sept D » 14 comme à la fois des défis et des priorités d'action : défense, dette, numérisation, démographie, démocratie, décarbonisation et réduction des risques liés à la mondialisation.

La prochaine étape consisterait pour le PPE à déterminer quelles constellations permettraient à ses priorités d'être mises en œuvre le plus efficacement possible. Si le PPE reste fidèle aux principes directeurs qu'il a suivis jusqu'à présent et fixe les objectifs mentionnés ci-dessus

il y aurait encore de larges zones de chevauchement avec les groupes politiques des autres forces pro-européennes – en premier lieu les libéraux. Dans le même temps, le PPE ne devrait pas s'engager d'ores et déjà sans conditions dans une alliance de gauche libérale composée de socialistes, de libéraux et de verts dans tous les domaines politiques – notamment parce qu'il risquerait sinon que les forces à sa droite comblent les lacunes qui en résultent, par exemple les forces de droite. g. dans les domaines de la politique migratoire, environnementale et énergétique. Dans ce domaine également, le PPE ne doit pas se laisser séduire par des slogans simplistes qui invoquent à tout prix la cohésion des forces pro-européennes. En 2019, le PPE a eu une démonstration impressionnante de la valeur de ces appels parfois pompeux, lorsque les libéraux et les socialistes ont rapidement abandonné le principe, détruisant ainsi les chances du Spitzenkandidat Manfred Weber du PPE d'être élu au poste de président de la Commission.

Parallèlement, il existe aujourd'hui des limites à la volonté d'alliances alternatives : l'ODS – qui

est actuellement certainement compatible avec le PPE et a effectivement manifesté un intérêt pour une coopération plus étroite – ne représente pas l'opinion majoritaire de l'actuel groupe parlementaire ECR dans son orientation actuelle. Dans le même temps, il est dans l'intérêt du PPE de ne pas exclure toute possibilité de collaboration pragmatique avec les forces constructives du groupe ECR. Cela s'applique également aux questions de politique du personnel : le Conseil européen joue un rôle essentiel dans la détermination du président de la Commission et les chefs d'État et de gouvernement de deux pays sont issus du groupe ECR. Le caractère prometteur d'une coopération ad hoc avec le REC dépend notamment de la



En hausse : le parti de la Première ministre italienne Giorgia Meloni pourrait remplacer le PiS polonais en tant que force la plus puissante parmi les « conservateurs et réformistes européens » après les élections européennes de 2024. Sur la photo, Meloni et le chancelier allemand Olaf Scholz sont vus lors d'une réunion en février 2023. Photo : © Bernd von Jutrczenka, dpa, Picture Alliance.

dynamique au sein du groupe parlementaire ECR : Fratelli d'Italia pourrait dépasser le PiS polonais et devenir le plus grand député lors des élections au Parlement européen de 2024. Si les Fratelli d'Italia maintiennent la ligne relativement pragmatique que Meloni a adoptée depuis qu'il assume également la responsabilité gouvernementale au Parlement européen, le ECR pourrait éventuellement devenir un partenaire plus constructif. Une coalition formelle permanente avec le ECR et sans les socialistes est peu réaliste car il ne disposera probablement pas des chiffres nécessaires. Les Libéraux, le PPE et le ECR gagneraient actuellement 330 à 340 sièges (voir figure 2), mais compte tenu de l'absence de

l'unanimité au sein d'un groupe parlementaire au Parlement européen, une coalition viable a en réalité besoin de 390 à 400 sièges. En outre, les principaux libéraux se sont déjà clairement distanciés de la possibilité d'une telle alliance de « centre-droit »¹⁵. Il convient également de garder à l'esprit qu'étant donné la diversité interne du PPE, une confrontation gauche-droite durable et plus véhémente s'annonce. La situation au Parlement européen pourrait également être un test de résistance pour le PPE.

En ce qui concerne la deuxième forme de coopération – l'admission de nouveaux partis au Groupe PPE – il est crucial de garder à l'esprit que l'inclusion de

Les grands partis, en particulier, modifient l'orientation idéologique et l'équilibre des pouvoirs au sein de la faction. Dans le cas hypothétique de l'admission des Fratelli d'Italia, ou d'une alliance sous leur direction, beaucoup dépendrait de la composition de cette nouvelle délégation – qu'elle soit composée de forces pragmatiques ou en fait de forces d'extrême droite. L'inclusion d'un parti controversé dans le groupe parlementaire pourrait également conduire à une aliénation et à un exode des membres de longue date. Les partis fondateurs du PPE-chrétien-démocrate du Benelux, par exemple, ont mis en garde à plusieurs reprises contre l'admission de forces eurosceptiques et ont appelé très tôt à l'exclusion du Fidesz ; ils font également partie des forces qui critiquent l'admission de Fratelli. D'autres forces considèrent que cette mesure est pour le moins prématurée à l'heure actuelle. Bien qu'ils comptent ensemble moins de députés européens que le Fidesz, ils ont démontré une participation au PPE supérieure à la moyenne pendant des décennies, et les Néerlandais en particulier sont proches des démocrates-chrétiens allemands. L'admission du parti nationaliste flamand N-VA au sein du Groupe PPE pourrait rencontrer une résistance similaire, notamment de la part des partis confrontés aux partis séparatistes dans leur propre pays.

Il est important d'identifier rapidement les partenaires potentiels et de maintenir les canaux de communication.

D'un autre côté, l'admission de nouveaux partis dans la faction parlementaire (sans admission simultanée dans la famille politique) pourrait permettre aux forces de faire leurs preuves au Parlement européen et dans le travail quotidien, renforçant ainsi les relations mutuelles. compréhension. Il ne faut pas non plus sous-estimer le pouvoir socialisateur du groupe parlementaire lui-même. Cela est particulièrement vrai pour les nouvelles forces qui ne sont pas encore affiliées. L'admission d'un parti comme Fratelli d'Italia – qui soutenait encore en 2021 des positions politiques européennes incompatibles avec le PPE (voir ci-dessus) – ne peut réussir que si son orientation politique européenne a changé de manière crédible et

durablement depuis. La triade « pro UE, pro Ukraine, pro État de droit » est une condition préalable nécessaire à une coopération basée sur la confiance, mais elle ne suffit pas à elle seule pour toute une législature. En fin de compte, l'influence d'un groupe politique au Parlement européen se mesure non seulement par sa taille, mais aussi par son unité. C'est pourquoi un critère important pour les nouvelles admissions devrait être qu'un degré élevé de fidélité puisse être attendu. L'admission de Fratelli d'Italia n'est de toute façon pas à l'ordre du jour.

La forme de coopération la plus étroite possible – l'admission au Parti populaire européen – doit être pesée avec une attention particulière. Il ne faut pas seulement considérer l'arithmétique, mais aussi la compatibilité idéologique et donc la capacité d'absorption de la famille politique. La large composition du PPE offre de la flexibilité, mais ses partis sont soudés par un consensus fondamentalement pro-européen et favorable à l'intégration : le remettre en question plongerait probablement la famille politique dans une crise. Les critères d'adhésion au PPE formulés dans les années 1990 – mis à jour en fonction des défis actuels (pro-Ukraine et pro-État de droit) et en mettant clairement l'accent sur la compatibilité programmatique – devraient fournir une base solide pour les futures pratiques d'admission. Il faudrait également sérieusement réfléchir à l'idée de « parrainage » pour les partis nouvellement admis, comme cela a été suggéré en 2010.

Dans le même temps, comme dans les années 1990 – tout en restant prudent quant à l'admission de nouveaux (grands) membres potentiels – il est important de planifier à l'avance, d'identifier à un stade précoce de futurs partenaires potentiels et de maintenir des canaux de communication. Pour une famille politique qui se considère comme un « parti populaire » et aspire à façonner l'avenir en conséquence, ce n'est pas une situation satisfaisante à long terme d'être en dessous de dix pour cent en France et en Italie, c'est-à-dire en dessous de dix pour cent en France et en Italie. e. deux des plus grands pays de l'UE. Le PPE devrait donc suivre de près l'évolution du spectre du centre et du centre-droit dans ces deux pays, apporter son soutien et encourager un éventuel changement en Italie vers une orientation politique européenne constructive, par exemple - notamment pour empêcher de nouvelles tentatives de formation d'une force majeure à la droite du PPE à long terme

En tant que force la plus importante au sein du spectre conservateur, Fratelli d'Italia (ou un parti qui lui succéderait) pourrait autrement devenir un centre de pouvoir clé pour une telle alliance à droite du PPE. Cela servirait également le processus d'intégration européenne si, à long terme, une situation survenait en France et en Italie dans laquelle plus d'une force pro-européenne existerait dans le centre politique plus large avec une perspective réaliste de diriger un pays. gouvernement.

En raison de sa diversité interne et de son histoire marquée par plusieurs vagues d'élargissement, le PPE remplit déjà une fonction de pont importante entre les différentes forces politiques – plus que d'autres familles politiques européennes. Comme elle l'a déjà fait à plusieurs reprises au cours de ses 47 ans d'histoire, elle devra relever un défi important dans les années à venir : se positionner avec une vision claire des questions clés auxquelles l'UE est confrontée, sur la base de ses valeurs fondamentales, tout en tout en répondant aux évolutions des systèmes de partis de ses États membres et en attirant de nouvelles forces à moyen terme.

Le PPE restera un pilier central du processus d'unification européenne après les élections de 2024. Son positionnement dans le système des partis européens et sa stratégie vis-à-vis des partis à sa droite auront des conséquences non seulement pour lui-même mais aussi pour l'avancement du projet d'unification européenne.

– traduit de l'allemand –

Le Dr Olaf Wientzek est directeur de la multinationale Dialogue sur la politique de développement Bruxelles de la Konrad-Adenauer-Stiftung et auteur du Baromètre du Parti PPE.

- 1 Pour en savoir plus sur l'histoire et le contexte du PPE, voir Gehler, Michael / Gonschor, Marcus / Meyer, Hinnerk / Schöner, Hannes (éd.) 2018 : Transnationale Parteienkooperation der europäischen Christ-demokraten und Konservativen, Munich.
- 2 Jansen, Thomas 2006 : Die Europäische Volkspartei – Entstehung und Entwicklung, Bruxelles.
- 3 Wientzek, Olaf 2019 : Europawahlen, Europaparteien und die Europäische Volkspartei, Konrad-Adenauer-Stiftung, 14 février 2019, dans : <https://ogy.de/9hkh> [25 octobre 2023].
- 4 Les membres fondateurs étaient la CDU et la CSU. (Allemagne), le CDS de France, le DC et le SVP d'Italie, le PSC et le CVP de Belgique, le CSV du Luxembourg, le KVP, le CHU et l'ARP des Pays-Bas (maintenant fusionnés dans le CDA) et le Fine Gael irlandais. Voir également Jansen, Thomas / Van Hecke, Steven 2011 : Au service de l'Europe : les origines et l'évolution du Parti populaire européen, Heidelberg.
- 5 Wientzek, Olaf (@AguirreOI) 2019 : Répartition des sièges au #EP2019 dans les 11 pays post-communistes de l'UE, via Twitter, 1er juin 2019, dans : <https://ogy.de/7ulj> [25 octobre 2023].
- 6 Jahrbuch der EVP/EUCD 1996 : pp. 46 suiv., p. 185.
- 7 Manfred Weber dans une interview : « Nous défendons une voie qui exclut les radicaux. L'AFD, Le Pen – ce sont nos ennemis politiques. J'ai formulé trois conditions pour toute coopération : pro-Europe, pro-Ukraine, pro-État de droit. Nous construisons ainsi un pare-feu pour le PIS [...] », dans : Gutschker, Thomas / Kafsack, Hendrik 2023 : « Von der Leyen wäre in der Poleposition », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 25 juin 2023, dans : <https://faz.net/-gq5-bb04d> [25 octobre 2023].
- 8 Weilemann, Peter R. 2010 : Erweiterungsstrategie der Europäischen Volkspartei, document de réflexion, octobre 2010.
- 9 Martens, Wilfried 2008 : Europe : Je lutte, je surmonte, Dordrecht.
- 10 Welle, Klaus 2023 : Le nouveau visage des droites en Europe et le conservatisme du futur, Le Grand Continent, 30 mai 2023, dans : <https://ogy.de/100j> [25 octobre 2023] ; Gehler, Michael / Gonschor, Markus 2020 : Ein europäisches Gewissen – Hans-Gert Pöttering, Fribourg i. Frère.
- 11 Wientzek, Olaf 2023 : Baromètre du Parti PPE novembre 2023, Konrad-Adenauer-Stiftung, 23 novembre 2023, dans : <https://ogy.de/pwg1> [5 décembre 2023].
- 12 Parlement européen 2023 : Procès-verbal : Résultats des votes par appel nominal – Annexe, 12 juillet 2023, dans : <https://ogy.de/674e> [25 octobre 2023].
- 13 Gotev, Georgi 2021 : Orbán, Le Pen, Salvini, Kaczyński unissent leurs forces pour avoir un impact sur l'avenir de l'UE, Euractiv, 5 juillet 2021, dans : <https://ogy.de/627p> [25 octobre 2023].
- 14 Welle, Klaus / Hefe, Peter et al. 2023 : Les 7D pour la durabilité : 175 propositions pour la prochaine législature, Centre Wilfried Martens d'études européennes, dans : <https://ogy.de/yatq> [15 novembre 2023].
- 15 Castaldi, Roberto 2023 : Les libéraux de l'UE cherchent à éloigner le PPE de « l'extrême droite » de Meloni, Euractiv, 13 juin 2023, dans : <https://ogy.de/9r1l> [25 octobre 2023].



Façonner l'Europe de manière pragmatique

L'UE, puissance mondiale ?

La « Commission géopolitique » entre ambition et réalité

Félix Manuel Müller

Le mandat de la Commission européenne dirigée par Ursula von der Leyen touche à sa fin. Tout a commencé avec l'aspiration à devenir une « Commission géopolitique ». Mais même si l'administration a fixé des priorités face à la pandémie de COVID-19 et face à la guerre russe contre l'Ukraine, il existe toujours un écart entre les aspirations et la réalité dans l'action extérieure de l'UE en dehors des crises aiguës.

L'ambition géopolitique de la Commission européenne

Une nouvelle Commission européenne a pris ses fonctions fin 2019, avec l'ambition explicite dès le début de jouer un rôle très actif dans l'élaboration de la politique étrangère. Sa présidente, Ursula von der Leyen, a souligné à plusieurs reprises que son objectif était de diriger une « Commission géopolitique ». Le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a également appelé l'UE à « réapprendre le langage du pouvoir » et à se considérer comme un « acteur géostratégique de premier plan ».¹

Ces déclarations indiquaient un changement dans la perception de soi. Après tout, l'UE a longtemps été considérée comme une « puissance normative »² qui cultive une culture de retenue politique et tente d'influencer ses partenaires en recourant au « soft power » – un pouvoir qui ne repose pas sur la coercition militaire ou la pression économique, mais sur la l'attractivité des idéaux, des valeurs et des institutions politiques.

Il est vrai que depuis plusieurs décennies, des appels ont été lancés pour que l'UE prenne un rôle plus actif en matière de politique étrangère. Mais dans un contexte mondial modifié, ces préoccupations trouvent un écho bien plus large. L'ordre mondial est bouleversé. En particulier, l'érosion progressive du multilatéralisme fondé sur des règles en tant que principe fondamental des relations internationales, la détérioration des relations transatlantiques sous la présidence de Donald Trump, le Brexit, la guerre d'agression russe contre l'Ukraine et l'intensification de la rivalité sino-américaine sont autant de facteurs qui sont à l'origine de l'érosion progressive du multilatéralisme fondé sur des règles en tant que principe fondamental des relations internationales. des évolutions qui suscitent des inquiétudes d'un point de vue européen. En raison de ces développements politiques mondiaux, il existe

une pression croissante est exercée sur l'UE pour qu'elle adapte son image à la dynamique du pouvoir mondial. Celles-ci ne sont pas seulement déterminées sur la base de normes et de règles : elles sont de plus en plus façonnées par des facteurs géopolitiques et géoéconomiques.

Compte tenu des compétences décisionnelles en matière de politique étrangère peu développées et relativement dispersées, on peut toutefois se demander si l'ambition d'une « Commission géopolitique » peut être alignée sur les réalités pratiques. La politique étrangère de l'UE peut essentiellement être décrite comme une mosaïque multidimensionnelle³.

Le domaine central est la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), établie dans le cadre du traité de Maastricht, et son volet politique de sécurité, la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Domaines politiques particulièrement sensibles en termes de souveraineté, ces domaines d'action restent fortement intergouvernementaux et nécessitent l'unanimité pour que les décisions soient prises : en d'autres termes, l'influence des États membres est particulièrement grande, la Commission ne jouant traditionnellement aucun rôle. plus qu'un rôle de soutien.⁴

La Commission peut avoir une influence sur la politique étrangère avant tout en faisant appel à des compétences relevant du domaine économique, notamment en matière de politique commerciale extérieure, de coopération au développement et d'aide humanitaire.

Élaboration de politiques réussies en mode crise

Même dans le cas de scénarios de menace internationale iOS, le Conseil européen est généralement censé assumer le rôle de gestionnaire de crise, les décisions clés étant prises lors des sommets des chefs d'État et de gouvernement⁵.

les situations exceptionnelles ouvrent toujours de nouvelles options aux acteurs politiques. Dans le passé, la Commission a pu à plusieurs reprises utiliser ces fenêtres d'opportunité pour renforcer sa position.⁶

Pandémie de covid-19

Quelques jours seulement après l'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne dirigée par Ursula von der Leyen, une crise d'ampleur mondiale a commencé à se déclarer. La pandémie de COVID-19 a confronté l'UE à un certain nombre de défis sans précédent, notamment au niveau de la santé publique et de l'économie. Sous la direction de la première femme présidente, la Commission a agi rapidement et de manière proactive dès les premiers stades de la pandémie.

Début janvier 2020, sa direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (DG SANTE) avait déjà alerté que la situation se détériorait à travers le système d'alerte et de réponse précoce (EWRS). Lorsque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré une « urgence de santé publique de portée internationale » à la fin du mois, la Commission avait déjà pris des mesures initiales⁷, comme l'octroi d'un financement européen à la recherche sur le virus. Au fil des événements, elle a également assumé un rôle de coordination important, comme le démontre par exemple l'achat et la distribution conjoints de vaccins au sein de l'UE. En revanche, le Conseil européen a rarement présenté ses propres propositions, mais a plutôt soutenu les initiatives de la Commission⁸. Cette dernière a considérablement étendu son influence à des domaines politiques qui étaient auparavant considérés comme relevant davantage de la responsabilité des États membres.

Outre les mesures internes à l'UE, la Commission a également encouragé des partenariats et des initiatives avec des acteurs externes dans le cadre de la réponse à la crise mondiale. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'OMS et le G20 – en soutenant par exemple dès le début l'initiative COVAX (Covid-19 Vaccines Global Access). Cette campagne a été lancée pour permettre aux pays à faible pouvoir d'achat d'accéder aux vaccins, très demandés.

Team Europe a également été créée en avril 2020 avec des objectifs similaires. Pour la première fois, l'approche consistait à mettre en commun les contributions à la politique de développement de la Commission européenne, des États membres de l'UE et des institutions financières de l'UE (Banque européenne d'investissement et Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Début 2022, Team Europe avait mis à disposition 46 milliards d'euros et soutenu 130 États dans leur réponse à la pandémie et à ses conséquences. Ce sont les pays africains qui en ont bénéficié le plus, recevant quelque dix milliards d'euros.⁹ L'Équipe Europe a depuis évolué vers une approche globale de la politique étrangère et de développement européenne commune. L'objectif est de contribuer à accroître l'efficacité et la visibilité des activités de l'UE sur la scène mondiale.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été perçue comme une attaque directe contre la conception européenne de la liberté et de l'ordre.

Même si l'UE a fourni des ressources financières substantielles pour soutenir les pays tiers pendant la pandémie de COVID-19 et a été le plus grand donateur et exportateur de vaccins, cet engagement n'a pas toujours été respecté de manière appropriée dans les pays cibles. Cela peut en partie s'expliquer par le fait que les mesures ont été prises par l'intermédiaire d'organisations multilatérales telles que l'OMS, ce qui a eu pour effet de rendre l'UE moins visible en tant qu'acteur individuel dans les pays partenaires. Et comme l'UE s'est principalement concentrée sur l'approvisionnement en vaccins de ses propres États membres au début de la campagne de vaccination, l'accusation de « nationalisme vaccinal » s'est ancrée dans les pays du Sud.¹⁰

Attaque russe contre l'Ukraine

Le 24 février 2022 marque ensuite un autre tournant majeur, lorsque la Russie lance son offensive militaire contre l'Ukraine en violation du droit international. Quelques mois plus tôt, les observateurs politiques ne croyaient pas que les États de l'UE





Perception et réalité : S'il est vrai que l'UE a joué un rôle important dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, notamment en fournissant des vaccins à d'autres pays, elle a néanmoins été accusée de « nationalisme vaccinal ». La photo montre la livraison de vaccins en Bosnie-Herzégovine. Photo : © Eldar Emric, AP, photo alliance.

Cependant, l'invasion a été perçue comme une attaque directe contre la conception de la liberté et de l'ordre de l'UE et, en quelques jours, l'Union a fourni des milliards de dollars en aide militaire. L'aide à l'Ukraine – une étape sans précédent. En outre, l'agresseur a été frappé de plusieurs sanctions d'une sévérité inégalée. Même si cela touchait à des domaines politiquement sensibles pour les États membres de l'UE, la Commission s'est impliquée plus activement que d'habitude dans le processus. L'immense pression exercée pour agir dans les premiers mois qui ont suivi l'attaque a fait que presque toutes les propositions de sanctions de la Commission ont été acceptées.¹² Cette réponse très rapide a été

Cela est possible parce que von der Leyen et son cabinet se préparaient au pire scénario d'une attaque russe depuis fin 2021, après s'être coordonnés dès le début en étroite collaboration avec les partenaires américains.

Bien que la politique de sécurité de l'UE relève en réalité du domaine de la coordination intergouvernementale, la Commission européenne a également joué un rôle de premier plan dans la réponse à la guerre d'agression russe. Outre les sanctions contre la Russie, il a également préconisé un soutien financier, humanitaire et militaire à l'Ukraine. Toutefois, elle a procédé ici avec prudence et progressivement, en restant ouverte aux propositions des États membres.¹³ Grâce à cette politique de sanctions rapide et cohérente, l'UE est devenue un acteur central

la crise ukrainienne. Ce fait a également été reconnu par les États-Unis, comme l'a souligné la visite du président Biden au sommet de l'UE un mois après le début de l'attaque russe.

La sphère économique devient de plus en plus importante pour la politique de sécurité.

Un payeur mais toujours pas un joueur ?

Perception globale de l'UE

Afin d'aspirer de manière crédible à jouer un rôle actif dans l'élaboration de la géopolitique, le facteur crucial est l'acceptation en tant que partenaire égal ou adversaire sérieux par les autres acteurs politiques mondiaux. Cependant, l'exemple de l'Asie du Sud-Est. L'UE bénéficie d'un

obscurcie par les actions brutales de la Russie contre l'Ukraine, l'épreuve de force entre les grandes puissances n'est pas menée principalement par des moyens militaires mais dans le domaine du commerce et de la politique industrielle. C'est pourquoi le domaine économique – dans lequel la Commission européenne dispose de compétences étendues – devient de plus en plus pertinent pour la politique de sécurité.

L'UE a été affaiblie par le Brexit et les crises de ces dernières années, mais elle reste une puissance économique mondiale au même titre que les États-Unis et la Chine. Mais comme elle s'est longtemps présentée comme une « puissance civile normative » à l'échelle mondiale, elle est considérée dans d'autres régions du monde à la fois comme un géant économique et comme un nain politique faible. Cette image est même devenue plus prononcée dans certaines parties du monde. Prenons



Un concurrent coriace : les journaux chinois rapportent que le président Xi ouvrira le troisième Forum de la Ceinture et de la Route en octobre 2023. Il n'est pas sûr que l'initiative européenne Global Gateway se révèle être une alternative attrayante. Photo : © Andy Wong, AP, photo alliance.

niveau de confiance relativement élevé dans cette région, notamment en raison de ses prouesses économiques. Pourtant, les gens y sont devenus plus sceptiques parce qu'ils ne croient pas que l'UE ait l'ambition ou les capacités nécessaires pour assumer un rôle de leader mondial.¹⁴

Cependant, la notion de « Commission géopolitique » implique le désir d'être perçue non seulement comme un payeur mais aussi comme un acteur capable de défendre avec confiance ses propres intérêts. La Commission d'Ursula von der Leyen a tenté de concrétiser cette aspiration à travers plusieurs initiatives. En mai 2020, par exemple, elle a promu le concept d'« autonomie stratégique ouverte », visant à positionner l'UE comme un acteur mondial fort et indépendant, capable de protéger ses intérêts tout en restant ouvert à la coopération internationale. Durant la pandémie de COVID-19, il est devenu évident que l'UE dépend de chaînes d'approvisionnement externes, notamment pour les biens médicaux.

Sur la base de cette expérience, l'objectif était de réduire la dépendance à l'égard d'autres acteurs et de renforcer la résilience. Cette approche est plutôt défensive : au lieu d'utiliser les dépendances économiques des autres pour poursuivre activement des objectifs stratégiques indépendants, elle se concentre sur la réduction des interdépendances afin de ne pas devenir elle-même victime des initiatives géoéconomiques poursuivies par les autres.¹⁵

La Global Gateway Initiative annoncée par la présidente von der Leyen dans son discours sur l'état de l'Union fin 2021 était une réponse directe au succès de l'initiative chinoise la Ceinture et la Route. Cette dernière est au cœur de la stratégie de connectivité de la Chine et vise à promouvoir la coopération économique et la mise en réseau entre les pays situés le long des routes traditionnelles de la Route de la Soie. Selon les chiffres officiels, plus de 140 pays avaient participé à l'initiative "la Ceinture et la Route" fin 2021. La campagne mondiale en faveur des infrastructures de l'UE vise à repousser l'influence chinoise.

La Global Gateway Initiative ne peut être considérée que dans une mesure très limitée comme une initiative clé dans la rivalité systémique avec la Chine. Premièrement, cela est dû au fait que l'initiative n'a pas été soutenue par les ressources financières nécessaires. Deuxièmement, il a

Il n'a pas été possible d'établir un concept stratégique global cohérent dans lequel les politiques étrangère, économique et de développement seraient habilement imbriquées. À l'heure actuelle, ces domaines politiques fonctionnent encore les uns à côté des autres de manière largement non coordonnée. Même si l'initiative était censée impliquer une véritable réorientation en termes d'allocation des fonds, elle inclut des projets de développement qui étaient déjà au stade de la planification.

de toute façon.

Un problème général déjà mentionné est que les citoyens des pays tiers sont généralement à peine conscients des initiatives et des projets de la Commission. À quelques exceptions près, le travail de relations publiques de l'UE a besoin d'être considérablement amélioré, en particulier dans les pays voisins du sud. Dans le cadre du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), les délégations de l'UE sont censées informer le public et les décideurs sur les politiques et programmes de l'UE, mais apparemment elles sont à peine remarquées.

Le travail de relations publiques de l'UE a besoin d'être considérablement amélioré, en particulier dans le voisinage méridional.

En dehors de cela, les accords bilatéraux d'investissement et de commerce remplissent également une fonction importante d'un point de vue géopolitique : ils garantissent l'accès aux marchés éloignés et aux matières premières critiques. Il est prévisible que ces alliances deviendront à l'avenir de plus en plus importantes pour l'UE en termes de diversification à laquelle elle aspire. La Commission est l'organe de l'UE qui négocie avec les pays tiers au nom des États membres sur le marché mondial. Sa tâche est de coordonner les différentes positions et de développer une stratégie de négociation commune. Toutefois, le consentement des 27 États est requis pour ratifier les accords.

Cela n'est pas toujours possible car les intérêts divergent souvent. C'est pour cette raison que l'UE est souvent perçue dans d'autres pays non pas comme une entité géopolitique mais comme une coalition de 27 États individuels.

Un exemple en est l'accord UE-Mercosur, en cours de négociation depuis plus de 20 ans et qui n'a toujours pas abouti. Entre autres choses, cet accord d'association avec les États de la région du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) pourrait permettre d'économiser près de quatre milliards d'euros par an en droits de douane. Pourtant, certains États membres de l'UE bloquent l'accord pour des raisons de politique intérieure, ce qui porte également atteinte à la crédibilité de l'UE en tant que partenaire commercial fiable dans d'autres régions du monde.

Il sera essentiel que l'UE utilise davantage son poids économique qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

La puissance mondiale au stade du développement

Au début de son mandat, on ne pouvait même pas prévoir à quels défis politiques mondiaux la Commission européenne, sous la direction d'Ursula von der Leyen, serait confrontée au cours des cinq années suivantes. La gestion de la pandémie de COVID-19 et la réponse à la guerre d'agression russe contre un État situé à proximité immédiate de l'UE figuraient certainement parmi les plus grands de ces défis.

Au total, on peut dire que dans les deux cas, la Commission a habilement exploité l'élan de la crise – provoqué par le temps limité disponible et la pression pour prendre des décisions – pour renforcer son propre rôle en matière de politique étrangère et étayer ses aspirations. Être une « Commission géopolitique ». Mais la course géopolitique est un marathon, pas un sprint. À l'avenir, il sera essentiel que l'UE utilise davantage son poids économique qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent pour défendre sa propre

valeurs et intérêts. Cela implique une politique commerciale ambitieuse, mieux alignée sur les intérêts stratégiques et axée sur les objectifs suivants : promouvoir l'accès mutuel aux marchés ouverts, assurer la sécurité de l'approvisionnement et réduire la dépendance européenne dans des domaines clés, et élargir

partenariats avec des pays tiers hors UE, OTAN et G7. Dans ce domaine, l'UE doit se positionner comme une option attractive, proposer des offres fondées sur un partenariat égalitaire et se démarquer de ses rivaux systémiques.

À l'heure actuelle, le pouvoir de l'UE sur le marché mondial ne se reflète toujours pas dans un rôle politique correspondant à l'échelle mondiale. Mais il est également clair qu'à long terme, aucun des États membres ne sera en mesure de jouer seul un rôle de premier plan dans la rivalité entre les grandes puissances : cette perspective n'existe que dans l'association des nations européennes.

En ce qui concerne l'action extérieure de l'UE, le plus grand défi politique reste la question de l'unité et de la cohérence. En l'absence de crise aiguë

Dans différents scénarios, l'UE est encore trop souvent perçue comme un acteur fragmenté qui a du mal à articuler clairement ses intérêts. Cela limite sa capacité à exercer une influence efficace, affaiblissant ainsi son rôle d'acteur mondial.

Des changements institutionnels sont nécessaires pour que l'UE accroisse sa flexibilité et sa capacité d'action. C'est également un point sur lequel la présidente de la Commission von der Leyen a insisté : dans son premier discours sur l'état de l'Union en septembre 2020, elle a appelé à l'introduction du principe de majorité dans la politique étrangère et de sécurité. Un rapport publié en septembre 2023 par un groupe d'experts franco-allemand montre que l'extension du vote à la majorité qualifiée dans ce domaine est réalisable même sans modification des traités.

Selon ce rapport, la création d'un « filet de sécurité pour la souveraineté » pourrait assurer une plus grande acceptation. Un État membre devrait-il considérer qu'il est essentiel

Les intérêts nationaux étant menacés, il peut demander que la question soit soumise au Conseil européen et qu'un accord consensuel soit trouvé au plus haut niveau politique. Les réserves émises par les petits États de l'UE pourraient être résolues par une repondération des droits de vote, par exemple.¹⁶

Il reste à voir si des propositions de ce type seront effectivement mises en œuvre politiquement et conduiront à une plus grande flexibilité dans la pratique. Il y a certainement une pression pour agir,

cependant. La situation politique mondiale est en train de changer et l'UE se trouve à la croisée des chemins. Mais en tant que puissance mondiale, l'UE est encore au stade du développement. Il existe toujours un décalage entre la rhétorique et la réalité politique : depuis l'entrée en fonction de la Commission dirigée par von der Leyen, l'écart entre les deux s'est au moins un peu réduit.

– traduit de l'allemand –

Felix Manuel Müller est conseiller politique européen au sein du département d'analyse et de conseil de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

- 1 Weiler, Joseph 2020 : Plusieurs débouchés – L'Europe doit apprendre rapidement à parler le langage du pouvoir, entretien avec Josep Borrell, Service européen pour l'action extérieure, 29 octobre 2020, dans : <https://ogy.de/an41> [13 novembre 2023].
- 2 Manners, Ian 2002 : Normative Power Europe : A Contradiction in Terms ?, *Journal of Common Market Studies* 40 : 2, pp. 235-258, dans : <https://ogy.de/nie5> [3 novembre 2023].
- 3 Müller-Brandeck-Bocquet, Gisela 2020 : La politique mondiale ou la politique mondiale ? Notwendigkeit und politische Realität einer souverainen Europäischen Union, dans : Grimm, Andreas (éd.) : Die neue Euro-päische Union. Zwischen Integration und Desintegration, Baden-Baden, pp. 207-234, ici : pp. 210 et suiv.
- 4 Nugent, Neill / Rhinard, Mark (éd.) 2015 : Commission européenne, Basingstoke.
- 5 Fabbrini, Sergio / Puetter, Uwe 2016 : Intégration sans supranationalisation : Étude des rôles principaux du Conseil européen et du Conseil dans la politique européenne post-Lisbonne, *Journal of European Integration* 38 : 5, pp. 481-495.
- 6 Cram, Laura 1997 : Élaboration des politiques dans l'Union européenne : lentilles conceptuelles et processus d'intégration, Londres.
- 7 Tagesschau 2020 : WHO erklärt internationale Notlage, 31 janvier 2020, dans : <https://ogy.de/dwsz> [3 novembre 2023].
- 8 Hussein, Kassim 2023 : La Commission européenne et la pandémie de COVID-19 : une approche pluri-institutionnelle, *Journal of European Public Policy* 30 : 4, pp.
- 9 Conseil européen 2023 : Solidarité mondiale pendant la pandémie de COVID-19, dans : <https://ogy.de/7lq6> [24 octobre 2023].
- 10 Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a même accepté a accusé l'UE d'« apartheid vaccinal ». Fox, Benjamin 2021 : Les nouvelles interdictions de voyager dans l'UE défient la science, déclare Ramaphosa d'Afrique du Sud, *Euractiv*, 7 décembre 2021, dans : <https://ogy.de/mkz5> [4 décembre 2023].
- 11 Barbato, Mariano 2021 : Un Happy End économique dans un vert géostratégique ? Erfolgsaussichten für den Freihandel zwischen der Europäischen Union und Indien, *Integration* 44 : 4, pp. 301-317, ici : p. 312.
- 12 Håkansson, Calle 2023 : La guerre en Ukraine et l'émergence de la Commission européenne en tant qu'acteur géopolitique, *Journal of European Integration*, 8 août 2023, pp. 1-21, ici : p. 8, dans : <https://ogy.de/gvzi> [3 novembre 2023].
- 13 Idem, p. dix.
- 14 Seah, Sharon et coll. 2023 : L'État du Sud-Est Asie : 2023 Survey Report, ASEAN Studies Centre, dans : <https://ogy.de/o2s1> [24 octobre 2023].
- 15 Weinhardt, Clara / Mau, Karsten / Hillebrand Pohl, Jens 2022 : L'UE comme acteur géoéconomique ? Une revue des politiques européennes récentes en matière de commerce et d'investissement, dans : Babić, Milan / Dixon, Adam D. / Liu, Imogen T. (éd.) : L'économie politique de la géoéconomie : l'Europe dans un monde en mutation, Cham, pp. 107– 136, ici : p. 111 dans : <https://ogy.de/9fjd> [6 novembre 2023].
- 16 Costa, Olivier et al. 2023 : Rapport de la Franco-Groupe de travail allemand sur la réforme institutionnelle de l'UE, 18 septembre 2023, dans : <https://ogy.de/ka4r> [6 décembre 2023].



[Façonner l'Europe de manière pragmatique](#)

De grands projets, Progrès limités

Partenariats énergétiques de l'UE avec le Golfe

[Philipp Dienstbier / Veronika Ertl](#)

À la suite de la crise énergétique, les États du Golfe redeviennent au centre de la politique énergétique de l'UE en tant que nouveaux (anciens) partenaires – à la fois pour compenser la perte des importations de gaz russe et pour fournir des sources d'énergie renouvelables, en particulier de l'hydrogène, au L'Europe . Cependant, bien que l'UE ait souligné son intérêt et annoncé de grands projets de coopération plus étroite, en réalité, les partenariats énergétiques sont bien en deçà des attentes – même si les conditions générales dans le Golfe sont prometteuses.

Nouvelles priorités, nouveaux partenaires ?

Avec son impact massif sur les approvisionnements énergétiques mondiaux , la guerre russe contre l'Ukraine a radicalement modifié les priorités stratégiques de la politique énergétique de l'UE. Dans le but de remplacer une grande partie des importations européennes d'énergie dans un laps de temps très court – environ 30 pour cent des importations de pétrole et 45 pour cent des importations de gaz provenaient auparavant de Russie¹ – l'UE s'est engagée sur une nouvelle voie. L'idée était de réaliser un bond en avant dans sa politique énergétique afin d'accélérer la transition vers des sources d'énergie alternatives et de rendre l'Europe moins dépendante des combustibles fossiles. Dans le même temps, de nouveaux partenariats énergétiques devaient entraîner une poussée de diversification, libérant ainsi l'UE de sa dépendance unilatérale à l'égard de la Russie. Dans le cadre de cette double stratégie visant à renforcer la sécurité énergétique tout en promouvant la transition énergétique, Bruxelles a soudainement trouvé un nouveau (ancien) partenaire dans les États riches en pétrole et en gaz de la péninsule arabe.

Les producteurs d'énergie du Golfe ont depuis longtemps cessé d'être des fournisseurs importants pour l'Europe. Depuis longtemps, les exportateurs de pétrole et de gaz de Bahreïn, du Qatar, du Koweït, d'Oman, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis (EAU) exportent la majorité de leurs produits minéraux non pas vers l'Occident mais vers l'Asie, et surtout vers la Chine. et l'Inde, mais aussi le Japon et la Corée du Sud, ainsi que les pays d'Asie du Sud-Est. Par exemple, juste avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, les États membres de l'UE représentaient à peine un dixième du pétrole du Qatar et de l'Arabie Saoudite.

et les exportations de gaz, tandis que la part de l'UE dans les exportations des Émirats arabes unis était inférieure à 3 pour cent.²

Cependant, face à l'aggravation de la crise énergétique, l'UE a adopté en mai 2022 toute une série de documents stratégiques , identifiant une fois de plus les États du Golfe comme un pilier important de la politique énergétique de Bruxelles . L'objectif à court terme était que le Qatar et d'autres États du Golfe en particulier interviennent pour satisfaire les besoins énergétiques non satisfaits de l'UE en fournissant du gaz naturel liquéfié (GNL). En outre, l'UE s'est concentrée sur les plans de transition énergétique du Golfe , en particulier la production d'hydrogène, les États du Golfe étant considérés comme de futurs exportateurs clés de sources d'énergie renouvelables pour soutenir la transition énergétique européenne.

Un an et demi plus tard, il existe néanmoins un écart important entre les aspirations et la réalité d'un éventuel partenariat énergétique entre l'UE et le Golfe. Avec leur excellente con-

Grâce à leurs conditions – pour la production de combustibles fossiles et d'énergies renouvelables – et à leur longue expérience en tant qu'exportateurs d'énergie, les États du Golfe pourraient devenir des partenaires importants dans le programme de diversification des importations de l'UE. Les intérêts énergétiques chevauchants des deux parties offrent également une opportunité bienvenue d'approfondir les relations dans le contexte actuel. Néanmoins, ce potentiel ne peut être réalisé que si l'on parvient à une meilleure compréhension mutuelle des priorités stratégiques de chacun et si les approches de coopération – notamment de la part de l'UE – ne sont pas ancrées dans des contradictions entre les aspirations des uns et des autres . et la réalité.

Nouvelle orientation stratégique

Face aux turbulences sur les marchés internationaux de l'énergie, l'UE a établi en mai 2022 un cadre stratégique ambitieux dans son plan REPowerEU, élaboré peu après le déclenchement de la guerre en Ukraine, dans le but de devenir indépendante de l'énergie russe. importations d'énergie d'ici 2027. Pour y parvenir, l'UE prévoit de réduire sa consommation d'énergie grâce à des économies et à des améliorations de l'efficacité, d'accélérer la transition vers un approvisionnement énergétique neutre pour le climat à partir de sources nationales et de diversifier ses importations d'énergie grâce à de nouvelles énergies. partenariats afin de minimiser les dépendances. L'aspect des partenariats énergétiques internationaux joue un rôle clé, tant dans le document stratégique que dans la communication publique de l'UE.

Ni l'UE ni le Conseil de coopération du Golfe ne sont des blocs aux intérêts homogènes.

Ce n'est donc certainement pas un hasard si le jour même de l'annonce du plan REPowerEU, l'UE a également publié deux autres documents stratégiques relatifs aux partenariats extérieurs, notamment dans le domaine de la politique énergétique : la version actualisée de la stratégie d'engagement énergétique extérieur de l'UE (EEES), et la communication conjointe sur « Un partenariat stratégique avec le Golfe ».

L'EEES vise à promouvoir de nouveaux partenariats énergétiques couvrant à la fois la demande à court et moyen terme en gaz naturel et la demande à moyen et long terme en sources d'énergie renouvelables pour la transition énergétique, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des énergies renouvelables. fournisseurs d'énergie individuels. À court terme, l'achat de gaz doit être facilité notamment par une opérationnalisation rapide de la plateforme énergétique de l'UE, dont la fonction est de mutualiser la demande et de négocier avec les partenaires internationaux afin de faciliter l'achat conjoint de gaz et d'hydrogène. En matière de transition énergétique à moyen terme, l'EEES souligne particulièrement la nécessité d'élargir

commerce international de l'hydrogène afin de couvrir la moitié de la demande annuelle prévue de 20 millions de tonnes d'hydrogène d'ici 2030 par le biais des importations.

La communication sur un partenariat stratégique avec la région du Golfe reflète également clairement la volonté de l'UE d'élargir la coopération avec les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) face aux défis croissants, dans le but de garantir les intérêts de la politique énergétique. Jusqu'à présent, les relations entre l'Europe et la région du Golfe ont principalement pris la forme de partenariats bilatéraux au niveau des États membres – démontrant clairement que ni l'UE ni le CCG ne sont des blocs aux intérêts homogènes. La nouvelle stratégie vise désormais à favoriser la dimension interrégionale du partenariat et à fournir une feuille de route pour des relations plus approfondies dans des domaines clés. Aux côtés d'autres questions, la « transition verte et la sécurité énergétique durable » constituent un domaine clé de coopération mentionné dans le document stratégique. Il souligne que les États du Golfe sont des fournisseurs fiables de GNL mais aussi de nouveaux partenaires potentiels pour l'importation d'hydrogène vert.

Avec la triade REPowerEU, l'EEES et le partenariat stratégique avec le Golfe, l'UE s'est fixé un ensemble ambitieux d'objectifs en matière de politique énergétique afin d'élargir la coopération avec les États du Golfe suite aux bouleversements de la politique énergétique européenne. Ce faisant, l'UE a certainement démontré que – contrairement aux réserves largement répandues – elle est effectivement capable de répondre aux nouvelles réalités géopolitiques en procédant à des ajustements politiques de grande envergure dans un laps de temps très court. Le succès de la nouvelle stratégie énergétique extérieure de l'UE ne se mesurera cependant pas sur le papier, mais en termes de résultats, et en ce qui concerne les États du Golfe, des améliorations sont clairement nécessaires.

Le potentiel et la réalité de Coopération énergétique UE-CCG

L'UE considère le GNL et l'hydrogène vert en particulier comme des domaines clés pour une coopération énergétique plus approfondie et plus stratégique avec les États du CCG. Alors que l'idée est de faire du gaz naturel une source d'énergie de transition, l'UE considère l'hydrogène comme l'élément central de l'énergie à long terme.





Convoité non seulement en Europe : les pays asiatiques sont depuis longtemps devenus les plus gros acheteurs de matières premières fossiles en provenance des pays du Golfe. Les Européens sont en concurrence avec cette demande asiatique alors qu'ils tentent de trouver des substituts aux expéditions en provenance de Russie. Sur la photo, un terminal GNL dans la région de Fukuoka au Japon. Photo : © Koji Nakayama, The Yomiuri Shimbun, AP, alliance photographique.

coopération avec les membres du CCG pour soutenir la transition européenne vers les énergies renouvelables. Pourtant, le calendrier à lui seul révèle de premières différences entre l'Europe et le Golfe : par intérêt économique, ces derniers cherchent à conclure des contrats de fourniture de gaz et d'autres combustibles fossiles d'une durée aussi longue que possible. En outre, l'UE est loin d'être à la hauteur de sa prétention de servir de plaque tournante pour les futurs partenariats énergétiques. Au contraire : contrairement aux nobles intentions des documents stratégiques de l'UE mentionnés ci-dessus, c'est encore une fois le

Les États-nations qui ont établi à eux seuls des partenariats énergétiques bilatéraux avec les États du Golfe pendant la crise énergétique de 2022/2023 – l'UE n'assumant qu'un rôle subordonné.

La course au gaz : bouleversements structurels et initiatives nationales non coordonnées

Conséquence directe de la guerre en Ukraine, la structure des importations de l'UE a considérablement changé. La Russie fournissait traditionnellement une grande partie des importations européennes de gaz (45 pour cent).

soit 115 milliards de mètres cubes en 2021), mais les ventes de gazoduc russe vers l'Europe au cours de l'hiver 2022/2023 – la première période de chauffage après le déclenchement de la guerre – ont chuté d'environ 80 pour cent par rapport à l'année précédente. Au total, le gaz russe ne couvre désormais que 10 pour cent de la demande totale de l'UE – une réduction considérable.³

La perte des importations de gaz russe a été partiellement compensée par les achats de GNL, qui ont augmenté de 60 pour cent par rapport à 2022, pour atteindre 130 milliards de mètres cubes.⁴ Cela a fait de l'UE le plus grand importateur de GNL au monde en 2022. une grande partie de ce montant est couverte par les importations de GNL en provenance des États-Unis, qui répondent actuellement à environ 15 pour cent de la demande totale de gaz européenne.⁵ Le déficit d'approvisionnement restant en matière d'importations de GNL est actuellement comblé par les principaux exportateurs de gaz du CCG, principalement le Qatar, mais aussi Oman et les Émirats arabes unis. À lui seul, le Qatar a augmenté ses livraisons de gaz à l'UE d'environ 15 pour cent au cours de la dernière période de chauffage, approvisionnant principalement la Belgique, la France, l'Italie et la Pologne.⁶

Seuls 11 des 122 accords énergétiques signés par les États de l'UE ont été conclus au niveau européen.

Néanmoins, la disponibilité sur le marché international du GNL reste limitée. Étant donné qu'une grande partie de la capacité de GNL des États du Golfe est liée à des contrats à long terme – principalement avec des importateurs d'Asie de l'Est – ils n'ont pas été en mesure d'étendre leur offre à l'Europe dans des volumes suffisants pour répondre à la demande croissante de gaz dans l'UE. Le Qatar n'a par exemple fourni qu'un total de cinq milliards de mètres cubes de GNL supplémentaire à l'Europe depuis le début de la guerre.⁷ Face à cette demande accrue, Doha a annoncé qu'il augmenterait sa production de 44 milliards de mètres cubes par an d'ici 2027 pour créer des capacités d'exportation supplémentaires, dont une partie pourrait être allouée au marché européen. Abou Dhabi avait déjà prévu d'augmenter sa capacité de production de gaz à 13 milliards de mètres cubes

par an d'ici 2030.⁸ Néanmoins, selon les prévisions, l'offre internationale de GNL devrait rester rare.

Afin d'obtenir une part de ce supplément

En matière de capacité d'exportation future, l'UE devrait – selon ses documents stratégiques – agir comme un bloc de négociation unifié et établir conjointement de nouveaux partenariats énergétiques. La réalité est cependant tout à fait contrastée : seuls 11 des 122 accords énergétiques signés par les États de l'UE entre janvier 2022 et août 2023 avec un total de 32 pays dans le monde – dont 13 contrats de gaz naturel avec Bahreïn, le Qatar, Oman et les Émirats arabes unis – ont été conclus au niveau de l'UE ; le reste sont des accords purement bilatéraux.⁹ Il s'agit notamment des accords notables de l'Allemagne sur le GNL : un contrat de 15 ans avec la société énergétique publique qatarie Qatar Energy pour 2,8 milliards de mètres cubes de GNL par an, qui devrait couvrir 3,7 pour cent du total prévu de l'Allemagne. demande de gaz à partir de 2025, et un contrat de fourniture allemand plus petit avec la société publique émiratie Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), qui a déjà démarré en 2023.10

Cela montre que, malgré les déclarations d'intention contraires, la plupart des États européens sont revenus à des efforts solitaires pour sécuriser leurs approvisionnements en gaz naturel après le déclenchement de la guerre. L'objectif déclaré de coordonner les efforts face à une offre mondiale insuffisante afin de renforcer la position de négociation des États contraste fortement avec la situation réelle dans laquelle les États de l'UE se font concurrence pour conclure des accords bilatéraux avec les États du Golfe et d'autres. Cet écart entre la rhétorique et la réalité n'est pas passé inaperçu dans les pays partenaires de l'UE – et ne renforce pas vraiment l'image de l'UE en tant qu'acteur cohérent et affirmé. Le fait que la mise en commun de la demande européenne ne fonctionne guère dans la pratique est principalement dû au manque de volonté politique de la part des États membres. Pour les grands membres de l'UE bénéficiant d'un bon accès au marché, il n'y a guère d'incitation à renforcer la représentation extérieure commune de l'UE si cela signifie renoncer à la souveraineté nationale et accepter un processus de passation de marchés publics plus long et plus complexe – d'autant plus que cela semble difficile à justifier aux yeux des électeurs nationaux. période de prix élevés de l'énergie.

La plateforme énergétique de l'UE créée dans le cadre du plan REPowerEU pourrait y contribuer en mutualisant la demande, en coordonnant l'utilisation des infrastructures et en permettant des négociations conjointes avec des partenaires internationaux afin de faciliter l'achat conjoint de gaz. Le mécanisme de coordination est toutefois un instrument volontaire, ce qui a jusqu'à présent empêché son utilisation. À l'heure actuelle, les États membres de l'UE ne doivent proposer que 15 pour cent de leur capacité de stockage de gaz via la plateforme énergétique, même si certains États européens sont allés plus loin, comme la Bulgarie, qui couvre 100 pour cent de ses besoins en gaz via la plateforme énergétique. Après une longue période de démarrage, la plateforme énergétique de l'UE a finalement commencé à lancer des appels d'offres pour des achats communs de gaz à partir de mai 2023, négociant des accords pour quelque deux milliards de mètres cubes de GNL dans un premier temps. Toutefois, pour que le mécanisme puisse développer un véritable pouvoir de marché, il faudrait qu'il soit utilisé pour traiter une proportion nettement plus importante des achats de gaz de l'UE.¹¹

Perspectives d'importations de gaz : divergentes
Horizons temporels

Aux faiblesses de la coordination européenne vis-à-vis des partenaires énergétiques internationaux s'ajoutent des obstacles structurels à un partenariat GNL entre la région du Golfe et l'Europe en raison des horizons de planification contradictoires de l'UE et des États du Golfe.

Les décideurs européens considèrent le gaz naturel comme une simple solution de transition. Du point de vue de l'UE, les importations de GNL en provenance du Golfe ne sont donc qu'un accessoire temporaire qui doit être progressivement remplacé. L'UE cherche à atteindre son « objectif zéro émission nette »¹² d'ici le milieu du siècle, après s'être fixée un objectif de réduction accélérée des émissions de 55 pour cent d'ici 2030. Les prévisions supposent donc que dans un scénario dans lequel l'UE atteint ses objectifs de neutralité en CO₂, la demande de gaz serait déjà inférieure de 50 pour cent au niveau de 2019 d'ici 2030. Même si l'UE ne parvient pas à atteindre pleinement ses objectifs, une poussée accélérée vers la décarbonisation pourrait encore réduire la demande de gaz de 30 pour cent par rapport au niveau de 2019.¹³ L'Europe y voit donc un véritable objectif stratégique.

partenariat énergétique entre l'UE et le CCG davantage dans le domaine des énergies renouvelables.

Les États du Golfe voient la situation à l'envers : pour les décideurs du Golfe, un partenariat fiable et à long terme, y compris dans le domaine des exportations de gaz, doit constituer une base sur laquelle la future coopération énergétique avec l'Europe peut être construite – tant en termes économiques qu'en termes de

le point de vue de la confiance. Malgré la transition énergétique en cours et la baisse à moyen terme de la demande de gaz, les pays du Golfe ne croient pas à une élimination rapide du gaz. En outre, les membres du CCG comptent beaucoup sur des solutions techniques telles que le captage et le stockage du CO₂ qui permettront à l'avenir une production de pétrole et de gaz neutre pour le climat.

Au-delà du GNL, l'UE cherche à faire de l'hydrogène le centre de sa future coopération énergétique avec les États du Golfe.

Ce point de vue n'est pas totalement infondé : étant donné que la perte des importations en provenance de Russie compense en partie la baisse globale de la demande en Europe, les bases de l'expansion des partenariats GNL entre l'UE et le CCG resteront fondamentalement attractives dans les années à venir. En particulier dans un scénario dans lequel l'UE accélère sa décar-

bouffication mais, d'ici 2030, l'objectif de zéro émission nette n'est pas encore atteint, 40 milliards de mètres cubes supplémentaires d'importations de GNL seraient encore nécessaires pour remplacer les approvisionnements en gaz russe perdus par rapport à 2019.¹⁴

C'est certainement l'un des facteurs que les producteurs de gaz du Golfe ont à l'esprit lorsqu'ils considèrent le GNL non seulement comme une solution provisoire mais comme un élément d'un partenariat énergétique à plus long terme entre l'UE et la région du Golfe ; c'est pourquoi ils cherchent à conclure avec l'UE des contrats de fourniture d'une durée aussi longue que possible. L'UE ferait bien de faire preuve de plus de flexibilité dans ce domaine si elle souhaite construire des partenariats énergétiques avec le Golfe – non seulement dans le domaine du GNL mais aussi de l'hydrogène.



Véhicules à hydrogène lors d'une exposition à Djeddah, en Arabie Saoudite : l'UE souhaite que les sources d'énergie renouvelables deviennent le centre de sa coopération énergétique avec les États du Golfe. Photo : © Amr Nabil, AP, photo alliance.

L'hydrogène vert : un futur pilier de la coopération énergétique UE-CCG ?

Outre le GNL, l'UE cherche à faire de l'hydrogène le centre de sa future coopération énergétique avec les États du Golfe. Après avoir identifié l'hydrogène vert – i. e. l'hydrogène produit par électrolyse de l'eau en utilisant de l'électricité provenant de sources renouvelables¹⁵ – en tant qu'élément clé de sa transition énergétique, l'UE a presque quadruplé ses prévisions de demande future d'hydrogène dans le plan REPowerEU, pour atteindre 20 millions de tonnes par an d'ici 2030.¹⁶ En raison de l'impact naturel conditions

qui prévalent dans les pays européens, ils ne seront cependant pas en mesure de produire des quantités d'hydrogène vert suffisantes pour répondre à leurs propres besoins. C'est pour cette raison que l'UE a l'intention d'importer dix millions de tonnes d'hydrogène vert par an d'ici 2030, couvrant la moitié de sa demande prévue en hydrogène¹⁷ – ce qui représente actuellement la plus grande demande d'importation d'hydrogène vert jamais annoncée dans le monde.

Afin de respecter le calendrier de sa transition énergétique, l'UE doit se concentrer sur les pays capables de fournir des quantités suffisantes d'énergie.

de l'hydrogène vert à des prix compétitifs relativement rapidement. Outre trois corridors de l'hydrogène – dans la région de la mer du Nord (Norvège et Royaume-Uni), avec l'Ukraine et dans le sud de la Méditerranée – des partenariats doivent également être conclus avec d'autres pays. Dans la région du Golfe, les analyses désignent l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Oman comme des candidats particulièrement prometteurs pour les exportations d'hydrogène dans les années à venir¹⁸, et l'EEES identifie également le Golfe comme une région prometteuse à cet égard.¹⁹

L'attrait des États du Golfe en tant que partenaires de l'hydrogène pour l'UE résulte d'une combinaison de facteurs, notamment d'excellentes conditions naturelles pour la production d'énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, une main-d'œuvre bien formée dans le secteur de l'énergie, une capacité financière et, enfin et surtout, des projets ambitieux déjà en cours pour développer la production d'hydrogène. Le Golfe peut s'appuyer sur l'expertise et les infrastructures existantes, notamment en matière de production d'ammoniac – un dérivé de l'hydrogène – et d'hydrogène bleu, tous deux produits à partir de gaz naturel grâce à des technologies permettant de capter les émissions qui en résultent.

Les États du CCG disposent également déjà d'infrastructures d'exportation, telles que des terminaux GNL. Ces facteurs signifient qu'il est possible de développer l'économie de l'hydrogène dans le Golfe avec des délais de mise en œuvre relativement courts et de faibles investissements. Selon les prévisions, un autre aspect positif pour les perspectives d'exportation est que le potentiel de production d'hydrogène à faible teneur en carbone dépassera probablement de loin la demande intérieure dans les États du Golfe, ce qui signifie qu'il y aura moins de concurrence entre l'hydrogène pour l'approvisionnement national et pour l'exportation. que dans les autres pays producteurs.

Il existe également des obstacles au commerce de l'hydrogène entre l'Europe et la région du Golfe. L'un de ces défis concerne la perte d'énergie importante lors du transport par bateau des dérivés de l'hydrogène : comme il n'existe actuellement aucune connexion par pipeline entre le Golfe et l'Europe, cela constitue un désavantage concurrentiel potentiel par rapport aux importations en provenance de régions géographiquement plus proches, comme l'Afrique du Nord, qui disposent de pipelines existants qui peuvent être convertis.²⁰

Cependant, par rapport à d'autres producteurs d'hydrogène prometteurs qui ont exprimé des intentions d'exportation, comme l'Australie et le Chili, la proximité géographique du marché européen constituerait un avantage compétitif pour les pays du CCG, compte tenu des coûts élevés et de la complexité technique. ité du transport de l'hydrogène. L'annonce par le G20 en septembre 2023 de son intention de créer un corridor économique reliant l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe – qui comprend des projets de construction d'un pipeline d'hydrogène vert – améliore encore les perspectives à long terme d'exportation d'hydrogène vert du Golfe. en Europe.

L'Arabie saoudite envisage de devenir le plus grand producteur mondial d'hydrogène.

Les pays du Golfe sont également un partenaire attractif en raison de l'état avancé de planification et des projets concrets déjà existants pour la production d'hydrogène : l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont des pionniers dans ce domaine, ayant déjà annoncé et lancé de grands projets pour la production d'hydrogène vert et bleu. l'hydrogène et les dérivés de l'hydrogène. Dans le cadre du mégaprojet saoudien NEOM, par exemple, une usine de production d'ammoniac vert est en cours de construction, qui devrait produire 1,2 million de tonnes par an de dérivé de l'hydrogène destiné à l'exportation d'ici 2026²¹. L'Arabie saoudite envisage de devenir le plus grand producteur mondial d'hydrogène. ,22 tandis que les Émirats arabes unis visent à atteindre une part de 25 pour cent du marché mondial de l'hydrogène à faible teneur en carbone d'ici 2030.²³ Le sultanat d'Oman, relativement petit, poursuit également le développement de la capacité de production appropriée afin d'atteindre ses ambitieux objectifs en matière d'hydrogène. ²⁴ Avec seulement de faibles réserves d'hydrocarbures par rapport à ses voisins, le pays se concentre spécifiquement sur la production d'hydrogène vert.

Mais dans ce domaine aussi, il existe des écarts entre la mise en œuvre potentielle et réelle des plans de l'UE visant à établir des partenariats énergétiques avec le Golfe. Malgré les complémentarités et l'intérêt affiché pour les partenariats énergétiques

Avec le Golfe, aucun partenariat européen sur l'hydrogène n'a été conclu à ce jour avec un État du CCG.²⁶ Au lieu de cela, des accords européens ont déjà été signés avec l'Égypte, le Kazakhstan et la Namibie – même si certains de ces pays ont des projets de production d'hydrogène moins avancés. – les projets et les importations sont soumis à des conditions-cadres moins favorables, telles que la répartition géographique.

tance.

Cela donne l'impression que certaines forces politiques en Europe ont fondamentalement peur d'entrer en contact avec les États du Golfe, alors que plusieurs partenaires de l'Europe fondés sur des valeurs, comme le Japon et la Corée du Sud, élargissent leur propre coopération énergétique avec ces pays. les pays du Golfe à grande vitesse. L'UE devrait reconnaître qu'un partenariat énergétique avec le Golfe n'est pas une solution provisoire et ne devrait pas construire une fausse dichotomie entre valeurs et intérêts qui, en fin de compte, laisserait inexploité le potentiel de partenariats hydrogène avec le Golfe.

Les définitions au cœur de la coopération énergétique

En outre, la définition de l'hydrogène renouvelable telle qu'adoptée pour la demande prévue d'hydrogène de l'UE constitue un point de friction potentiel dans les relations énergétiques avec les pays du CCG. Alors que l'UE utilise actuellement une définition stricte qui autorise uniquement l'hydrogène vert, c'est-à-dire l'hydrogène vert. e. hydrogène produit à partir de sources renouvelables, la plupart des plans hydrogène des pays du CCG font référence à l'hydrogène à faible teneur en carbone – en d'autres termes : à la fois l'hydrogène vert et l'hydrogène bleu. Par exemple, la Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) a annoncé son intention de produire un million de tonnes d'hydrogène bleu par an d'ici 2030²⁷, tandis que le Qatar, conformément à sa claire orientation vers le gaz naturel, s'est jusqu'à présent entièrement concentré sur la production d'hydrogène bleu. sur l'hydrogène bleu, également en exportant ses réserves de GNL pour la production d'hydrogène bleu dans d'autres pays.²⁸ En effet, le développement de l'économie de l'hydrogène s'inscrit clairement dans les visions économiques globales des États du CCG : les énergies renouvelables et les sources d'énergie sont considérées comme un moyen de diversifier les secteurs et les économies énergétiques jusqu'ici dominés par les combustibles fossiles, et comme une source de revenus supplémentaire – et non comme un substitut à l'utilisation des ressources énergétiques fossiles.

Avec ses besoins déclarés en matière d'importation d'hydrogène vert, l'UE occupe actuellement une position de leader mondial et constitue donc un marché de vente influent. Il est néanmoins important de ne pas surestimer le pouvoir réglementaire de l'UE pour déterminer les définitions et l'orientation correspondante de la production dans les pays partenaires.

Cela s'applique en particulier aux membres du CCG, qui disposent de capacités financières considérables, qui ont un fort intérêt économique pour la production d'hydrogène bleu à partir de réserves fossiles et, surtout, qui ont une confiance en eux politique croissante : les États du Golfe ne sont plus disposés à se contenter de prendre des commandes de l'Occident, mais se considèrent plutôt comme des acteurs indépendants et proactifs.

Les relations économiques existantes avec les importateurs d'énergie asiatiques et l'augmentation attendue de la demande en hydrogène vert et bleu en Asie offrent aux États du CCG de nombreuses opportunités d'exportation alternatives. Cela n'exclut pas la possibilité d'un intérêt économique à s'aligner sur la définition européenne de l'hydrogène vert afin d'obtenir une part significative du marché de vente de l'hydrogène vert qui mûrit le plus rapidement. Dans le cas d'Oman par exemple, qui concentre ses ambitions sur l'hydrogène vert, cette approche semble probable.

La politique énergétique européenne dans le Golfe est bien

trop souvent déterminée par des efforts isolés au niveau national.

Toutefois, afin de concrétiser ces opportunités de « premier arrivé » sur le marché européen de la vente d'hydrogène vert, les États du Golfe – en tant qu'exportateurs potentiels d'hydrogène vert – doivent recevoir des signaux clairs de la part de l'Europe et dans d'autres pays de réaliser des investissements. dans le développement des installations de production ainsi que des chaînes de valeur et des voies de transport pertinentes. À l'heure actuelle, la volonté des États du CCG de mobiliser davantage d'investissements dans le développement de la production d'hydrogène vert semble limitée en raison du manque d'accords de prélèvement concrets du côté européen. Dans ce scénario, le CCG déclare

sont plus susceptibles de se concentrer de plus en plus sur l'expansion de la capacité de production d'hydrogène bleu et sur sa fourniture à l'Asie. Cela ne peut pas être dans l'intérêt de l'UE, que ce soit en termes de sécurité d'approvisionnement ou lorsqu'il s'agit du développement rapide de l'économie européenne de l'hydrogène.

L'UE devrait conclure dès que possible des partenariats dans le domaine de l'hydrogène avec des exportateurs potentiels de la région du Golfe

Bien au contraire : compte tenu des horizons à long terme pour le développement et l'exportation de quantités importantes d'hydrogène vert, les appels se multiplient en faveur d'une vision plus pragmatique de l'hydrogène bleu en tant que vecteur énergétique de transition. Des signaux en ce sens sont également visibles au niveau de l'UE, notamment dans les discussions autour du paquet sur le marché de l'hydrogène et du gaz décarboné : celui-ci réglementerait l'utilisation de l'hydrogène à faible teneur en carbone et marquerait ainsi une évolution vers une utilisation possible plus large. . Ce serait un point de départ prometteur pour d'éventuels partenariats sur l'hydrogène avec les États du Golfe.

Du potentiel à la coopération concrète

Malgré les synergies potentielles identifiées, il existe encore des écarts évidents entre les ambitions de l'UE de nouer des partenariats énergétiques avec le Golfe et la réalité de l'année et demie écoulée. Il y a des marges d'amélioration en termes de capacité de l'UE à agir de manière concertée, et la politique énergétique européenne dans le Golfe est encore bien trop souvent déterminée par des efforts solitaires au niveau national. Les perspectives contradictoires de l'UE et du CCG concernant l'horizon temporel de l'approvisionnement en gaz et les définitions de l'hydrogène renouvelable font également obstacle à la réalisation du potentiel d'une coopération énergétique plus étroite.

De plus, l'UE n'est plus le seul partenaire économique possible pour le Golfe : si les contradictions entre les priorités respectives ne sont pas résolues, les États du Golfe se tourneront vers d'autres partenaires pour élargir leur coopération énergétique. L'Europe

Elle a certainement aussi des partenaires dans le domaine des énergies alternatives – en Afrique du Nord par exemple. Mais si l'UE veut tirer les bonnes conclusions de la crise énergétique de 2022/2023, elle doit à l'avenir diversifier le plus largement possible les structures d'importation d'énergie. C'est pourquoi les États du Golfe devraient devenir un pilier important aux côtés des autres partenaires énergétiques.

Les étapes suivantes seront cruciales pour surmonter les obstacles et réaliser le potentiel d'un partenariat plus étroit entre l'UE et l'Union européenne. États du Golfe:

Conclure des partenariats hydrogène avec Conditions-cadres spécifiques

L'UE devrait conclure dès que possible des partenariats dans le domaine de l'hydrogène avec des exportateurs potentiels de la région du Golfe . L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Oman sont des candidats particulièrement prometteurs . Lors de l'établissement de partenariats pour l'hydrogène, il convient de définir des conditions-cadres concrètes pour la coopération et, dans la mesure du possible, de définir les quantités d'achat de manière à créer les incitations nécessaires pour que les États du Golfe investissent dans l'expansion de la production d'hydrogène vert et à accroître la sécurité de planification pour l'Europe. entreprises clientes. L'adoption d'une vision plus pragmatique de l'hydrogène bleu en tant que vecteur énergétique de transition constitue également un pas dans la bonne direction et devrait être accélérée afin de permettre une mise à l'échelle rapide , ouvrant ainsi la voie à l'utilisation de l' hydrogène vert à long terme. .

Augmenter la cohérence de Partenariats énergétiques de l'UE

Afin de pouvoir agir de manière unie et plus puissant acteur de négociation avec le monde extérieur, les mesures visant à accroître la cohérence dans les relations avec les partenaires énergétiques doivent être résolument poursuivies, en particulier la plateforme énergétique de l'UE. Le développement ultérieur de cette plate-forme dépend de la volonté politique et de l'ouverture des États membres à mettre en commun une part plus importante de la demande de gaz de l'UE afin de garantir l'efficacité du mécanisme. Il en va de même pour la Banque européenne de l'hydrogène nouvellement créée,

qui vise à soutenir le développement d'un marché européen de l'hydrogène par le biais d'enchères conjointes.

Renforcer les organes de coordination entre l'UE et le CCG

Il est également important d'améliorer la coordination entre l'UE et le CCG en matière d'énergie. Les formats de dialogue proposés tels que la réunion ministérielle UE-CCG sur la transition verte, un forum d'affaires du secteur privé sur la transition énergétique et le groupe d'experts UE-CCG sur l'énergie et le climat doivent être opérationnalisés et utilisés pour améliorer la coordination en cours afin de soutenir les partenariats énergétiques aux niveaux politique, économique et technique.

– traduit de l'allemand –

Philipp Dienstbier est directeur du programme régional pour les États du Golfe de la Konrad-Adenauer-Stiftung, basé en Jordanie.

Veronika Ertl est responsable du programme régional de sécurité énergétique et de changement climatique de la Konrad-Adenauer-Stiftung pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, basée au Maroc.

- 1 Eurostat 2023 : Importations et prix du pétrole brut : évolution en 2022, 28 mars 2023, dans : <https://ogy.de/40ux> [25 octobre 2023] ; Kardaś, Szymon 2023 : Découplage conscient : le défi du gaz russe pour les Européens en 2023, Commentaire, Conseil européen des relations étrangères (ECFR), 13 février 2023, dans : <https://ogy.de/zkzu> [25 octobre 2023].
- 2 Harvard Kennedy School Growth Lab 2023 : The Atlas of Economic Complexity, dans : <https://ogy.de/cgbm> [25 octobre 2023].
- 3 Kardaś 2023, n. 1; Agence internationale de l'énergie (AIE) 2023 : Gas Market Report, Q2-2023, mai 2023, dans : <https://ogy.de/8zi0> [25 octobre 2023].
- 4 La part restante des importations européennes de gaz a été compensée par les approvisionnements des exportateurs de gaz par gazoduc tels que la Norvège, l'Algérie et l'Azerbaïdjan. Dans le même temps, la consommation européenne globale de gaz au cours de la période de chauffage 2022/2023 a chuté de 16 pour cent (55 milliards de mètres cubes) par rapport à l'année précédente et devrait diminuer de 5 pour cent en 2023 par rapport à 2022, principalement en raison de hausse des prix, changements volontaires de comportement et nouvelles réglementations.
- 5 AIE 2023 : Gas Market Report, Q1-2023, y compris Gas Market Highlights 2022, février 2023, dans : <https://ogy.de/1jyb> [25 octobre 2023].
- 6 AIE 2023, n. 3.
- 7 AIE 2023, n. 5.
- 8 Mills, Robin 2023 : Les combustibles fossiles et la transition énergétique du Golfe, The Arab Gulf States Institute Washington, 13 avril 2023, dans : <https://ogy.de/55e6> [25 octobre 2023].
- 9 Dennison, Susi / Szymon, Kardaś / Piaskowska, Gosia / Zerka, Pawel 2022 : EU Energy Deals Tracker, ECFR, novembre 2022, dans : <https://ogy.de/bjiw> [25 octobre 2023].
- 10 Mills, Andrew / El Dahan, Maha 2022 : L'Allemagne va obtenir de nouveaux flux de GNL qatari via QatarEnergy, accord ConocoPhillips, Reuters, 29 novembre 2022, dans : <https://reut.rs/3sbHLPg> [30 octobre 2023] ; Dennison / Kardaś / Piaskowska / Zerka 2022, n. 9.
- 11 Dulian, Monika / Klochko, Oleksandra 2023 : Plateforme énergétique de l'UE. Faciliter les achats conjoints de gaz, Service de recherche du Parlement européen, dans : <https://ogy.de/u5zv> [25 octobre 2023].
- 12 L'objectif fixe une date limite à laquelle le bilan des émissions de gaz à effet de serre doit être nul.
- 13 BP 2023 : édition bp Energy Outlook 2023, juillet 2023, dans : <https://ogy.de/yk7d> [25 octobre 2023].
- 14 Idem.
- 15 L'UE considère actuellement que « l'hydrogène renouvelable » est uniquement l'hydrogène vert produit par électrolyse de l'eau à l'aide d'électricité provenant de sources renouvelables, par reformage du biogaz ou par conversion biochimique de la biomasse. Pour la définition exacte de l'« hydrogène renouvelable » dans l'UE, voir Commission européenne 2023 : Règlement délégué (UE) [...] de la Commission complétant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthodologie de l'Union fixant des règles détaillées pour la production de carburants de transport liquides et gazeux renouvelables de nature non biologique

- origin, C(2023) 1087 final, 10 février 2023, dans : <https://ogy.de/wt92> [31 octobre 2023]. Dans l'article, le terme « hydrogène bas carbone » est utilisé pour désigner à la fois l'hydrogène vert et l'hydrogène bleu, ce dernier étant produit à partir de différentes sources d'énergie comme le gaz naturel à l'aide de technologies de captage des émissions.
- 16 Commission européenne 2023 : Plan REPowerEU, COM(2022) 230 final, 18 mai 2022, dans : <https://ogy.de/ln9r> [31 octobre 2023].
- 17 Lambert, Martin 2022 : RePowerEU : peut-il renouveler able Gas contribuera-t-il à réduire les importations de gaz russe d'ici 2030 ? Oxford Energy Comment, juillet 2022, The Oxford Institute for Energy Studies, p. 5, dans : <https://ogy.de/3e8q> [25 octobre 2023].
- 18 Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) 2022 : Géopolitique de la transformation énergétique. Le facteur hydrogène. Agence internationale pour les énergies renouvelables, Abu Dhabi, 2022 ; Lambert 2022, n. 17.
- 19 Commission européenne 2022 : L'engagement énergétique extérieur de l'UE dans un monde en mutation, JOIN(2022) 23 final, 18 mai 2022, dans : <https://ogy.de/4d67> [31 octobre 2023].
- 20 Heinemann, Christoph / Ritter, David / Mendelevitch, Roman / Dünzen, Kaya 2022 : Fiche d'information sur l'hydrogène – Pays de coopération du Golfe (CCG), Öko-Institut – Institute for Applied Ecology, 28 février 2022, dans : <https://ogy.de/7grj> [25 octobre 2023].
- 21 Smart Water Magazine 2023 : l'hydroélectricité verte NEOM gen project est en bonne voie pour être achevé en 2026, 7 juillet 2023, dans : <https://ogy.de/99jj> [25 octobre 2023].
- 22 Ansari, Dawud 2022 : Les ambitions hydrogène des États du Golfe, SWP Comment 2022/C 44, Stiftung Wissenschaft und Politik, 21 juillet 2022, p. 1, dans : <https://ogy.de/3but> [31 octobre 2023].
- 23 IRENA 2022, n. 18, p. 53.
- 24 Dans sa stratégie hydrogène, Oman définit des objectifs de production compris entre 1 et 1,23 million de tonnes d'hydrogène d'ici 2030, et entre 3,5 et 8 millions de tonnes d'ici 2040 et 2050. A titre de comparaison : le bloc économique européen dans son ensemble prévoit de produire 10 millions de tonnes d'hydrogène. d'hydrogène vert d'ici 2030.
- 25 Ansari 2022, n. 22, p. 2.
- 26 Ici aussi, les partenariats ont été jusqu'à présent limités aux accords sur l'hydrogène conclus au niveau bilatéral.
- 27 Compagnie pétrolière nationale d'Abu Dhabi 2021 : ADNOC to Build World-Scale Blue Ammonia Project, communiqué de presse, 24 mai 2021, dans : <https://ogy.de/me31> [25 octobre 2023].
- 28 Ansari 2022, n. 22, p. 2.



[Façonner l'Europe de manière pragmatique](#)

Résolument européen

La Biélorussie dépend actuellement de Moscou – mais le parti démocrate
L'opposition veut conduire le pays vers l'ouest

[Jakob Wöllenstein](#)

Le régime de Loukachenko lie toujours plus la Biélorussie à la Russie, mais les forces démocratiques cherchent à s'orienter vers l'Occident – et parlent même d'adhérer à l'UE. Même si cela semble utopique pour le moment, un alignement du pays sur l'Union européenne serait également dans notre intérêt à long terme. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'un « élargissement mental vers l'est » – et la Biélorussie est étonnamment européenne à bien des égards.

En juin 2024, lorsque plus de 400 millions de citoyens de l'UE seront appelés à voter aux élections européennes, cela représentera en réalité un peu plus de la moitié de la population vivant sur le continent européen. Le reste de la population européenne est soit trop jeune, soit vit dans un pays hors de l'Union européenne, c'est-à-dire. e. soit dans un pays qui vient de quitter l'UE, soit dans l'un des rares pays qui ne veulent sous aucun prétexte y adhérer, soit dans l'un des nombreux qui ont hâte d'y adhérer. Ou en Biélorussie.

Alors que le pays situé entre le Dniepr et le

Le Bug sous le règne d'Alexandre Loukachenko est désormais plus isolé de l'Occident que jamais

Avant et étant de plus en plus aspirées dans l'orbite russe, les forces démocratiques en exil ont publié une déclaration remarquable en août 2023 lors de leur conférence à l'occasion du troisième anniversaire des élections frauduleuses de 2020 : elles ont adopté une déclaration sur la future adhésion de la Biélorussie à l'Union européenne¹. et ont annoncé leur intention de sortir leur pays de tous les systèmes d'alliance dominés par la Russie. Depuis les élections présidentielles de 2020, qui auraient été volées par le régime à Sviatlana Tsikhanouskaya, la véritable gagnante, les forces démocratiques prétendent représenter la majorité du peuple biélorusse. Aujourd'hui, leur mouvement marque une rupture nette avec la politique de bascule de longue date du régime et avec tout rêve selon lequel le pays pourrait devenir une île neutre au milieu de fortes tempêtes géopolitiques.

Comme prévu, les réactions à la déclaration ont été mitigées. Certains y voient un pur fantasme – le découplage définitif de « l'opposition en exil » du

réalités de chez nous. D'autres ont félicité les forces démocratiques d'avoir enfin montré une direction visionnaire au lieu d'essayer de se plier à l'opinion publique, façonnée par la propagande et la peur.²

Comme on le sait, le Traité de l'UE stipule que « tout État européen » qui respecte les valeurs communes peut demander à devenir membre de l'Union (article 49). Pourtant, bien que la Biélorussie soit qualifiée de « dernière dictature d'Europe », toutes sortes de déclarations semblent régulièrement suggérer que la Biélorussie et l'Europe n'ont rien à voir l'une avec l'autre ou sont même des opposés mutuellement exclusifs. Sur la carte mentale, en particulier pour les Occidentaux, « l'Europe » se termine souvent à la frontière extérieure de l'UE. Mais étant donné que tout (futur) élargissement de l'UE nécessite le consentement de tous les autres membres, il est crucial de travailler dès maintenant à un « élargissement mental vers l'est » afin d'ancrer fermement des pays comme la Moldavie, l'Ukraine et même la Biélorussie dans notre pays. conscience européenne partagée. La Biélorussie en particulier est profondément européenne – géographiquement, historiquement et culturellement – et, en cas de transition démocratique, elle pourrait devenir un pays partenaire de nombreuses manières qui pourraient bénéficier à l'UE.

Géographiquement en plein centre

L'attribut « européen » est souvent associé à l'idée d'une aire culturelle spécifique, dotée d'un haut niveau de développement culturel, à laquelle beaucoup considèrent souhaitable d'appartenir³. La question de la frontière géographique de l'Europe, notamment vers l'Asie, a été soulevée. contesté

depuis des siècles, mais il existe un large consensus sur le fait que la ligne devrait être tracée quelque part le long de l'Oural, c'est-à-dire. e. à près de 3 500 kilomètres à l'est de Bruxelles.⁴ Cela signifie que 40 pour cent de l'Europe est géographiquement située à l'intérieur de la Fédération de Russie – ce qui place la Biélorussie au centre du continent. En fait, toute une série de lieux différents se considèrent comme le centre de l'Europe, mais il existe en réalité cinq méthodes de calcul qui situent ce point en République de Biélorussie (ou à proximité immédiate, en Pologne ou en Lituanie). La Biélorussie est peut-être aussi particulièrement « européenne » dans la mesure où elle est de loin le plus grand pays enclavé du continent – l'Europe entourée par l'Europe, sans « sortie » vers les océans.⁵

Après l'invasion mongole, les terres biélorusses furent réorganisées.

Profondément liés historiquement

Les historiens biélorusses font souvent remonter les origines de l'État du pays aux principautés médiévales de Polazk et Turau.

Bien que hautement indépendants, tous deux appartenaient à la Rus' de Kiev, un empire multiethnique vraisemblablement fondé par les Scandinaves, qui était en contact étroit, sinon toujours sans conflit, avec l' Empire romain d'Orient. Outre le commerce et les échanges culturels, c'est par cette ligne que le christianisme est arrivé en Europe de l'Est – les Biélorusses soulignent qu'ils se sont convertis directement via Byzance, sans aucun « détour » via Kiev⁶. Après l'invasion mongole, la désintégration a été accélérée. - Grâce à cet empire, les terres de Biélorussie (et aujourd'hui de l'ouest de l'Ukraine) furent réorganisées et devinrent une

Partant de la région située entre Vilnius et Navahrudak, cet État a connu un essor fulgurant au début du XIVe siècle sous le grand-duc Gediminas (biélorusse : Hiedzimin) pour devenir une puissance européenne majeure, grâce à un mélange d'alliances, de garanties de protection et de conquêtes. . Jogaila, le petit-fils de Gediminas, a été baptisé catholique,

et par son mariage avec la princesse de Cracovie Jadwiga en 1386, il fonda la lignée des Jagellon qui devaient diriger le royaume de Pologne pendant deux siècles, en étroite alliance avec la Lituanie.⁷ Après une victoire commune décisive sur l'Ordre Teutonique en 1410, le Grand Le duché est en fait devenu le plus grand État d'Europe, avec en son centre l'actuelle Biélorussie – et malgré des conséquences parfois dévastatrices.



Après plusieurs guerres, principalement contre la Moscovie, le pays a connu une étonnante période de prospérité dans les siècles qui ont suivi.

Le Grand-Duché de Lituanie rassemblait une multitude de peuples, de langues et de religions sur un territoire presque aussi grand que l'Allemagne et la France actuelles réunies. Alors que le monde rural

Dans ce qui est aujourd'hui la Biélorussie, la population était majoritairement ruthène ; les villes, dont beaucoup furent fondées sur la base des droits de Magdebourg, abritaient une population mixte comprenant des Baltes, des Juifs, des Polonais, des Allemands et des Russes.⁸ En tant que centre important de la population juive, la capitale Vilnius était surnommée la « Jérusalem du Nord », tandis que quelque 300 000 musulmans tatars s'installaient dans la région.



Alliance contre nature : Alexandre Loukachenko (à droite) est un allié clé du président russe Vladimir Poutine (à gauche) et de son régime. Le dictateur biélorusse a conduit son pays à une dépendance totale vis-à-vis de son grand voisin, la Russie.

Photo : © Alexander Demianchuk, AP, photo alliance.

Le Grand-Duché aussi. Les clochers catholiques côtoyaient les clochers orthodoxes et, à la fin du XVI^e siècle, même une dénomination croisée unique a émergé. L'« Église catholique grecque », fidèle au pape mais orthodoxe, a progressé – bien que sous la pression de l'État – pour devenir une sorte de « religion nationale » des Biélorusses et des Ukrainiens occidentaux pendant environ 150 ans. Dans le même temps, la Réforme a également balayé de grandes parties du pays, en particulier dans ce qui est aujourd'hui la Biélorussie, mais elle est restée largement confinée aux cercles d'élite. Les conflits théologiques avaient tendance à être réglés avec une plume et un parchemin plutôt qu'avec un brandon et une fourche. Le latin était la principale langue des débats, et de plus en plus le polonais. Mais le ruthène, la langue vernaculaire « ancienne biélorusse », a également joué un rôle clé. Par exemple, les « Statuts de la Lituanie », qui ont introduit un État de droit moderne au XVI^e siècle, ont été rédigés en ruthène.

Trois soulèvements contre les occupants russes se sont soldés par un désastre.

Les liens avec d'autres États européens allaient du commerce – il y avait des branches de la Ligue hanséatique à Polazk et Wizebsk – et à la culture jusqu'aux plus hauts niveaux politiques. La Pologne et le Grand-Duché de Lituanie, dont l'union fut élevée au rang de « véritable union » en 1569, formèrent une république aristocratique avec une monarchie élective, avec des rois nommés de France, de Suède, de Saxe et de Hongrie au fil des siècles. La reine consort Bona Sforza a amené un grand nombre d'artistes et d'architectes italiens dans le pays. essayez, et la Renaissance arrive, donnant naissance à des personnalités éminentes telles que le grand humaniste et imprimeur Francysk Skaryna. Les bâtiments et les façades de la période baroque ultérieure dominent encore aujourd'hui de nombreuses villes de Biélorussie et sont également typiques du centre historique de Vilnius. Peu avant la partition forcée par la Russie, la Prusse et l'Autriche, le Parlement polono-lituanien a adopté la première constitution moderne d'Europe en 1791 – quatre mois plus tard que la

la France révolutionnaire. À certains égards, cette vieille « Lituanie » était un prototype de l'Union européenne actuelle – à une époque où les monarchies absolues régnaient en maître en Europe occidentale.

Au point zéro des catastrophes majeures en Europe

Lorsqu'on parle de « l'impérialisme européen », beaucoup de gens penseront probablement à Colomb et aux lointaines colonies d'outre-mer. Pourtant, la Biélorussie a connu ce « phénomène » au cœur même du continent après sa conquête par la Russie à la fin du XVIII^e siècle⁹. Dès le début de cette période, la « Grande Armée » de Napoléon a également traversé le nord de la Biélorussie à deux reprises en le déroulement de sa « campagne de Russie », infligeant des ravages considérables au pays. Trois soulèvements contre les occupants russes au cours du XIX^e siècle se sont soldés par un désastre : le tsar a imposé une répression sévère dans des domaines tels que la langue, l'économie et la culture, abrogeant les anciennes lois et faisant exploser toutes les mairies du pays pour les effacer symboliquement. tout souvenir d'indépendance et d'autonomie gouverner. Les restrictions n'ont été assouplies que peu avant la Première Guerre mondiale, qui s'est terminée dans un premier temps à l'Est par la victoire des puissances centrales et le traité de paix de Brest-Litovsk, du nom de la ville biélorusse. Peu de temps après, sous l'occupation allemande, les Biélorusses proclamèrent leur propre République populaire.¹⁰

Cependant, contrairement à de nombreux autres États nouvellement créés ou rétablis en Europe centrale et orientale, cette situation fut de courte durée. La Biélorussie a été divisée après la guerre polono-soviétique, l'ouest devenant une partie de la Pologne et l'est devenant un membre fondateur de l'URSS sous le nom de « République soviétique de Biélorussie » en 1922.¹¹ Après quelques années « libérales », cela a à son tour provoqué la « Grande Terreur » ses peuples, avec des dizaines de milliers de représentants des élites nationales – dont d'innombrables Biélorusses – étant spécifiquement visés aux côtés des supposés opposants au régime.

Finalement, la Biélorussie est devenue une scène centrale des grandes catastrophes du XX^e siècle. Aucun autre pays n'a payé un prix du sang plus élevé par rapport à la taille de sa population au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Guerre mondiale – jusqu'à un tiers de la population a perdu la vie, notamment à cause de l'Holocauste : avant la guerre, les Juifs constituaient le groupe ethnique majoritaire ou le plus important à Minsk et dans de nombreuses autres villes. La guerre, la politique d'extermination allemande et les purges de Staline ont causé des dommages irréparables au tissu traditionnel de la diversité linguistique, ethnique et religieuse du pays. De nombreux Polonais ont été expulsés de Biélorussie en raison du déplacement de leur État vers l'ouest, avec l'arrivée de nouveaux colons en provenance d'autres républiques soviétiques. Accéléré par une croissance industrielle et une urbanisation intense, ainsi que par une stigmatisation généralisée contre la langue biélorusse, considérée comme rurale et « arriérée », le pays est devenu plus russifié que jamais. Pourtant, pour beaucoup, ces années et les années 1970 en particulier ont été une période de prospérité. La Biélorussie est devenue « l'établi » de l'URSS : l'historien américain Timothy Snyder conclut qu'aucun pays n'a été aussi près de réaliser

Élu président en 1994, Alexandre Loukachenko ne s'est jamais particulièrement intéressé ni à la démocratie ni à la culture nationale.

Après la chute du communisme, on a souvent parlé du « retour en Europe » des anciens pays communistes. Cela a solidifié une vision centrée sur l'Occident, suggérant que le bloc de l'Est et l'Union soviétique n'avaient rien à voir avec « l'Europe ». Pourtant, les principaux pionniers du communisme étaient tous européens – comme Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Gramsci, Trotsky et Lénine. Moscou a effectivement mis de côté l'objectif politique d'une « révolution mondiale » en faveur de la réalisation du plus grand progrès possible en Europe. La notion de modernisation impliquait également l'idée de « rattraper » l'Europe, c'est pourquoi Snyder arrive à la conclusion que la Russie n'a « jamais été aussi européenne » qu'elle l'était à l'époque de l'Union soviétique¹³. Ironie de l'histoire que la dissolution de ceci – cyniquement

En parlant, un « projet d'intégration européenne » assez différent a été décidé en Biélorussie le 8 décembre 1991 avec les accords de Beloveja.

La recherche d'une nouvelle stabilité

La Biélorussie indépendante a été le premier État successeur de l'Union soviétique à signer la Charte de Paris en 1992. Une phase de rapprochement avec l'Occident a culminé avec une visite d'État du président américain Bill Clinton au printemps 1994 et la nouvelle constitution a déclaré la politique étrangère neutralité. Sur le plan intérieur, la liberté retrouvée s'est accompagnée d'une vague de réveil national, également dans le domaine de la politique linguistique. La langue biélorusse, désormais fortement promue, est similaire à l'ukrainien et apparentée au polonais et au russe. Mais il était aussi en concurrence avec ces langues depuis des siècles, ayant été fortement influencé et supprimé par le russe notamment depuis le XVIII^e siècle. Contrairement au russe, le biélorusse ne contient pratiquement aucun mot emprunté aux langues turques ou au mongol, mais de nombreux mots de l'allemand, du yiddish et du lituanien.¹⁴ Une particularité est qu'il est écrit dans plusieurs alphabets. En plus des alphabets latin et cyrillique, qui, comme nous le savons, sont basés sur l'alphabet grec, les Juifs écrivaient autrefois le biélorusse en utilisant l'alphabet hébreu et les Tatars en utilisant l'alphabet arabe.

Élu au poste de président nouvellement créé à l'été 1994, Alexandre Loukachenko ne s'est jamais particulièrement intéressé ni à la démocratie ni à la culture nationale (et c'est toujours le cas aujourd'hui). Il a inauguré la rerussification, gouverné dans un style néo-soviétique autoritaire et a ramené le pays vers Moscou – presque jusqu'à une union d'États. Dès lors, les relations avec l'Occident ont connu une série de dégels politiques et de périodes glaciaires qui ont coïncidé avec les cycles de fraude électorale interne et de répression. Pourtant, tout en restant membre des systèmes d'alliance dominés par la Russie – la Communauté des États indépendants (CEI), l'État de l'Union, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et l'Union économique eurasiennne – Minsk a également rejoint le programme de partenariat oriental de l'UE.



en 2009. Après le choc de l'annexion de
En Crimée, certains espéraient que les éternels va-et-vient
pourraient être surmontés en faveur du positionnement
autoproclamé de la Biélorussie comme « la Suisse de
l'Europe de l'Est ». Au cours de l'Ukraine

Dans le cadre du conflit, Minsk a agi comme un « pilier de
la sécurité régionale » par le biais de la médiation,
cherchant à diversifier ses options grâce à une politique
étrangère multi-vectorielle ainsi qu'à l'amélioration des
relations avec l'Occident, l'Ukraine et des pays comme la Chine. Alors que



Face aux forces du régime : après les élections volées de 2020, une grande vague de protestations a eu lieu en Biélorussie. Photo : © Sergueï Bobylev, dpa, TASS, photo alliance.

La population a profité des opportunités offertes par le dégel pour renforcer les entreprises et la société civile, mais aussi simplement pour voyager – aucun autre pays au monde n'avait un quota de visas Schengen aussi élevé que la Biélorussie pendant cette période.¹⁶

La majorité des Biélorusses de moins de 45 ans estiment que la démocratie occidentale est le meilleur système.

Les enquêtes sur les attitudes géopolitiques montrent depuis longtemps qu'une majorité préfère ne pas faire de choix géopolitique entre l'Est et l'Ouest, mais face à la question de « la Russie ou de l'UE », une majorité s'est prononcée en faveur de la Russie. C'est de facto une reconnaissance de la réalité puisque la Biélorussie est étroitement liée à son voisin oriental, mais ce chiffre a régulièrement diminué ces dernières années. Alors qu'en 2018, environ 60 pour cent préféraient encore une union avec la Russie à une alliance avec l'Occident – dont seulement 5 pour cent souhaitaient faire partie de la Russie – ce chiffre était tombé à moins de 40 pour cent fin 2020. Dans le même temps, face à la répression des manifestations qui ont suivi les élections présidentielles truquées, le vecteur pro-européen s'est hissé à la première place pour la première et unique fois à ce jour.

2020 comme point culminant et tournant

La politique opportuniste de bascule de Loukachenko a toujours servi plus que toute autre chose à assurer son propre pouvoir, et lors des élections présidentielles de 2020, il a démontré qu'il était prêt à subordonner tout le reste à cet objectif. Pour la première fois, des candidats issus du centre du système ont osé se lancer dans la course et une majorité de personnes pensaient pouvoir diriger leur pays avec succès. Quand ce choix était maladroit

En mettant un peu plus l'accent sur l'héritage européen, la libéralisation interne est restée modeste, même si elle a atteint le point où la Russie a remplacé la Biélorussie comme « dernière dictature d'Europe » en 2018 selon l'indice de Freedom House.¹⁵

volés, ils sont descendus dans la rue par centaines de milliers. Au départ, ils ne l'ont pas fait au nom de la géopolitique : contrairement à l'Euromaidan ukrainien, aucun drapeau de l'UE n'a flotté sur Minsk ou d'autres villes biélorusses. Au lieu de cela, les manifestants ont choisi le vieux symbole de la république pour revendiquer leurs droits : le drapeau blanc-rouge-blanc.

Les forces démocratiques en exil aujourd'hui utilisent souvent le terme « nouvelle Biélorussie » pour décrire leur vision du pays.

un futur pays démocratique. Pourtant, l'abandon des attitudes paternalistes post-soviétiques en faveur d'une existence libre et autodéterminée a commencé bien plus tôt et n'a trouvé son expression la plus visible qu'en 2020. Des enquêtes montrent que de 2010 à 2016, la part des partisans du statut quo par rapport à ceux qui veulent un changement social est passé de 48:41 à 25:67.17 Un examen plus attentif révèle un

un écart énorme entre les générations, même par rapport aux autres pays post-soviétiques.¹⁸ Cela commence approximativement avec les personnes nées en 1975 et augmente ensuite dans les deux sens.

Les personnes nées après la fin de l'Union soviétique sont trois fois plus susceptibles d'apprécier sa disparition que celles âgées de plus de 60 ans. Les jeunes s'informent en ligne et regardent des films hollywoodiens, tandis que les personnes plus âgées regardent les informations de la télévision d'État et les films soviétiques. Le contraste est plus évident lorsqu'il s'agit du système politique : une nette majorité des moins de 45 ans pensent que la démocratie occidentale est le meilleur système – jusqu'à 60 pour cent des moins de 30 ans. Pas même un sur dix de cette génération est en faveur du système soviétique. Ces chiffres sont inversés chez les seniors.

D'une part, c'est Loukachenko lui-même qui a donné une tournure géopolitique aux développements de 2020, démontrant la direction à prendre pour faire passer des élections truquées. Moscou lui a assuré des prêts et a montré aux manifestants où se trouvait la ligne rouge peut-être décisive : il ne fallait pas prendre d'assaut les bâtiments administratifs, sinon les Russes menaçaient de fournir une « aide administrative ». La répression des protestations a déclenché la répression massive qui se poursuit encore aujourd'hui, accompagnée d'un exode (pas seulement) des élites libérales et d'un duel de sanctions avec les voisins du pays orientés vers l'Occident. Pendant ce temps, les groupes qui

Les manifestants pacifiques précédemment soutenus poursuivent désormais leur travail en exil forcé, qu'ils ont trouvé principalement en Occident.

Même la défense de la démocratie – une forme de gouvernement dérivée de la Grèce antique – peut être considérée comme un phénomène « européen ».

Alors que les régimes de Minsk et de Moscou s'efforcent – plus ou moins¹⁹ – de maintenir un système démocratique

façade, la société civile biélorusse et le mouvement démocratique donnent réellement vie au concept avec une variété d'initiatives créatives.

De nombreux experts s'accordent sur le fait que l'expérience de la communauté face à un État qui recourt à la force brutale a provoqué un changement crucial de conscience dans la société biélorusse. Certains parlent même d'une avancée historique dans la consolidation de l'identité nationale biélorusse.

Les gens sont unis dans leur désir d'un mode de vie différent et savent que, contrairement aux Russes jusqu'à présent, ils ont prouvé en 2020 qu'ils faisaient partie de la majorité démocratique.

Une proportion importante de la population biélorusse est toujours tournée vers la Russie.

La nécessité d'un environnement attrayant et Alternative crédible

Néanmoins, la majorité démocratique contre Loukachenko il y a trois ans ne signifie pas automatiquement qu'une majorité est aujourd'hui en faveur d'une perspective européenne. Comme mentionné ci-dessus, la préférence pour l'Europe par rapport aux attitudes pro-russes n'a prévalu que brièvement dans les enquêtes d'orientation géopolitique de l'automne 2020. La position pro-russe s'est depuis « rétablie » et est désormais

autour du niveau de 2019, soit environ 50 pour cent – contre un peu plus de 25 pour cent des réponses pro-européennes.

Compte tenu de la répression, de la surveillance étatique et de la propagande anti-occidentale omniprésente dans le pays, les résultats de cette enquête ne sont ni entièrement surprenants ni pleinement représentatifs. Chaînes officielles présentes

l'Occident est considéré comme décadent, agressif et impérialiste, tandis que la Russie est un « grand frère » dont les prêts d'aide depuis 2020 ne sont pas censés maintenir un dictateur au pouvoir mais pour aider le pays dans les moments difficiles – et ses soldats sont censés être protéger la Biélorussie d'une attaque de l'OTAN. L'information indépendante est difficilement accessible et sa consommation est souvent pénalisée. Les contacts transfrontaliers diminuent parce que les voyages vers l'Occident sont sévèrement restreints, en partie à cause des réglementations strictes en matière de visa de ces derniers, et la barrière linguistique s'accroît également à mesure que le régime réduit les cours d'anglais dans les écoles. Les personnes d'orientation pro-européenne sont donc sous-représentées dans les enquêtes : elles sont plus prudentes, ou ont quitté le pays en grand nombre, et ne peuvent donc pas jouer le rôle d'« influenceurs ».

au sein de leur cadre social.

Une Biélorussie forte et démocratique serait également un partenaire prometteur pour l'UE.

Pourtant, le constat qui donne à réfléchir reste qu'une proportion importante de la population biélorusse, en particulier l'élite de l'État, est actuellement orientée vers la Russie – pour diverses raisons. Dans les entretiens qualitatifs (réalisés avant 2020), les arguments fréquemment cités incluaient la langue commune et la culture étroitement liée, l'histoire commune de la Seconde Guerre mondiale et de l'ère soviétique, ainsi que les « valeurs slaves ». 20 De nombreux Biélorusses ont des liens familiaux russes, regardent les médias russes ou ont travaillé en Russie, ils n'assimilent donc pas le pays au système Poutine. Dans l'économie, qui dépendait déjà fortement de la Russie pour son approvisionnement énergétique, par exemple, l'adaptation aux sanctions crée des dépendances supplémentaires – jusqu'à 85 pour cent des exportations biélorusses passent actuellement par ou vers la Russie – et les emplois dépendent de la Russie. -marché sien. Enfin, l'exemple de l'Ukraine a un effet dissuasif : cette dernière semble désormais payer son orientation vers l'ouest par la guerre et des pertes territoriales. Même ceux qui condamnent cela pourraient réfléchir

conclusion selon laquelle il vaut mieux garder la tête baissée dans l'ombre de la Russie plutôt que de se lancer dans des « aventures géopolitiques ».

Mais c'est précisément là qu'interviennent les forces démocratiques avec leur désir d'une perspective européenne – non pas en dépit du fait que tous les développements dans leur pays d'origine vont dans la direction opposée, mais précisément à cause de cela. Ils croient fermement que le vieux rêve biélorusse de rester un îlot de neutralité au milieu de graves tempêtes géopolitiques a irrémédiablement disparu, comme l'a clairement montré la guerre.

En apportant à Moscou un soutien global à l'invasion de l'Ukraine, le régime de Minsk s'est rangé sans ambiguïté du côté de l'agresseur, après avoir effacé la clause de neutralité nominale de sa constitution. Non seulement il s'est isolé de tous ses autres voisins, mais il promeut aussi tragiquement une campagne néo-impériale d'assujettissement qui, de par sa nature même, menace également la Biélorussie en tant que nation culturelle. La russification interne bat donc son plein, les missiles nucléaires russes en Biélorussie garantissant l'accès militaire de Moscou. Pourtant, si l'alliance avec la Russie signifie une culpabilité partagée dans l'agression, l'isolement et l'autodestruction, et si la neutralité n'est pas une option – la Russie en particulier n'acceptera pas cette dernière – la voie européenne est, en perspective, la seule alternative raisonnable.

Les forces démocratiques sont conscientes qu'un radical Un changement dans la situation géopolitique est nécessaire avant qu'un gouvernement de Minsk puisse soumettre une demande formelle d'adhésion à l'UE. La Russie devrait se préoccuper d'elle-même après avoir perdu la guerre, tandis que la Biélorussie devrait entreprendre une transformation démocratique. Or, les forces démocratiques œuvrent précisément dans ce sens, qui serait également dans l'intérêt des voisins européens du pays. L'expression aujourd'hui du point de vue de l'UE vise à souligner avec force que la Biélorussie ne serait pas seule dans un tel scénario. Le

L'Union européenne pourrait, on l'espère, tendre la main à un moment aussi historique en proposant des coopération, investissement et un ensemble de mesures de stabilisation dans les domaines économique et sécuritaire.

et les secteurs de l'énergie. Si cela devait se produire, il y aurait très probablement aussi un changement dans l'opinion publique dans le pays.

Une Biélorussie forte et démocratique serait également un partenaire prometteur pour l'UE et, compte tenu de son niveau d'éducation élevé, de ses secteurs économiques prometteurs tels que l'informatique et l'électromobilité, d'une administration relativement efficace, de niveaux modérés de corruption et de Avec un solide bilan en matière de durabilité, ce pays serait un candidat attrayant à l'adhésion à long terme, fournissant potentiellement également une impulsion clé pour un redémarrage démocratique – actuellement utopique – en Russie même. La question stratégique pour l'UE est donc de savoir si elle veut relever le défi d'offrir au peuple biélorusse une alternative de ce type. Quoi qu'il en soit, l'UE est confrontée à la tâche de devoir progresser de manière significative si elle veut rester capable d' agir géopolitiquement, accueillir les pays déjà dans la « salle d'attente » – de l'Albanie à l'Ukraine – et transmettre efficacement un sentiment de stabilité. sur le continent et au-delà.

Cependant, en ce qui concerne la Biélorussie, la première priorité pour aujourd'hui est de considérer le pays comme faisant partie de la « famille européenne » et de le communiquer clairement à la population et aux groupes cibles concernés en Biélorussie. Au mieux, cela peut servir à lancer des préparatifs – même aujourd'hui – sous la forme de mesures de soutien visibles et concrètes qui approfondissent et stabilisent la coopération entre l'UE et la Biélorussie (pro-démocratique). Cela inclut des formats de dialogue, l'amélioration des conditions-cadres pour les entreprises biélorusses et la préservation de la liberté de déplacement afin de transmettre un sentiment d' accueil à la population dans son ensemble.

– traduit de l'allemand –

Jakob Wöllenstein est directeur du Konrad-Adenauer-Bureau de la Stiftung en Biélorussie, basé à Vilnius.

1 Forces démocratiques de Biélorussie 2023 : Déclaration de Future adhésion de la Biélorussie à l'Union européenne, Conférence « Nouvelle Biélorussie 2023 », 11 août 2023, dans : <https://bit.ly/3r44nka> [8 septembre 2023].

2 Les sondages d'opinion actuels montrent qu'environ 25 pour cent des en faveur de l'UE et 50 pour cent en faveur de la Russie.

3 Dans les Balkans et en Europe de l'Est, par exemple, le préfixe « EURO-... » est souvent utilisé pour promouvoir des produits et services.

4 Une récente expédition visant à délimiter l'Europe de l'Asie a eu lieu en 2010, voir Chibilev, AA 2010 : Первые Уточнения Границы Европа-Азия (Première clarification de la frontière Europe-Asie), Département régional d'Orenbourg de la Société géographique russe, dans : <https://bit.ly/3LgH11L> [8 septembre 2023].

5 L'Europe compte 15 pays enclavés. La Hongrie, le deuxième plus grand pays, fait moins de la moitié de la taille de la Biélorussie.

6 Arlou, Uladzimir / Herasimovich, Zmicer 2018 : Faszination Belarus, Vilnius, p. 37.

7 Aujourd'hui, le mot « Lituanie » désigne la république balte du même nom. Historiquement et tel qu'utilisé dans cet article, le mot fait référence au Grand-Duché multiethnique.

8 D'un point de vue moderne : les Biélorusses (occidentaux) Les Ukrainiens et diverses tribus baltes qui, soit n'existent plus dans une telle diversité, soit, selon la compréhension actuelle, ont été absorbés sous le terme Lietuvai (Lituanien baltes).

Les relations avec la Pologne, avant comme après, n'ont pas non plus été faciles. Des historiens critiques en Lituanie, en Biélorussie et en Ukraine voient une attitude colonialiste de la part de l'État polonais, qui a conduit à des événements tels que le soulèvement de Khmelnytsky en 1648 et qui a également pris pied dans l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui encore, la propagande des régimes russe et biélorusse affirme que l'Empire tsariste a libéré la Biélorussie du joug de la domination polonaise.

10 C'est encore aujourd'hui un point de référence pour les Biélorusses à l'esprit national et démocratique.

11 Dornfeldt, Matthias / Seewald, Enrico 2019 : Die Beziehungen zwischen Deutschland und Belarus 1916 bis 1925, Vilnius.

12 Snyder, Timothy 2011 : Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline, Munich.

13 Idem.

14 Dans son ensemble, le nombre de mots allemands dans la langue allemande pourrait atteindre 1 000, notamment dans des domaines tels que le commerce, l'artisanat et l'armée.

15 Freedom House 2018 : Freedom in the World 2018 Scores, dans : <https://bit.ly/3sMjRtG> [8 septembre 2023].

16 Ivanova, Antonia 2019 : Литва – самая лояльная к белорусам по выдаче шенгенских виз (La Lituanie est la plus fidèle aux Biélorusses dans la délivrance de visas Schengen), Delfi, dans : <https://bit.ly/487JyoD> [8 septembre 2023] ; Statistiques des visas Schengen 2018 : Statistiques des visas Schengen 2018 par pays tiers, dans : <https://bit.ly/3P7PIMN> [8 septembre 2023].

- 17 Shelest, Oksana 2020 : Révolution en Biélorussie – Fak-toren und Werteorientierungen, Belarus-Analysen 53, 21 décembre 2020, p. 2, dans : <https://bit.ly/3sQVivr> [8 septembre 2023].
- 18 O'Loughlin, John / Toal, Gerard / Bakke, Kristin 2020 : La Biélorussie est-elle en pleine mutation générationnelle ? Global Voices, 17 septembre 2020, dans : <https://bit.ly/3Ety410> [8 septembre 2023].
- 19 Peskov ne le prétend même plus. Il parle plutôt d'une bureaucratie coûteuse. Krumbeck, Victoria 2023 : « Rote Linie » : Poutine flirtet in Russland mit dem Übergang zur « offenen Diktatur », Frankfurter Rundschau, 21 août 2023, dans : <https://bit.ly/465afZ9> [8 septembre 2023].
- 20 Pourtant, les manifestations de 2020 étaient également majoritairement russophones et cinq pays slaves sont membres de l'UE.



Façonner l'Europe de manière pragmatique

De l'enfant à problèmes à l'élève modèle

Le nouveau rôle de la Grèce en Europe

Marian Wendt / Eleftherios Petropoulos

Dettes souveraines, crise migratoire, corruption : voilà ce que l'on associait à la Grèce jusqu'il y a quelques années. Récemment, nous avons entendu parler davantage de croissance, d'un retour sur le marché des capitaux et d'une popularité croissante. Le pays affiche l'un des taux de croissance les plus élevés de l'UE et est en train de devenir le centre énergétique de l'Europe. Comment est-ce arrivé? Qu'est-ce qui a été bien fait ces dernières années ? Et que signifie la nouvelle confiance en soi de la Grèce en termes d'orientation géopolitique du pays et de politique européenne ?

Avant la crise : les années 2000 « en or »

Avec l'introduction de l'euro en 2002, la Grèce est finalement entrée dans le cercle restreint du processus d'intégration européenne. Dans le même temps, l'inclusion de la Grèce dans la zone euro signifiait que la possibilité d'une dévaluation et l'évaluation individuelle des finances publiques et de la solidité économique par les banques et les institutions internationales étaient dans un premier temps éliminées, de sorte que les taux d'intérêt des obligations d'État grecques étaient à un niveau standardisé en Europe. niveau européen dans les années 2000. Cela a conduit à une soudaine disponibilité d'argent bon marché dans le pays, générant ainsi un élan qui a été encore alimenté par la victoire de l'équipe nationale de football aux Championnats d'Europe de 2004 et par le pays accueillant les Jeux Olympiques la même année.

La Grèce était dans un état d'exaltation : les investissements du secteur public se sont poursuivis, l'administration publique a été encore élargie et les partis au pouvoir en particulier ont créé de nombreux privilèges. Par exemple, les salariés pourraient prendre leur retraite après seulement 20 ans de travail s'ils avaient un enfant mineur. Il y avait des primes pour arriver à l'heure au travail dans le secteur public. Les partis recrutèrent en masse des partisans, qu'il fallut ensuite prévoir en conséquence pour les retenir. Cela a conduit à une meilleure protection des intérêts particuliers, perpétuant ainsi le phénomène de copinage et de clientélisme. Le réveil brutal s'est produit en 2008 avec l'effondrement de la banque d'investissement Lehman Brothers et le début de la crise bancaire, qui a conduit deux ans plus tard à une crise de la dette souveraine en Grèce – le début d'une décennie de crise.

de graves bouleversements économiques et politiques dans le pays.

Un pays en crise : l'effondrement dans les années 2010

Lorsque la crise financière est survenue, la capacité des États à réagir de manière appropriée aux crises économiques a été remise en question. Bien qu'ils fassent tous partie de la même communauté économique, les États membres de la zone euro se sont révélés avoir des niveaux de résilience différents ; L'Europe du Sud en particulier a été mise à rude épreuve – et la Grèce en particulier. La faiblesse chronique de l'économie grecque et l'absence de changements structurels, combinés au manque de transparence dans la publication des chiffres budgétaires du pays, ont conduit à l'effondrement économique. Les primes des obligations d'État grecques ont grimpé en flèche : le taux d'intérêt des obligations à long terme grecques a culminé en février 2012 à 29,2 pour cent¹, créant une situation dans laquelle la Grèce n'était plus en mesure

d'assurer le service de sa dette. L'État grec a été « sauvé » grâce à trois programmes d'aide différents fournis par l'Union européenne et ses États membres afin d'éviter. Cependant, ce « sauvetage » était lié à des conditions qui peuvent être résumées sous les principaux objectifs suivants :

- la viabilité des finances publiques devait être rétablie,
- la stabilité financière devait être maintenue,
- des réformes devaient être mises en œuvre pour promouvoir la croissance et l'emploi,
- le secteur public devait être modernisé.

Tirer les leçons des crises :
L'aube d'une nouvelle décennie

Les réformes nécessaires, notamment dans les domaines du travail, de la sécurité sociale, de la consolidation économique et de la justice, ont conduit à des coupes budgétaires sévères et à des bouleversements sociaux majeurs. Cela a entraîné un changement politique généralisé dans le pays. Après avoir été l'un des deux piliers traditionnels du pouvoir en Grèce au cours des 40 années précédentes, le parti social-démocrate PASOK s'est effondré. Au même moment, l'alliance de gauche Syriza émergeait, principalement soutenue par les protestations. Lorsque Syriza a formé le gouvernement avec le parti populiste de droite ANEL (Grecs indépendants) en 2015, le Premier ministre Alexis Tsipras et son ministre des Finances Yanis Varoufakis ont promis d'abandonner les réformes douloureuses. Mais la réalité de la situation économique les a rapidement rattrapés et ils ont également été contraints de mettre en œuvre des mesures qui, bien que désagréables, ont été jugées nécessaires par la plupart des experts.

Malgré des évolutions positives, la Grèce affiche le deuxième taux de chômage le plus élevé de l'UE.

Il a fallu attendre l'élection de Kyriakos Mitsotakis en 2019 pour que le pays parvienne progressivement à sortir de la léthargie des années de crise. Mitsotakis et son parti conservateur Néo Dimokratía (ND) ont reconnu la nécessité des réformes introduites jusqu'à présent et avaient déjà développé d'autres idées pour l'avenir de la Grèce lorsqu'ils étaient parti d'opposition. Celles-ci étaient désormais mises en œuvre de manière plus cohérente qu'auparavant. Les mesures ont progressivement commencé à produire leurs effets et, petit à petit, le pays a pu retrouver l'accès au marché international des capitaux au cours des quatre dernières années. L'agence de notation S&P Global Ratings a redonné à la Grèce le statut de « solvable » le 20 octobre 2023, suivie par Fitch en décembre 2023.² La Grèce connaît désormais également une croissance économique plus élevée et a été en mesure de faire face à la crise du COVID-19 plus efficacement que d'autres pays du monde. L'Europe grâce à ces réformes.

état efficace. L'idée de la Grèce 2.0 est née, redonnant fierté et motivation aux Grecs. Le Plan National de Relance et de Résilience prévoit 106 investissements et 68 réformes répartis sur quatre piliers :

- transition verte ;
- transformation numérique ;
- emploi, compétences et cohésion sociale ;
- investissement privé et transformation économique.

Cela mobilisera un total de 31,16 milliards d'euros.³

Bilan de la politique intérieure récente :

Plus de points positifs que de points négatifs

Le développement de la Grèce progresse lentement mais sûrement et les citoyens commencent à ressentir les résultats d'une politique économique prudente. Malgré les défis majeurs auxquels le pays a été récemment confronté – comme la pandémie de COVID-19, qui a frappé à un moment sensible alors que la reprise du pays venait tout juste de commencer, et la guerre en Ukraine – les mesures prises ont contribué à la reprise de l'économie. aux niveaux d'avant la crise. Il a également été possible d'éviter qu'une grande partie de la population ne s'appauvrisse en raison des coûts exorbitants de l'énergie. Ceci est d'autant plus remarquable que, malgré une baisse significative du chômage, la Grèce affiche toujours le deuxième taux le plus élevé de l'UE. Des défis majeurs subsistent également dans d'autres domaines de l'économie et de l'État-providence, notamment en raison de l'évolution démographique : la population grecque vieillit et le pays a l'un des taux de natalité les plus bas d'Europe (1,26). Le dernier recensement de 2021 a enregistré pour la première fois une baisse de la population totale du pays (10,48 millions). Entre-temps, l'espérance de vie a augmenté pour atteindre en moyenne plus de 80 ans.

Combiné aux distorsions passées dans les secteurs du travail et des assurances, qui ont conduit à la retraite anticipée de centaines de milliers de citoyens, cela a donné lieu à un mélange explosif pour l'avenir de l'assurance en Grèce. Ces dernières années, de nombreuses mesures ont été prises pour établir une base pour la viabilité du système d'assurance, mais les efforts doivent encore être poursuivis dans ce domaine. Il



Reprise post-pandémique : avec le nombre de visiteurs qui devrait dépasser les 35 millions, 2023 pourrait s'avérer être une année record pour le secteur touristique grec. Ces chiffres élevés posent toutefois un défi aux infrastructures publiques.

Photo : © Thanassis Stavrakis, AP, photo alliance.

Il ne faut pas oublier que plus de 500 000 jeunes hautement qualifiés ont quitté le pays pendant les années de crise pour poursuivre une vie meilleure à l'étranger. La plupart d'entre eux ne sont pas encore rentrés et la fuite des cerveaux se poursuit, quoique dans une moindre mesure.

Néanmoins, les perspectives pour l'un des secteurs les plus importants de l'économie grecque sont positives : avec plus de 35 millions de visiteurs, 2023 devrait être la meilleure année de l'histoire du tourisme grec. Ces dernières années, des investissements considérables ont été réalisés aussi bien dans des destinations classiques que moins connues. Mais cela nécessite en même temps des mesures supplémentaires, car l'impact du tourisme de masse et les problèmes qu'il entraîne deviennent visibles dans certaines régions. Les infrastructures publiques, souvent limitées ou obsolètes, ne sont plus en mesure de répondre à la forte augmentation de la demande, ce qui entraîne une détérioration des services destinés aux habitants et aux visiteurs.

La redynamisation des investissements publics a déjà résolu certains de ces problèmes dans le domaine des infrastructures. Ces dernières années, la Grèce a construit un vaste réseau routier qui est l'un des plus grands d'Europe par rapport à la population du pays. Grâce à l'utilisation efficace des fonds européens, les infrastructures publiques ont été modernisées et rendues respectueuses de l'environnement. Pourtant considérable

des déficits subsistent : la tragédie ferroviaire qui a fait de nombreuses victimes à Tempi début 2023 a mis en lumière l'incapacité chronique de l'État à moderniser ses infrastructures dans certains domaines importants et à les mettre en conformité avec les normes européennes et internationales. Des conclusions similaires peuvent être tirées des incendies de forêt dévastateurs survenus à l'été 2023 et de l'incapacité des autorités responsables à fournir aux citoyens un niveau élevé de protection civile face à l'aggravation de la crise climatique, qui a frappé durement la Grèce et la région méditerranéenne.

Mais dans le même temps, le gouvernement introduit des mesures positives en termes de durabilité en incitant les particuliers à rénover leur logement et à améliorer leur efficacité énergétique : cela réduira l'empreinte énergétique du pays – des économies d'énergie dans le secteur privé - Le secteur de l'énergie à lui seul devrait produire au moins 213 000 tonnes d'équivalent pétrole par an d'ici 2025. Cela représente environ 1,5 pour cent des besoins énergétiques annuels totaux du pays, soit la consommation de 105 000 ménages. D'ici 2030, des économies d'énergie allant jusqu'à 30 pour cent devraient être réalisées dans tout le pays par rapport à aujourd'hui.

Grâce à la stabilité politique et à la reprise économique fiable, les grandes entreprises et les industries



Un soutien fort : depuis que la Russie a attaqué l'Ukraine, la Grèce s'est fermement tenue aux côtés de Kiev. La photo montre le Premier ministre grec Mitsotakis recevant le président Zelensky à Athènes en août 2023.

Photo : © Giorgos Kontarinis, Eurokiniss, ANE, Picture Alliance.

les entreprises ont repris confiance dans le pays et se délocalisent en Grèce, notamment dans les secteurs technologique, logistique et pharmaceutique.

La stabilité retrouvée du pays contribue à renforcer son profil international.

La révolution numérique dans l'administration publique grecque a été l'un des messages dominants sur lesquels le gouvernement Mitsotakis a pu s'appuyer pour sa réélection à l'été 2023. La numérisation a conduit à une amélioration des relations entre les citoyens et l'État, renforçant ainsi dans une certaine mesure la confiance dans les institutions. Une gamme de services est désormais fournie sous forme numérique, réduisant ainsi les coûts de l'administration gouvernementale. La numérisation a joué un rôle important à des moments clés : par exemple, l'administration efficace des vaccins.

mesures mises en place pendant la pandémie, mais aussi la mise en place d'un numéro d'urgence standardisé (112). Un numéro unique garantit également que les autorités de sécurité peuvent être contactées rapidement, favorisant ainsi la normalisation dans toute l'Europe. Un autre exemple est le « Market Pass »5, une mesure destinée à aider les ménages à couvrir une partie de la hausse du coût des achats, notamment

nourriture. Citoyens ayant droit à cette prestation recevoir une carte de débit spéciale des banques auxquelles l'État transfère l'avantage.

En conséquence, la numérisation a amélioré les relations entre les citoyens et l'État et a rendu de nombreux services accessibles par voie électronique, mais la bureaucratie publique n'a toujours pas été modernisée et rationalisée autant qu'elle aurait dû l'être. Dans

Dans le domaine de la justice, par exemple, seules quelques mesures ont été prises pour raccourcir la durée des procédures, alors que les problèmes aigus de sous-effectif dans les services administratifs et de réorganisation du système judiciaire demeurent. C'est un domaine dans lequel la numérisation n'est pas encore suffisamment avancée. Beaucoup a été fait dans le domaine de l'éducation et des avancées significatives ont été réalisées ces dernières années. L'éducation numérique a été introduite et les programmes ont été été modernisé. Néanmoins, des efforts supplémentaires doivent être déployés pour adapter le système éducatif à l'environnement de travail en évolution rapide et aux besoins de l'avenir.

Renforcer la réputation du pays au sein de l'UE et à l'international

À l'étranger, le sentiment de stabilité que la Grèce a commencé à transmettre après des années de crise et d'expérimentation politique a contribué à renforcer la visibilité du pays, tant au niveau international qu'en termes de

de la politique européenne. Ayant longtemps joué un rôle sur la scène internationale en tant que cas problématique, la Grèce a commencé à devenir un acteur formateur également capable de contribuer à ses objectifs stratégiques dans le contexte européen. Ces nouveaux objectifs de politique étrangère grecque peuvent être résumés comme suit :

Conclusion de partenariats stratégiques et
Des alliances avec des pays comme Israël et
Egypte – En particulier dans le secteur de l'énergie

Ces dernières années, la Grèce a développé une diplomatie active en Méditerranée orientale et dans les Balkans visant à renforcer la position du pays en tant que pôle énergétique. Cela comprend des projets de développement de câbles de transport d'électricité respectueux de l'environnement en coopération avec Israël (EuroAsia Interconnector) et l'Égypte (GREGY). Dans le même temps, les réseaux reliant le pays à ses voisins du nord ainsi qu'à l'Italie et à la Turquie ont connu une expansion significative. La Grèce a considérablement augmenté sa capacité de stockage de GNL, contribuant non seulement à sa propre sécurité énergétique, mais augmentant également sa capacité à fournir de l'énergie à ses voisins, les rendant ainsi moins dépendants du gaz russe. Le pays investit désormais massivement dans le développement des sources d'énergie renouvelables et augmente la part de celles-ci dans le mix énergétique. Selon les chiffres officiels de l'administration nationale du réseau (ADMIE), la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie a atteint 47,1 pour cent entre janvier et octobre 2022, dépassant celle des combustibles fossiles. En octobre 2022, le pays a été approvisionné en électricité exclusivement à partir de sources d'énergie renouvelables pendant une période ininterrompue de cinq heures.

Renforcement de la stratégie traditionnelle
Alliance avec les États-Unis et la France

Dans un contexte d'instabilité et d'incertitude à l'échelle mondiale, la Grèce renforce ses défenses : la coopération stratégique traditionnelle avec les États-Unis repose sur de nouvelles bases.

Le nouveau « printemps » dans les relations gréco-américaines se reflète dans la promotion du rôle du port d'Alexandroupolis, à la frontière avec la Turquie, comme

un point d'accès alternatif à la mer Noire – facilitant entre autres le transfert de précieux matériels de guerre vers l'Ukraine – et également dans la conclusion d'un accord de défense mutuelle en mai 2022.

De même, la Grèce cherche à resserrer ses relations avec la France : un an plus tôt, en 2021, un accord de défense à cet effet avait été conclu dans le cadre d'un vaste paquet d'armements, avec la livraison de frégates de pointe de La France comme élément principal. En Europe du Sud-Est et dans la région méditerranéenne, la Grèce renforce ses capacités de dissuasion militaire – et donc le flanc oriental de l'OTAN. Le prix à payer est toutefois élevé : en 2022, la Grèce a consacré 3,54 % de son produit intérieur brut à la défense – le pourcentage le plus élevé de toute l'alliance, dépassant même celui des États-Unis.

Mettre fin aux conflits frontaliers vieux de
plusieurs décennies avec les pays voisins

En juin 2020, la Grèce a signé un accord avec l'Italie sur la démarcation de la zone économique exclusive (ZEE), mettant ainsi en place une autre pièce du puzzle pour sauvegarder légalement les droits des pays de la Méditerranée orientale.

Un autre point qui mérite d'être mentionné ici est l'accord politique conclu entre la Grèce et l'Albanie sur leur recours commun auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye sur la question de la démarcation de leurs ZEE. Cependant, une déclaration n'a pas encore été signée. En octobre 2020, la Grèce a signé avec l'Égypte un accord sur la démarcation mutuelle (partielle) de leurs ZEE – remettant en question le mémorandum précédemment conclu entre la Turquie et la Libye pour définir leurs ZEE et qui contient des démarcations incompatibles avec celles établies dans l'accord entre Athènes et Caire.

Participation active en tant qu'OTAN et
Un membre de l'UE soutient l'Ukraine contre
la guerre d'agression russe

La guerre en Ukraine a marqué un tournant non seulement dans la politique étrangère grecque, mais aussi dans les récits nationaux et historiques du pays concernant

ses relations traditionnellement étroites avec la Russie, qui reposent principalement sur la tradition orthodoxe commune. Le soutien clair apporté à l'Ukraine dès le départ et l'alignement sur le camp occidental ont dissipé les craintes selon lesquelles des relations gréco-russes étroites pourraient influencer la position du pays sur la guerre en Ukraine. La Grèce apporte un soutien politique, militaire, matériel et moral à l'Ukraine – une politique qui a été confirmée lors de la visite du président Zelensky à Athènes en août 2023, lorsqu'une déclaration commune a été signée sur le soutien continu de l'Ukraine dans la guerre pour la défense de son intégrité nationale. et son chemin vers l'UE.

Relever les défis de sécurité dans les relations avec la Turquie

Les relations de la Grèce avec la Turquie ont été caractérisées à plusieurs reprises par des phases de tensions croissantes et atténuées. Jusqu'au tremblement de terre en Turquie et à l'accident ferroviaire de Tempi, en Grèce, tous deux survenus en février 2023, les relations avaient atteint un tournant : une ombre lourde pesait sur les relations gréco-turques en raison des défis croissants posés à la sécurité de la Grèce à travers le l'instrumentalisation des migrants, le passage de navires de recherche turcs dans des eaux contestées à des fins d'exploration d'hydrocarbures, la remise en cause de la souveraineté grecque sur les îles de la mer Égée, la politique de la Turquie – perçue comme agressive par la Grèce – à l'égard des principaux accords internationaux du passé, et sa rhétorique provocatrice envers la Grèce. Cependant, l'attitude déterminée et modérée du gouvernement grec a contribué à éviter une escalade et à protéger efficacement les intérêts grecs. Suite aux élections dans les deux pays à la mi-2023 et conformément à la solidarité explicitement exprimée et accordée l'une à l'autre lors du tremblement de terre et de l'accident ferroviaire, les relations bilatérales sont à nouveau dans une phase de détente. Les rencontres et les visites mutuelles conduisent à un rapprochement. Les provocations militaires sont actuellement évitées. Cette phase a culminé avec la rencontre entre le Premier ministre Mitsotakis et le président Erdogan le 7 décembre 2023 à Athènes et la signature de nombreux accords intergouvernementaux.

Le « retour » de la Grèce dans les Balkans

La présence grecque dans la région de l'Europe du Sud-Est s'est renforcée ces dernières années.

Avec l'Allemagne, la Grèce est l'un des principaux moteurs du processus de Berlin pour l'intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne.

Jusqu'au déclenchement de la crise financière, la Grèce avait une forte présence économique dans la région, tandis que les banques grecques pénétraient de nombreux marchés des Balkans, notamment la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie, la Serbie et la Macédoine du Nord. Après des années d'absence, la Grèce revient aujourd'hui dans les Balkans.

Dans le même temps, elle développe également une série d'initiatives diplomatiques visant à renforcer le parcours européen dans les Balkans occidentaux, tout en essayant de résoudre ses propres problèmes bilatéraux avec ses voisins. L'exemple le plus récent en est les négociations avec l'Albanie sur la définition de la frontière maritime dans la mer Ionienne. Cependant, l'affaire de l'arrestation d'un maire d'origine grecque dans une petite ville du sud de l'Albanie met depuis des mois les relations entre les deux pays à l'épreuve, car des doutes ont été soulevés du côté grec quant à l'État de droit chez le voisin. - ing pays.

Implication proactive en Europe

La Grèce exerce également une plus grande influence sur les politiques de l'Union européenne. Outre les questions déjà mentionnées dans le secteur de l'énergie et les alliances stratégiques au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, le domaine de la réglementation en matière de migration est un exemple dans lequel le pays peut soulever davantage ses questions au niveau de l'UE. On peut ici constater que l'image de l'Union européenne en Grèce a changé ces dernières années – même si les réformes déclenchées dans le pays par des pressions extérieures restent impopulaires. La migration est le sujet dominant des débats européens : le nombre de réfugiés arrivant en 2023 atteindra presque le niveau de 2019, l'année avec le nombre le plus élevé à ce jour. La réforme des règles communes en matière d'asile, actuellement négociée entre les institutions de l'UE, comprend des exigences clés de la part de la Grèce : il s'agit de la répartition des migrants à l'arrivée dans les États membres et du pays d'arrivée au sein de l'UE.

la frontière extérieure n'est plus seule responsable des procédures d'asile et du séjour. Les cinq hotspots européens actuels peuvent constituer une base technique à cet effet, car les processus d'enregistrement, de procédure d'asile, d'hébergement et de suivi coordonné y sont déjà testés et mis en œuvre quotidiennement.

Conclusion

La Grèce est un pays d'Europe du Sud-Est qui véhicule un sentiment de stabilité dans un environnement d'incertitude. C'est un État de droit : le plus ancien de la région, confronté à des défis bien sûr et nécessitant une vigilance constante pour sa protection. Il présente des faiblesses auxquelles il convient de remédier en termes de pluralisme et également de qualité du journalisme. La montée de l'extrême droite à l'échelle européenne a également laissé des traces en Grèce. Le phénomène du parti néofasciste Aube dorée a peut-être été jugé en raison de sa nature criminelle, mais comme les récentes élections l'ont montré, une proportion importante de la population soutient des forces qui remettent en question le débat public. Protéger les institutions du pays et garantir un niveau élevé de dialogue démocratique sont des objectifs cruciaux.

La Grèce est sortie de la crise des années 2010. Il appartient désormais principalement aux Grecs eux-mêmes et à leur gouvernement réélu de continuer à développer le pays, en luttant pour la continuité et en poursuivant systématiquement les réformes des services publics tout en assurant une politique étrangère constructive et vigoureuse et une communication astucieuse. La Grèce est un exemple de la façon dont un pays peut réformer pour sortir d'une crise avec l'aide de la solidarité européenne et en sortir plus fort. L'Europe aurait besoin d'exemples plus positifs comme celui-ci !

— traduit de l'allemand —

Marian Wendt est directrice du bureau Grèce et Chypre de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

Eleftherios Petropoulos est chef de projet et associé de recherche au bureau Grèce et Chypre de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

- 1 CEIC 2023 : Taux d'intérêt à long terme en Grèce, dans : <https://ogy.de/4n1r> [6 décembre 2023].
- 2 Nikas, Sotiris / Oyamada, Aline 2023 : Grece's Up-grade by Fitch Broadens Market for Country's Bonds, Bloomberg, 1er décembre 2023, dans : <https://bloom.bg/4ajW0CS> [5 décembre 2023].
- 3 Ministère grec des Finances 2021 : Grèce 2.0. Plan National de Relance et de Résilience, dans : <https://bit.ly/466Mm3A> [12 septembre 2023].
- 4 Gouvernement grec 2023 : Sauvez 2023, dans : <https://bit.ly/46barqa> [16 octobre 2023]. La tonne d'équivalent pétrole (TOE) est une unité de mesure de la quantité d'énergie libérée lorsqu'un kilogramme de pétrole brut est brûlé. Dans le domaine de la technologie énergétique (chauffage), on parle plus spécifiquement d'équivalent fioul en ktep (kilotonne d'équivalent fioul).
- 5 Société de l'information 2023 : « Market Pass » : Plus de 120 000 candidatures en quelques heures, 21 février 2023, dans : <https://ogy.de/ndwx> [16 octobre 2023].



Façonner l'Europe de manière pragmatique

Une union de stabilité ou une union de la dette ?

Une décision stratégique pour l'Europe

Tim Pierre

L'Europe sera confrontée à des investissements majeurs dans l'avenir, mais aussi à des montagnes de dettes. C'est pourquoi il est crucial d'aligner la transformation numérique et environnementale sur une politique budgétaire axée sur la stabilité. Comment cette aspiration se reflète-t-elle dans les différentes traditions économiques des États membres de l'UE ? Quelles mesures faut-il prendre pour créer une union de stabilité plutôt qu'une union de la dette ?

Quelle est votre position sur la dette publique ?

L'Union européenne et ses États membres sont confrontés à des défis majeurs : ils doivent parvenir à une transformation numérique et environnementale, ils doivent renforcer leur résilience et leurs capacités de défense en réponse à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine et, enfin et surtout, ils ne doivent pas négliger efforts visant à promouvoir la compétitivité de l'Europe. Ces trois objectifs ont une chose en commun : ils nécessitent des investissements.

ment.

D'où proviendront les fonds nécessaires ? Il y a généralement trois options ici :

1. augmentation des impôts et prélèvements, 2. restructuration du budget existant, 3. emprunts.

Concernant cette dernière option, l'UE est actuellement confrontée à une question cruciale : quelle est votre position en matière de dette publique ? En particulier, tous les regards sont tournés vers le débat autour de la réforme du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), la pièce maîtresse des règles européennes en matière de dette.

Dans ce contexte, les rôles ne sont plus aussi clairement attribués qu'autrefois entre le « Nord frugal » d'un côté et le « Sud dépensier » de l'autre. L'initiative conjointe de réforme des règles de l'UE en matière de dette entreprise par l'Espagne et les Pays-Bas est un exemple du changement qui s'opère ici. Au fond, la question est la suivante : quelle voie l'Europe doit-elle suivre pour atteindre ses objectifs multiples et coûteux – une dette accrue ou une politique budgétaire axée sur la stabilité ?

Les différentes traditions économiques de l'Europe

Ici, les différentes traditions et approches économiques des États membres de l'UE sont révélées.

Certains poussent à réduire les dépenses publiques afin de réduire la dette, tandis que d'autres soutiennent que les dépenses publiques devraient être augmentées de manière à stimuler la croissance économique, réduisant ainsi la dette par la croissance.¹ Le groupe de réflexion bruxellois Bruegel fait partie de ceux qui suggèrent l'introduction d'une « règle d'or verte » (GGR) pour les règles européennes en matière de dette, un concept qui remonte aux économistes Chichilnisky, Heal et Beltratti.²

L'objectif ici est de permettre davantage d'investissements publics financés par la dette dans la transformation numérique et environnementale en différenciant les types de dépenses publiques, permettant ainsi aux pays dotés de finances publiques saines de poursuivre de tels investissements en dehors des règles de l'UE en matière de dette.³ Même les États

Des économistes soucieux de la mobilité, comme Thiess Büttner, affirment que la dette peut avoir un sens économique dans certaines circonstances. Premièrement, elle peut avoir un effet stabilisateur en cas de besoins financiers à court terme, notamment en temps de crise. Deuxièmement, l'État peut généralement emprunter de l'argent sur le marché des capitaux à de meilleures conditions que les acteurs privés.⁴

Pourquoi des règles budgétaires sont nécessaires

Néanmoins, Büttner soutient que des contraintes sont nécessaires sous la forme d'un frein à l'endettement et de règles budgétaires européennes. La raison principale en est ce qui connue sous le nom d'incohérence temporelle. Un gouvernement aura tendance à travailler plus dur pour obtenir des succès à court terme en vue d'être réélu, négligeant ainsi une planification financière optimale à long terme. Par conséquent,

Manifestations à Paris : En mai 2023, de nombreuses personnes sont descendues dans la rue pour protester contre la réforme des retraites proposée par le gouvernement français. Toutefois, selon les économistes, les systèmes de retraite onéreux sont souvent l'une des principales raisons des contraintes budgétaires. Photo : © Maxime Gruss, Hans Lucas photo alliance.

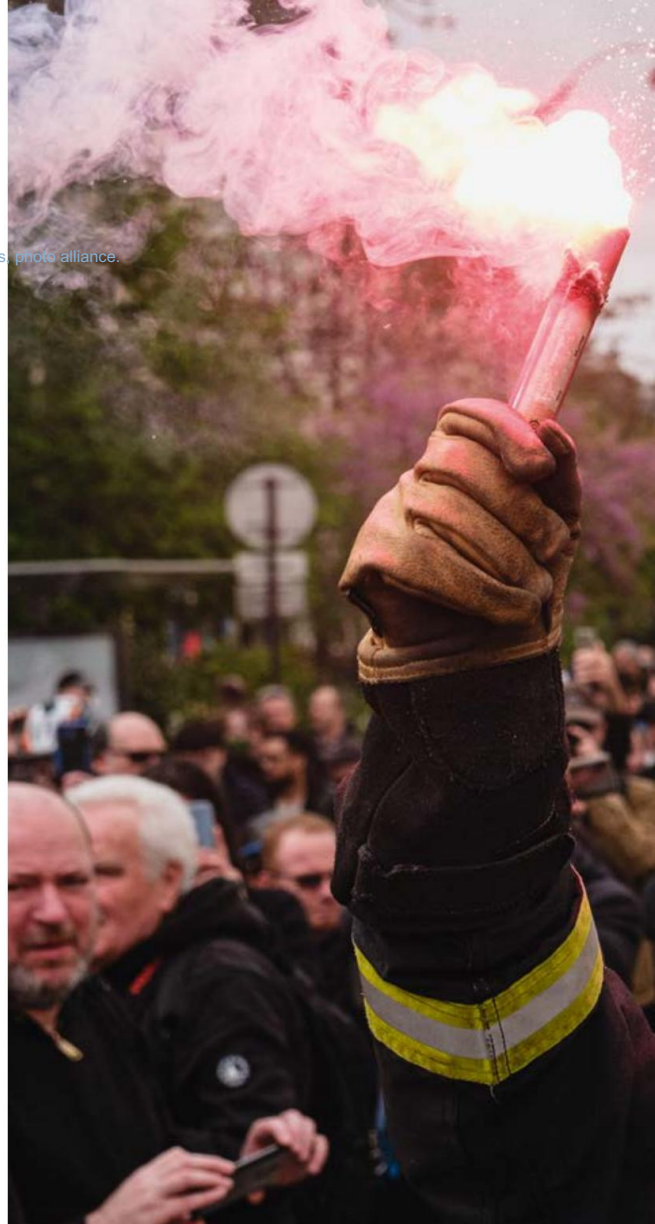
il incombe toujours au gouvernement successeur de s'occuper de la réduction de la dette. Selon Büttner, cela a des conséquences dévastatrices :

1. Remboursement incertain de la dette publique peut peser sur l'économie dans son ensemble, entraînant ainsi des pertes économiques.
2. La politique monétaire peut être utilisée pour maintenir les taux d'intérêt bas afin de refinancer la dette publique, ce qui alimente à son tour l'inflation.⁵

Les économistes Kauder, Matthes et Sultan soutiennent également qu'une crise potentielle de la dette, qui pourrait être provoquée par un manque de viabilité financière, met en danger tous les autres objectifs d'une économie, y compris la transformation environnementale, et que l'objectif de viabilité financière doit donc être poursuivi. en priorité.⁶

L'Allemagne n'aurait pas pu réagir avec autant de détermination à la pandémie de Covid-19 si elle n'avait pas veillé à ce que ses finances soient saines au cours des années précédentes.

Empiriquement, il est difficile de soutenir l'argument selon lequel les dépenses publiques financées par la dette contribuent à une augmentation de la productivité en soi et donc – du fait de l'augmentation de l'économie la croissance – ne constitue pas un fardeau pour les générations suivantes. En réalité, les fonds supplémentaires ont eu tendance à être moins consacrés à l'éducation et à l'investissement et davantage aux dépenses sociales de consommation.⁷ De plus, l'option d'emprunter de l'argent est souvent utilisée pour retarder les réformes structurelles nécessaires. Un



La réforme française des retraites en est un exemple. Selon l'économiste Jörg König, les systèmes de retraite onéreux du sud de l'Europe comptent en fait parmi les facteurs déterminants expliquant la situation budgétaire tendue de certains États membres du sud de l'Europe. König montre en outre qu'un « différentiel de croissance des taux d'intérêt négatif » n'a pas réussi à se matérialiser à long terme, notamment en Italie. Un différentiel de croissance des taux d'intérêt négatif décrit une situation dans laquelle l'augmentation des coûts d'intérêt résultant de l'emprunt est absorbée par la croissance économique ainsi stimulée. L'Italie, par exemple, n'a pas pu



atteindre un taux différentiel négatif unique au cours des 20 premières années de l'union monétaire.⁸ Cela rend également difficile dans la pratique la mise en œuvre de l'approche de la règle d'or verte, qui tend à avoir des conséquences négatives. Plutôt que de mobiliser les investissements nécessaires au travers de réaffectations budgétaires et de réformes structurelles difficiles mais tout aussi nécessaires, elle les finance au moyen d'une dette supplémentaire tout en maintenant le statu quo. La capacité à mobiliser rapidement des capitaux en temps de crise et donc à atteindre une plus grande résilience dépend également d'une dette publique modérée, comme l'économie

souligne.⁹ Par exemple, l'Allemagne n'aurait pas été en mesure de réagir avec autant de détermination à la pandémie de COVID-19 et au choc des prix de l'énergie résultant de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine si elle n'avait pas veillé à ce que ses finances soient saines. dans les années précédentes.

Outre les incitations qui incitent les États à s'endetter au-delà de l'optimum économique, une union monétaire comporte un autre élément : le partage des risques comme incitation à accroître la dette. Les États membres sont étroitement liés économiquement

le marché unique, de sorte que la défaillance d'un pays aurait un impact significatif sur les autres.

Par conséquent, les coûts d'un défaut de paiement sont supportés non seulement par ce pays, mais par l'ensemble de l'union monétaire. En outre, une politique budgétaire malsaine menée par certains États membres rend plus difficile la lutte contre l'inflation par l'union monétaire dans son ensemble.¹⁰ C'est la conclusion à laquelle est parvenu l'économiste Jörg König : « Une augmentation permanente des taux d'endettement est soit le problème de demain les impôts ou l'inflation de demain. »¹¹

Les montagnes de dettes en Europe

Le PSC a été adopté en 1997 dans le cadre du traité d'Amsterdam en vue de coordonner plus efficacement une politique monétaire commune et une politique budgétaire décentralisée. Il intègre les critères de Maastricht de 1992, qui stipulent que le déficit public annuel ne peut pas dépasser 3 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et que le niveau de la dette ne peut pas dépasser 60 pour cent du PIB. Le SGP a été réformé en 2005 et

a ensuite été complétée par des règles plus strictes et des instruments supplémentaires à la suite de la crise de l'euro, notamment le « Six Pack » adopté en 2011, le Mécanisme européen de stabilité (MES) introduit en 2012 et le Pacte budgétaire signé la même année. Ces mesures visaient à stabiliser l'union monétaire et à la rendre plus résiliente. Entre autres choses, le membre

Les États¹² se sont engagés volontairement, dans le cadre du Pacte budgétaire, à mettre en place des freins à l'endettement au niveau national.

Néanmoins, l'économiste Matthias Kullas affirme que le SGP n'est « pas une success story ». La Grèce, par exemple, a dépassé le déficit public maximum de 3 pour cent du PIB au cours des 21 années qui ont suivi l'introduction du PSC, même si des réformes structurelles ont récemment permis de réduire le niveau de la dette grecque. suite à la crise de l'euro. Les chiffres relatifs au deuxième critère de Maastricht donnent également à réfléchir : depuis l'introduction du PSC, douze des États membres qui ont actuellement des niveaux d'endettement supérieurs à 60 pour cent de leur PIB n'ont pas réduit ces niveaux d'endettement mais les ont augmenté.¹³

Les coûts d'intérêt augmentent, en particulier pour les États très endettés.

Un examen des niveaux d'endettement de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne et de la France dans le graphique 1 montre à quel point le plafond de Maastricht de 60 pour cent du PIB a été dépassé : la Grèce avait un niveau d'endettement d'environ 171 pour cent du PIB en 2022, l'Italie environ 144 pour cent, l'Espagne environ 113 pour cent et la France

Fig. 1 : Dette publique par rapport au PIB

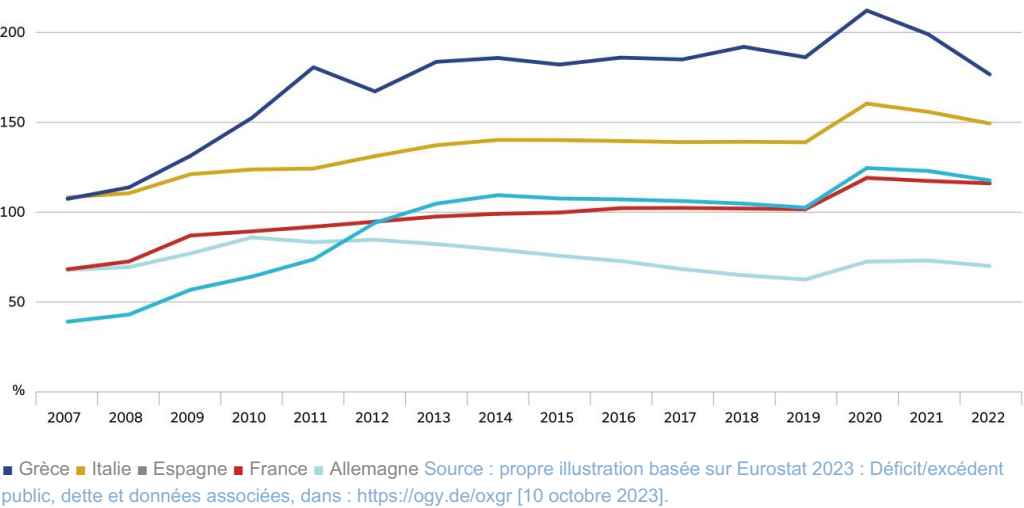
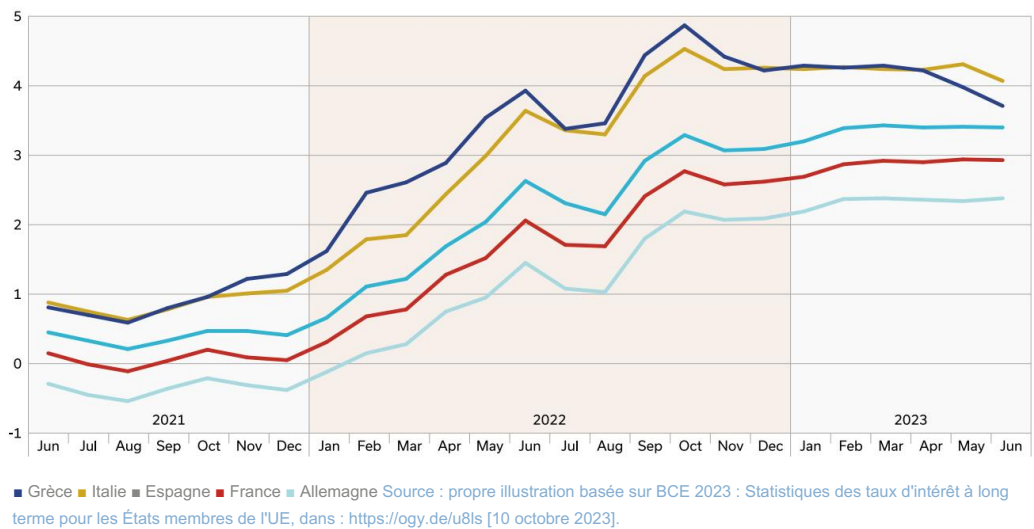


Fig. 2 : Taux d'intérêt sur les obligations d'État à dix ans (taux d'intérêt en pourcentage)



environ 112 pour cent. Dans une étude de l'Institut économique allemand, les économistes Kauder, Matthes et Sultan ont modélisé, à l'aide d'analyses de viabilité de la dette, l'évolution de plusieurs pays de la zone euro jusqu'en 2030. Ils ont projeté à cette fin trois scénarios sous-jacents : économiquement optimiste, intermédiaire et pessimiste. Pour la France, les trois scénarios aboutissent à une augmentation du niveau d'endettement, en grande partie due au déficit élevé du budget français.¹⁴ Face à cela, une autre règle du PSC semble de moins en moins réaliste : la règle dite des 1/20 stipule que les pays doivent réduire leur niveau d'endettement à 60 pour cent d'ici 20 ans. Cela entraînerait des mesures d'austérité rigoureuses pour des pays comme la Grèce et l'Italie, déclenchant probablement une récession.

En raison de la crise économique qui s'ensuivrait, le ratio dette/PIB serait alors encore plus élevé.¹⁵ Il est donc impératif de réformer cette règle, sans toutefois ouvrir la porte à une nouvelle augmentation des niveaux d'endettement.

Un refinancement difficile et le rôle de la Banque centrale européenne

Les coûts d'intérêt augmentent également, en particulier pour les États très endettés. L'Italie et la France doivent refinancer environ un huitième de leur dette chaque année, c'est-à-dire remplacer les anciennes obligations d'État par de nouvelles. Obligations d'État nouvellement émises

sont soumis à des taux d'intérêt nettement plus élevés que ceux émis il y a quelques années à peine, comme le montre la figure 2. Par exemple, le taux d'intérêt des obligations d'État françaises à dix ans était de 0,05 pour cent en décembre 2021, et s'élevait déjà à 2,62 pour cent en décembre 2022. Les charges d'intérêt fédérales de l'Allemagne ont également augmenté, passant de quatre milliards d'euros en 2021 à un montant prévu de 40 milliards en décembre 2022.

La BCE atténue les évolutions indésirables provoquées par la politique budgétaire des pays de la zone euro.

Le 21 juillet 2022, en réponse à la hausse des taux d'intérêt, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a adopté ce que l'on appelle le Transmission Protection Instrument (TPI). L'objectif de cet instrument est de permettre l'achat d'obligations de différents États de la zone euro dans certaines circonstances afin de réduire les primes d'intérêt injustifiées sur leurs obligations.¹⁷

Selon l'économiste Jürgen Matthes, le TPI comble une lacune au sein de l'Union économique et monétaire. Dans le même temps, il présente certains déficits dans sa forme actuelle : en raison de conditions peu claires-

Par exemple, cela pourrait réduire l'incitation des pays de la zone euro à maintenir la viabilité budgétaire.

En outre, il n'est pas clair comment la BCE fera la distinction entre les primes de taux d'intérêt justifiées et injustifiées. Selon

Matthes, une solution serait d'intégrer le TPI dans le MES-18

Contrairement à la BCE, le MES a été créé pour soutenir les pays de la zone euro surendettés : il est méthodologiquement solide dans ce domaine, juridiquement sûr et démocratiquement légitimé.

Toutefois, le TPI n'a pas encore dû être appliqué puisque l'annonce de l'instrument a été

probablement déjà suffisant pour calmer les marchés. Il y a ici des parallèles évidents avec le discours « quoi qu'il en coûte » de Mario Draghi en juillet 2012, au plus fort de la crise financière et de la dette européenne : de la même manière, il n'a pas été nécessaire par la suite d'appliquer le programme de transactions monétaires sur titres (OMT). mis en place à l'époque qui aurait permis à la BCE d'acheter des quantités illimitées d'obligations d'État.¹⁹ Une autre raison est que des achats de remplacement ont été effectués dans le cadre du Programme d'achat d'urgence en cas de pandémie (PEPP) établi par la BCE pendant la crise du COVID.⁻¹⁹ pandémie. Cela représente un total potentiel de 1,85 billion d'euros.²⁰ De cette manière, un grand nombre d'obligations d'État allemandes ont été remplacées par des obligations d'État italiennes afin de contrecarrer l'augmentation des primes d'intérêt sur ces derniers.

Depuis un certain temps déjà, la BCE soutient indirectement les budgets des pays de la zone euro très endettés par le biais de ses programmes d'achat d'obligations. Dans le cas de l'Espagne et de l'Italie, par exemple, la part des obligations d'État détenues par la BCE s'élève chacune à près de 50 pour cent du PIB national.²¹ Le problème avec l'intervention croissante de la BCE est qu'elle s'éloigne de plus en plus de la réalité, en équilibrant éventuellement l'objectif de lutter contre l'inflation avec l'objectif de ne pas surcharger les pays de la zone euro très endettés avec ses hausses de taux d'intérêt directs.²² D'un autre côté, la politique monétaire de la BCE atténue les évolutions indésirables causées par la politique budgétaire de la BCE. pays de la zone euro. Une union de stabilité fonctionnelle ne mettrait pas la BCE en position d'envisager des interventions majeures en premier lieu.

Règles fiscales quantitatives et uniformes ou négociations qualitatives et individuelles ?

Les règles budgétaires quantitatives et uniformes sont indispensables à une union de stabilité. Or, celles-ci sont de plus en plus remises en question dans le débat sur la réforme du SGP.²³ Par exemple :

Par exemple, il est proposé que des plans individuels de réduction de la dette soient convenus entre la Commission européenne et les États membres. Cela renforcerait « l'appropriation nationale » de la part des États membres, affirme-t-on, et tiendrait compte de la situation économique concrète.

Il est difficile d'écarter l'argument selon lequel la situation politique intérieure de certains États membres plus endettés, comme la France, rend difficile la consolidation budgétaire à moyen terme.

Toutefois, les accords individuels ne résolvent pas le problème. Par exemple, l'économiste Matthias Kullas écrit que les différentes traditions économiques en Europe pourraient nous amener à espérer une augmentation des dépenses publiques de la part de certains États membres comme un moyen supposé de se libérer de la dette²⁴. Des réformes structurelles ordinaires sont nécessaires pour parvenir à une croissance à long terme et à des finances saines.

Enfin, il est difficile pour la Commission d'imposer des charges financières supplémentaires aux États membres déjà confrontés à des problèmes financiers.

La négociation de voies individuelles de réduction de la dette crée potentiellement un sentiment de contrôle externe de la part de l'UE plutôt que d'« appropriation nationale ». En pratique, cela signifierait qu'un nouveau gouvernement devrait d'abord renégocier la trajectoire de réduction de la dette nationale avec la Commission européenne. Cela peut accroître la frustration à l'égard de Bruxelles, comme l'a démontré la crise de la dette souveraine grecque²⁵. En général, les règles qualitatives fondées sur une analyse de la soutenabilité de la dette donnent à la Commission trop de marge d'interprétation, faisant inévitablement d'elle un arbitre politique.²⁶ Selon à l'économiste



Friedrich Heinemann, le calendrier envisagé pour la réduction de la dette, qui peut être prolongé de quatre à sept ans si certains critères sont remplis, pose également des problèmes : étant donné qu'il s'étend sur une législature, le problème de l'incohérence temporelle mentionné au Le principe continue de s'appliquer, dit-il, avec pour résultat qu'il incombe toujours au gouvernement successeur de s'occuper des économies et des réformes.²⁷

L'Europe sera confrontée à des investissements majeurs à l'avenir, mais aussi à des montagnes de dettes.

Des règles plus simples avec une application efficace

Le PSC devrait plutôt être réformé dans le but d'établir des règles plus simples et une application plus efficace. Les économistes Matthes

et Sultan recommandent que les trajectoires de réduction de la dette prévues introduisent un critère exigeant que les dépenses primaires nettes soient inférieures à la croissance potentielle d'une certaine marge, par exemple. Les augmentations des dépenses seraient donc inférieures à la croissance économique en moyenne, ce qui entraînerait normalement une baisse du ratio dette/PIB.²⁸ Une autre possibilité serait de ne pas s'appuyer exclusivement sur des sanctions financières en cas de violation des règles. D'un point de vue politique, il est difficile pour la Commission d'imposer des charges financières supplémentaires aux États membres qui sont déjà confrontés à des diffi



Le siège de la Banque centrale européenne à Francfort : la BCE soutient depuis longtemps indirectement les budgets des pays de la zone euro très endettés grâce à ses programmes de rachat d'obligations.

Photo : © Florian Gaul, gratuit, photo alliance.

problèmes financiers.²⁹ Le Semestre européen, qui est censé être utilisé pour coordonner la politique économique dans l'UE, pourrait également être réveillé de son « long sommeil » en se dotant d'une force plus contraignante, avec ses recommandations de politique économique aux les États membres ne restent plus de simples recommandations.³⁰

La réticence de la Commission à appliquer des mesures fiscales Kelemen et Pavone attribuent le système à son double rôle de « moteur de l'intégration » et de « gardien des traités ». Ils affirment que l'application des règles budgétaires aurait conduit à une diminution

Le soutien à l'intégration de l'UE dans les États membres concernés a été très soutenu, de sorte que les violations ouvertes des règles budgétaires ont finalement abouti à des compromis formels.³¹ Une réponse prometteuse à cela serait la création d'un organe de contrôle indépendant et apolitique et l'automatisation de l'UE. application des règles relatives à la dette. Par exemple, alors qu'il était ministre allemand des Finances, Theo Waigel avait appelé à la création d'un Conseil européen de stabilité³². Il s'agit d'un rôle qui pourrait être assumé par l'actuel Conseil budgétaire européen si son statut institutionnel devait être modifié. amélioré. Selon l'économiste Thiess Büttner, la décentralisation des règles budgétaires auprès d'institutions budgétaires nationales indépendantes est également un moyen de parvenir à un respect plus efficace de ces règles. Les organes chargés de cette tâche en Allemagne sont le conseil consultatif indépendant du Conseil de stabilité, le groupe de projet conjoint de prévision économique et le Conseil allemand des experts économiques.

Toutefois, cela nécessite des règles quantitatives et uniformes afin de pouvoir vérifier le respect des règles de manière transparente. En revanche, les modalités de réduction de la dette négociées entre les États membres et la Commission équivaldraient à une recentralisation.³³

Conclusion

L'Europe sera confrontée à des investissements majeurs dans l'avenir, mais aussi à des montagnes de dettes. Dans la mesure où une politique budgétaire malsaine pourrait potentiellement conduire à une nouvelle crise de la dette à moyen terme, elle pourrait mettre en péril la transformation numérique et environnementale. Pour cette raison, les objectifs de transformation doivent être poursuivis sous réserve de conditions

politique fiscale. Pour y parvenir, l'accent doit être mis sur des règles uniformes et quantitatives en matière de dette, un organe de contrôle indépendant et une plus grande décentralisation du contrôle des règles en matière de dette par les institutions budgétaires nationales. En revanche, la poursuite d'une politique monétaire et budgétaire expansionniste accompagnée de vastes programmes d'achat d'obligations n'est pas une bonne stratégie de croissance. Cette politique, ainsi que d'autres facteurs, a conduit à une inflation élevée. Afin de sortir durablement de la dette et de gérer la transformation numérique et environnementale, il faut plutôt des réformes structurelles et une priorisation dans le budget existant. Il appartient à chaque État membre, dans le cadre de sa souveraineté nationale, de décider où appliquer ces mesures. Il est cependant légitime de se demander si le financement partiel par emprunt des systèmes de retraite onéreux du sud de l'Europe est encore viable, étant donné le manque d'investissements dans la transformation numérique et environnementale, par exemple. Des exemples positifs de réformes structurelles nécessaires peuvent être observés au Portugal et en Grèce, qui ont ouvert la voie à une croissance solide et à une réduction de leur niveau d'endettement grâce à leurs efforts de réforme pendant la crise de l'euro.

— traduit de l'allemand —

[Tim Peter](#) est conseiller politique sur la compétitivité de l'Europe au sein du département d'analyse et de conseil de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

- 1 Kullas, Matthias 2023 : Der Stabilitäts- und Wachstumspakt : Defizite bei der Bekämpfung der Defizite, dans : Berthold, Nobert / Quitzau, Jörn (éd.) : Die Wirtschaftswelt steht Kopf, Munich, pp. 59-71, ici : p. 63.
- 2 Chichilnisky, Graciela / Heal, Geoffrey / Beltratti, Andrea 1995 : La règle d'or verte, Economics Letters 49, pp.
- 3 Darvas, Zsolt 2022 : Options juridiques pour un vert règle d'or dans le cadre budgétaire de l'Union européenne, Bruegel, 12 juillet 2022, dans : <https://ogy.de/gc0a> [10 octobre 2023].
- 4 Büttner, Thiess 2022 : Schuldengrenzen und Föderalisierung der Verschuldung in Europa, dans : Burgi, Martin / Waldhoff, Christian (éd.) : Kommunale Selbstverwaltung im Bundes- und Finanzstaat, Cologne, pp. 615-629, ici : p. 616.
- 5 Ibid., p. 616 et suiv.
- 6 Kauder, Björn / Matthes, Jürgen / Sultan, Samina 2023 : Réformer l'Union économique et monétaire : équilibrer les dépenses et la viabilité de la dette publique, Martens Center Policy Brief, Wilfried Martens Center for European Studies, 5 juin 2023, p. 22, dans : <https://ogy.de/dkdh> [10 octobre 2023].
- 7 Schuknecht, Ludger 2020 : Dépenses publiques et Rôle de l'État, Cambridge.
- 8 König, Jörg 2023 : 75 Jahre Soziale Marktwirtschaft und 30 Jahre Europäischer Binnenmarkt : Ausgangsbasis für weiteren Erfolg, Argumente zu Marktwirtschaft und Politik 169, juin 2023, p. 8 et suiv., dans : <https://ogy.de/88cy> [10 octobre 2023].
- 9 Feld, Lars P. 2023 : Zeitenwende in der Wirtschafts- und Finanzpolitik. Blick von außen – Der ökonomische Gastbeitrag, BMF-Monatsbericht février 2023, 21 février 2023, Ministère fédéral des Finances (BMF), pp. 18-21, ici : pp. 20 s., dans : <https://ogy.de/cxlv> [11 novembre 2023].
- 10 Büttner 2022, n. 4, p. 619 et suiv.
- 11 Rois 2023, n. 8, p. 16.
- 12 Le Royaume-Uni, l'Irlande et la République tchèque n'ont pas signé le Traité en 2012. La République tchèque a adhéré au Traité en 2019.
- 13 Koullas 2023, n. 1, p. 62 et suiv.
- 14 Kauder / Matthes / Sultan 2023, n. 6, p. 16 et suiv.
- 15 Pierre, Tim 2023 : Mieux vaut ne pas réformer que mal réformer ? Évaluation du projet de loi sur la réforme du pacte de stabilité et de croissance, en bref 138, dans : <https://ogy.de/i5r6> [10 octobre 2023].
- 16 Champ 2023, n. 9.
- 17 Banque centrale européenne 2022 : The Transmission Protection Instrument, communiqué de presse du 21 juillet 2022, dans : <https://ogy.de/thk1> [10 octobre 2023].
- 18 Matthes, Jürgen 2023 : Réformer l'Union économique et monétaire : l'instrument de protection des transmissions de la BCE, Konrad-Adenauer-Stiftung, 6 juillet 2023, Berlin, dans : <https://ogy.de/msv2> [7 novembre 2023].
- 19 Peter, Tim 2022 : Die EZB in der Zwickmühle Inflation zwischen et Staatsschulden? Eine Einordnung des Transmissionsschutz-Instruments, Analysen & Argumente 490, 28 septembre 2022, dans : <https://ogy.de/546y> [10 octobre 2023].
- 20 Deutsche Bundesbank 2023 : Pandemic Emergency Purchase Programme, dans : <https://ogy.de/fosq> [10 octobre 2023].
- 21 König, Jörg 2022 : Europas Schuldenproblem – Wie sich der gordische Knoten lösen lässt, Argumente zu Marktwirtschaft und Politik 164, juillet 2022, p. 25 et suiv., dans : <https://ogy.de/iy9z> [10 octobre 2023].
- 22 The Economist 2022 : The Visible Hand, 444 : 9305, pp.
- 23 Mussler, Werner 2023 : EU-Kommission nimmt Reform des Stabilitätspakts vorweg, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 8 mars 2023, dans : <https://faz.net/-gqe-b5ixj> [10 octobre 2023].
- 24 Koullas 2023, n. 1, p. 68 et suivantes.
- 25 Büttner, Thiess 2023 : Zentralisation ou décentralisation du règlement financier européen ? Zum Reform-vorschlag der EU-Kommission, dans : Wirtschaftsdienst 103 : 5, pp. 301-304, ici : pp. 303 s.
- 26 Pierre 2023, n. 15.
- 27 Heinemann, Friedrich 2023 : Le plan Schulden für Europa geht genau in die falsche Richtung, Die Welt, 17 février 2023, dans : <https://welt.de/243796253> [10 octobre 2023].
- 28 Matthes, Jürgen / Sultan, Samina 2023 : Réforme des règles fiscales de l'UE : les idées de Lindner ont du mérite, IW-Kurzbericht 29, Institut économique allemand, 25 avril 2023, dans : <https://ogy.de/y0im> [10 octobre 2023].
- 29 Koullas 2023, n. 1, p. 67 et suiv.
- 30 Morwinsky, Oliver 2020 : Le semestre européen est-il en train de sortir de son long sommeil ? Un appel pour une convergence et une compétitivité accrues, Facts & Findings 410, 1er octobre 2020, dans : <https://ogy.de/ncpd> [10 octobre 2023].
- 31 Kelemen, R. Daniel / Pavone, Tommaso 2022 : Où sont passés les gardiens ? Application de la loi et politique d'abstention supranationale dans l'Union européenne, 24 février 2022, dans : <https://ogy.de/0u80> [10 octobre 2023].
- 32 Gouvernement fédéral 1995 : Die Währungsunion als Stabilitätsgemeinschaft : Ein Gewinn für Europa, discours du ministre fédéral Dr Waigel le 29 novembre 1995 à Bonn, Bulletin, pp. 95-99.
- 33 Büttner 2023, n. 25, p. 303 et suiv.

ISSN0177-7521

Tome 39

Numéro 4|2023



Konrad-Adenauer-Stiftung eV

Klingelhöferstraße 23

10785 Berlin

Téléphone +49 (0)30-269 96-33 88

www.kas.de/internationalreports

www.fb.com/internationalreports

www.twitter.com/auslandsinfo

www.instagram.com/auslandsinfo

auslandsinformationen@kas.de

Éditeur:

Dr Gerhard Wahlers

Éditeur en chef:

Dr Sören Soika

Équipe éditoriale:

Dr Canan Atilgan

Thomas Birringer

Christian Echlé

Dr Stefan Friedrich

Benjamin Gaul

Dr Lars Hänsel

Caroline Kanter

Dr Christine Krause

Sabina Wölkner

Dr Jan Woischnik

Accompagnement éditorial :

Fabien Wagener

Avec l'aide supplémentaire de :

Alena Karolina Beram, Felicia Klapka,

Léonie Lieske, Lina Rühl et Zoe Willim

Les contributions désignées ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'équipe éditoriale.

Cette publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung eV est uniquement destinée à un but informatif. Il ne peut être utilisé à des fins de publicité électorale. Cela s'applique aux élections fédérales, régionales et locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.

Numéros uniques : 10 €. Tarifs d'abonnement réduits disponibles. Il existe une réduction spéciale pour les étudiants.

Pour plus d'informations et commandes, veuillez contacter : auslandsinformationen@kas.de

Coordonnées bancaires:

Banque Commerzbank Bonn

IBAN DE43 3804 0007 0103 3331 00

BIC COBADEFFXXX

International Reports (Ai) détient les droits d'auteur sur tous les articles publiés.

Photo de couverture:

Notre couverture montre la pancarte d'un participant à un événement « Pulse of Europe » 2017 à Berlin. Tout en partageant l'affection des participants pour l'UE, nous avons fixé des priorités différentes, c'est pourquoi nous avons légèrement modifié le message. ©

Thomas Imo, photothèque, Picture Alliance.

Toutes les autres photos et graphiques indiqués par conséquent.

Traduction:

Proverbe oHG, Stuttgart

Édition de copie :

Sue Harrison, Munich

Conception / Composition :

Racken GmbH, Berlin

Impression:

Impression et médias, Rostock